

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2017

N° 170

TOME II

SOMMAIRE

RAA MAI 2017

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 17 mai 2017*)
(TOME I)

3

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 17 mai 2017*)
(TOME II)

3

PARTIE 3 : ARRETES
(TOME II)

289

PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE
(TOME II)

461

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II – SOMMAIRE

Conseil du 17 mai 2017
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
D2016-914	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AM00020 située 61 route de Béziers à Saint Jean de Védas	12
D2016-990	Décision relative à un avenant de transfert concernant l'exécution des marchés n°8.642 et n°8.485 du groupe SPIE à la société SPIE City Network	14
D2017-1	Décision relative à une acquisition foncière (parcelles KL n°894 et KL 895) dans le cadre de la réalisation de la 3ème ligne de tramway	16
D2017-4	Décision relative à une acquisition foncière (parcelle KW n°102) dans le cadre de la réalisation de la 3ème ligne de tramway	18
D2017-20	Décision relative au marché n°4618VD16 pour le traitement des déchets verts issus des points de propreté de la zone ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Autorisation de signature	20
D2017-35	Décision relative à un marché n°4551DM16 de développement d'un outil de modélisation multimodale des mobilités pour le grand territoire montpellierain	22
D2017-39	Décision relative à un avenant n°1 au marché 4134UH16 d'hébergement temporaire d'urgence et d'accompagnement social des ménages	24
D2017-51	Décision relative à la signature d'une Convention d'Occupation Temporaire avec le groupe SANDAYA pour l'aménagement d'un arrêt de bus avenue Georges Frêche - Commune de Clapiers.	26
D2017-54	Décision relative à l'impression et à la diffusion du magazine de communication interne. Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Autorisation de signer la convention et le marché	28
D2017-55	Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication - Autorisation de signature de la convention et des marchés	30
D2017-62	Décision relative au protocole d'accord transactionnel du marché n°8.421 et du marché complémentaire n°8.422 de travaux d'infrastructures des réseaux humides, d'espaces verts et de mobiliers urbains pour le bouclage de la ligne 4	32
D2017-90	Décision relative à l'avenant n°1 au bail en date du 15 avril 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Sheet Anchor Delta fixant la date de réception des travaux du site d'exploitation de la Régie de collecte à Vendargues	34
D2017-95	Décision relative à la modification du règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	36
D2017-98	Décision relative au marché mutualisé n°4376B17 concernant l'impression, la livraison et la diffusion des magazines de Montpellier Méditerranée Métropole, lot n°2 Distribution - Avenant n°1	38

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-102	Décision relative à la conclusion d'un bail entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Somali - Location de locaux à Saint Georges d'Orques	40
D2017-108	Décision relative au marché n°4489EA16 pour le contrôle des installations électriques des fontaines, des stations d'alerte de crue et des ouvrages hydrauliques	42
D2017-120	Décision relative au marché n°4629RH16 "Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole"	44
D2017-121	Décision relative à un avenant n°AR40N100109267300 au contrat n°R50N1001060252 de licence et de service Horoquartz	46
D2017-122	Décision relative à un marché n°4674RI16 d'évolutions et maintien en condition opérationnelle de sites Web développés avec le CMS DRUPAL	48
D2017-126	Décision relative à l'ouverture exceptionnelle du musée Fabre en nocturne le mercredi 23 mars 2017	50
D2017-127	Décision relative à la signature d'une convention tripartite de mise à disposition d'une voie privée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Castelnau-le-Lez et le Syndicat des copropriétaires de la résidence le Lyautey afin de permettre la circulation publique	52
D2017-128	Décision relative aux avenants n°1 aux conventions de mandats confiés à la SA3M pour les études du protocole de préfiguration des quartiers Mosson et Cévennes	54
D2017-131	Décision relative à un marché n°4677MG16 de travaux de réfection du local technique au Musée Henri Prades	56
D2017-135	Décision relative à la vente de la parcelle BY 120, emprise issue de l'ancien chemin du Perpignan, au profit de la Commune de Lavérune	58
D2017-136	Décision relative au déclassement du domaine public de deux délaissés de voirie situés secteur Saporta - Commune de Lattes	60
D2017-138	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley UC concernant un local situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez	62
D2017-139	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 255 auprès des époux THEROND, rue du Renard - Commune de Beaulieu	64
D2017-140	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CT n°128, sise 770 avenue André Ampère à Castelnau-le-Lez	66
D2017-141	Décision relative à l'acceptation du don de la parcelle cadastrée AT n°236, sise commune de Lattes - Berges du Rieucoulon	68
D2017-142	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à une convention d'amodiation dans le parking Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs (à Montpellier)	70
D2017-144	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise DECISIONBRAIN pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	72
D2017-145	Décision relative au déclassement du domaine public de quatre emprises situées avenue Alphonse Juin et rue Marie Durand - Commune de Montpellier section CR.	74
D2017-146	Décision relative au contrat de prêt à usage consenti sur les parcelles section AV n° 4p et 3 - Domaine de Viviers - Commune de Jacou	76
D2017-149	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3927DC16 de restauration des couvertures de la salle Bagouët de l'Opéra Comédie	78

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-150	Décision relative au déclassement du domaine public de deux délaissés de voirie situés dans la ZAC Garosud Extension - Commune de Lattes	80
D2017-151	Décision relative à l'acquisition des voiries des résidences "Gély" et "Django Reinhardt" appartenant à l'Office Public ACM Habitat sur la commune de Montpellier	82
D2017-152	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SHERPA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	84
D2017-153	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	86
D2017-155	Décision relative au marché 4512EA16 pour l'extension du réseau des eaux usées - Desserte ZAC les Mazes de Saint-Drézéry	88
D2017-163	Décision relative à un permis de construire pour les travaux de construction de la station d'épuration de Saint Georges d' Orques	90
D2017-164	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALVER dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	92
D2017-167	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ELIT RESEAUX dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	94
D2017-168	Décision relative à l'agrément de candidature de la société MON RÊVE EN BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	96
D2017-171	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 4178MM16 de Mission d'accompagnement à la préparation des délégation et transferts de compétence du département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe	98
D2017-177	Décision relative à un mandat SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne mairie préfigurateur de la French Tech - Attribution des accords-cadres pour la réalisation des travaux d'aménagement de bureaux sur le site de l'ancien Hôtel de Ville	100
D2017-178	Décision relative aux avenants de transfert, de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks, des accords-cadres n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public - lots 8 et 9	102
D2017-179	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de travaux n°4317DC16 lot 2, gros œuvre de la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez	104
D2017-180	Décision relative à la vente de la parcelle BK 455 au profit de la société Bouygues Immobilier, avenue de la Justice de Castelnau, commune de Montpellier	106
D2017-181	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESTIMMO en vue de l'acquisition du lot n°9 dans la ZAC Descartes à Lavérune	108
D2017-182	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESPELIA dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	110
D2017-184	Décision relative à la vente de la parcelle BK 453 au profit du Groupe Angelotti Immobilier avenue de la Justice de Castelnau, commune de Montpellier	112
D2017-185	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IREEDD dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	114
D2017-186	Décision relative au marché n°4751DC17 de location et installation de tentes, scènes et matériels de réception pour la Comédie du Livre 2017	116
D2017-187	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AR 343 passage des Blaques à Montferrier-sur-Lez	118

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-188	Décision relative à un marché n°4725DS17 concernant l'achat de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités aquatiques des piscines de la Métropole	120
D2017-190	Décision relative à la vente du véhicule de collecte 32AQA34 à la société Languedoc Matériels et autorisation de signer le certificat de cession	122
D2017-191	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée C n°665 sise commune de Castries	124
D2017-192	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées C n°647 et 649, sises commune de Castries	126
D2017-193	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée C n°869, anciennement cadastrée C n°761 partie a, sise commune de Castries	128
D2017-194	Décision relative à la délégation du droit de priorité - Parcelles KW n° 139 et 154 - Commune de Montpellier	130
D2017-195	Décision relative à un avenant de transfert au marché N°4306 AT 15 - Programme voirie 2015 - Commune de Vendargues	131
D2017-197	Décision relative à un marché n°4546R116, extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée - Lots 1 et 2	133
D2017-198	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM 62, passage des Blaques, à Montferrier-sur-Lez	135
D2017-199	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AN 206 sur la commune de Prades-le-Lez appartenant à Madame Ivorra	137
D2017-202	Décision relative à une convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale	139
D2017-203	Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole d'une partie de l'ancienne rue du Mas de Brousse - Commune de Montpellier	141
D2017-204	Décision relative à la résiliation des marchés portant sur l'éclairage public et co-utilisés par les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole	143
D2017-205	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement des parcelles AD0114 et AD0115 situées 8 Plan de la Croix à Cournonterral	145
D2017-207	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée section AV n° 3 - commune de Jacou	147
D2017-208	Décision relative à la signature de la convention avec Hérault Energies pour les travaux de renforcement du poste du réseau de distribution publique d'électricité "Grenadiers" sur la Commune de Restinclières	149
D2017-209	Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan et le CCAS de Montpellier - Marché n°4787MG17 Achat de matériel de quincaillerie, visserie, échelles	151
D2017-210	Décision d'ester en justice "Association Lattes Environnement - Requête n°1700585-1"	153
D2017-211	Décision d'ester en justice " Requête n°1700951-8 TA - Syndicat des copropriétaires Résidence Saint Christophe"	154

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-214	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	155
D2017-215	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre N°3451DC13 pour les travaux de restauration de la couverture de la travée Molière de l'Opéra Comédie	157
D2017-216	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4292B16 de maintenance des logiciels COVADIS	159
D2017-218	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BCI Pharma au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	161
D2017-219	Décision relative à la signature des avenants n°1 pour l'intégration d'un prix nouveau au marché N°3948BISTV15	163
D2017-220	Décision relative aux avenants d'extension de périmètre du marché n°4162TV15 de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public de Montpellier - Lots n°3, 4, 5, 8, 9, 13 et 14, en vue de répondre aux besoins des régies sur les territoires de Jacou, Le Crès et Saint Jean de Védas	165
D2017-221	Décision modificative de la régie d'avances du Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole	167
D2017-222	Décision relative à la modification du calendrier des ouvertures et fermetures de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs	169
D2017-223	Décision relative à un avenant de transfert, de la société EUROVIA Méditerranée à la société EUROVIA Languedoc-Roussillon, concernant les marchés n°4087TV15 et n°4340AT16	171
D2017-224	Décision relative au déclassement du domaine public d'une partie du chemin des Alouettes à Castelnau-le-Lez	173
D2017-226	Décision relative à la vente au profit de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine des emprises de terrain situées dans la ZAC Garosud Extension - Commune de Lattes	175
D2017-227	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 4138MG16 "Ecoconstruction d'un centre éco-artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole" - lots 1 et 2	177
D2017-228	Décision relative à la vente au profit des Autoroutes du Sud de la France des emprises de terrain situées secteur Saporta - Commune de Lattes	179
D2017-229	Décision relative au marché n°4630DC16 concernant l'Entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole	181
D2017-230	Décision d'ester en justice « Suez – Lyonnaise des Eaux »	183
D2017-231	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de tronçons de voiries situés chemin de la Carrièresasse, Chemin Font-Sauret et chemin de Pignan à Gigean - Commune de Cournonterral	184
D2017-232	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CR 365, auprès de la Société Civile de Construction Vente "Les Terrasses de la Maison Blanche" angle des rues Jules Isaac et de Salaison - Commune de Montpellier	186
D2017-234	Décision relative à l'exercice du droit de priorité – Parcelles cadastrées AI 97 et AI 99 route de Mende - Commune de Montpellier	188
D2017-235	Décision modificative de la décision n°D2016-688 relative à la mise à disposition d'espaces au Centre Culturel Bérenger de Fré dol par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	190

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-236	Décision relative à un marché n°4612RI16 "acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès"	192
D2017-237	Décision relative à un marché n°4561RI16 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un accès Internet	194
D2017-238	Décision de constitution de partie civile	197
D2017-239	Décision relative à un avenant de transfert au marché N°4557AT16 - Étude de faisabilité technique pour l'aménagement et sécurisation de voirie, Chemin des Oliviers à Saint Jean de Védas	198
D2017-240	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LINKCITY SUD EST dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez	200
D2017-241	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	202
D2017-243	Décision relative au marché n°4719DS17 relatif à la maintenance du parc actuel et la fourniture d'auto-laveuses et de mono-brosses pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole	204
D2017-244	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK et à une extension de son activité sur une surface complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	206
D2017-245	Décision d'ester en justice "COUZY Sébastien - Requête n°1601336-4TA"	208
D2017-247	Décision relative à un marché n°3536 RH 14, prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et organisation de séjours : Lot n° 3 : accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire - Avenant n°1	209
D2017-250	Décision d'ester en justice "Monsieur et Madame SOULIER - Cour d'Appel de Montpellier - RG n°16/00031"	211
D2017-251	Décision d'ester en justice "Louis SOULIER - Cour d'Appel de Montpellier - RG n°16/00032"	212
D2017-252	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société imaGeau au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	213
D2017-253	Décision relative à un différé de jouissance - Parcelle SP n° 9 - Commune de Montpellier	215
D2017-256	Décision relative au sinistre du Domaine de la Pompignane - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	217
D2017-260	Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°3688DC14 d'achat de ressources numériques pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 1 "Vidéo à la demande"	219
D2017-261	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPOT TO LAB au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	221
D2017-262	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TOUCHMODS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et à une réduction de surface	223
D2017-264	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées CR 361 et CR 362, auprès de Bouygues Immobilier, Carré Mosaïk, avenue de la Pompignane - Commune de Montpellier	225

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-265	Décision relative à un avenant de transfert au marché n°4204TV15 - Marché à bons de commande Voirie - Commune de Castries	227
D2017-266	Décision relative à un marché n°4602RI16 d'utilisation, de maintenance et d'évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL	229
D2017-269	Décision relative à la cession d'anciennes cuves à vin en l'état de grande vétusté situées Domaines de Viviers à Jacou	231
D2017-270	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant le raccordement de l'immeuble Mona Lisa situé 413 rue des Ecoles sur la commune de Baillargues	233
D2017-276	Décision relative au transfert de domaine public entre La Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - opération Campus - Parvis Georges Richard rue Emile Jeanbrau à Montpellier	235
D2017-279	Décision relative à l'acquisition de la parcelle DV 611 de 101 m ² auprès de NG Promotion 2 - Avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier	237
D2017-280	Décision d'ester en justice "SCI DE LA BROUSSE - Requête 1700793-1"	239
D2017-282	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n°89, 90, 93 et 221, sises commune de Saint Jean de Védas - Création d'un bassin de rétention secteur des Jasses	240
D2017-283	Décision relative à la donation sous réserve d'usufruit de M. Franck STEC	242
D2017-284	Décision relative au déclassement du domaine public d'une partie de la Rue Alfred Sauvy - Commune de BAILLARGUES	244
D2017-286	Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle AB n°78 - 2973, route de Sète ZA La Lauze à Saint Jean de Védas	246
D2017-290	Décision d'ester en justice " Occupation illicite, parkings situés face à l'Arena parcelles AH0023, AH0025, AH0126, AH 0132,AH0118, AH 0035, AH 0128, AH 0040"	248
D2017-292	Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Joseph Wright of Derby "Vue de Florence" auprès de la Galerie Michel Descours	249
D2017-293	Décision relative à l'agrément de candidature de la société HOME ET CARS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	251
D2017-294	Décision relative à l'agrément de candidature de la société F.E.M. TECH dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	253
D2017-295	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV 154 Lotissement "Les Coloquintes" rue du Mas de Lépôt - Commune de Lavérune	255
D2017-296	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée section BS n° 17p - commune de Lattes	257
D2017-298	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	259
D2017-299	marché 4684DC16 - prestations de contrôle technique et CSPS pour la rénovation du Théâtre du Hangar.	261
D2017-303	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle RC n° 81p - Commune de Montpellier	263
D2017-305	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'une paire de bas-reliefs de Jean-Louis Journet représentant Diogène cherchant un homme et Bélisaire demandant l'aumône	265

PARTIE II – SOMMAIRE

D2017-306	Décision relative à une donation de Madame Marie-Catherine Sahut d'une oeuvre de Joseph-Benoît Suvée, Tête de sainte Elisabeth	267
D2017-307	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'une oeuvre de Charles Guilloux, Péniches devant Notre-Dame	269
D2017-308	Décision relative à une donation des Amis du Musée Fabre d'une oeuvre de Charles Guilloux, Coucher de soleil sur l'île Herblay	271
D2017-310	Décision relative à une donation de l'Association des Amis du Musée Fabre d'une Écuelle dite à oreilles et d'une Écuelle de Montpellier	273
D2017-312	Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du Corum	275
D2017-314	Décision relative à l'agrément de candidature de la société 458 STUDIO dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	277
D2017-316	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRESTIZIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	279
D2017-318	Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de deux œuvres de George-Daniel de Monfreid (1856-1929), Autoportrait, 1909 et Paysage de Lozère, Vareilles, 1891	281
D2017-323	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle BM n° 51 - Commune de Lattes	283
D2017-325	Décision relative à la convention d'occupation précaire du domaine privé des parcelles cadastrées section B n°270 et 285 - Commune de Murviel-lès-Montpellier	285
D2017-326	Décision relative au contrat de prêt à usage consenti sur les parcelles cadastrées section RI n°1-3-4-5-6-7-12 et RV n°148, Domaine de la Condamine - Commune de Montpellier	287



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AM00020 située 61 route de Béziers à Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** le permis de construire n°PC3427015M0072 en date du 14/03/2016 accordé sur la parcelle AM00020 située sur la commune de Saint Jean de Vedas,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière qui s'y rattache, pièces présentées par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située 61 route de Béziers à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 11 745,27 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 15 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité.

ARTICLE 6 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-914
Reçue en Préfecture le	07/04/17
Affichée le	07/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170407- lmc1135609-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert concernant l'exécution des marchés n°8.642 et n°8.485 du groupe SPIE à la société SPIE City Network

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics de 2006 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDERANT** que le groupe SPIE (dont sa filiale SPIE Sud-Ouest) a transféré via un apport partiel d'actifs les activités dédiées aux réseaux extérieurs et opérateurs Télécoms en faveur d'une nouvelle société dédiée dénommée SPIE City Networks (SAS à 100% SPIE)
- **CONSIDERANT** que SPIE Sud-Ouest est titulaire de 2 marchés passés en procédure adaptée liés aux travaux du bouclage de la ligne 4 :
 - marché n°8.642 portant sur les travaux de courants faibles conclu avec le groupement ROIRET Transport (mandataire) / SPIE Sud-Ouest
 - marché n°8.485 portant sur les travaux préparatoires d'équipements conclu avec SPIE Sud-Ouest
- **CONSIDERANT** que cette modification affectant le titulaire du marché est soumise à la conclusion d'un avenant compte tenu du changement de personnalité juridique,
- **CONSIDERANT** que la signature de ces avenants de transfert est soumise à autorisation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prend acte, par l'établissement d'un avenant de transfert aux marchés n°8.642 et n°8.485, de l'apport partiel d'actifs de SPIE Sud- Ouest – groupe SPIE à la filiale SPIE City Networks.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer cet avenant de transfert, celui-ci n'ayant aucune incidence financière, s'agissant uniquement de prendre en compte le transfert des droits et obligations au niveau titulaire et le changement de dénomination sociale.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-990
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1137042-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une acquisition foncière (parcelles KL n°894 et KL 895) dans le cadre de la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par délibération du Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché ;
- **VU** la décision n°2009-382 du 27 mai 2009 portant sur l'acquisition de 49 m² à prendre sur l'ancienne parcelle cadastrale KL 766 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension Ouest de la ligne 1 au profit de la Métropole ;
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°A2016-66 du 29 janvier 2016 attribué à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement,
- **CONSIDERANT** que 49 m² à prendre sur les parcelles situées avenue de Lodève à Montpellier, cadastrées section KL n°894 et KL n°895 (issues de la parcelle KL 766) appartenant à la Société NUMERICABLE représentée par Monsieur Michel PAULIN dûment habilité en sa qualité de Directeur Général, sont nécessaires à la réalisation de la troisième ligne de tramway ;
- **CONSIDERANT** que ladite emprise avait fait l'objet d'une promesse de vente en date 28 juillet 2009, qui n'a pu être réitérée par acte authentique dans les délais impartis. Un nouvel accord est intervenu avec NUMERICABLE ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de régulariser et d'autoriser l'acquisition des dites emprises ;

ARTICLE 1 : La décision n°2009-382 du 27 mai 2009 portant sur l'acquisition de 49 m² à prendre sur l'ancienne parcelle cadastrale KL 766 est abrogée.

ARTICLE 2 : La Métropole acquiert une emprise de 49m² prélevée sur le terrain situé avenue de Lodève à Montpellier, cadastrée section KL n°894 d'une superficie de 18m² et KL 895 d'une superficie de 31m², soit une surface totale de 49m², appartenant à la Société NUMERICABLE représentée par Monsieur Michel PAULIN dûment habilité en sa qualité de Directeur Général.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est fixé à 22 560 € (vingt-deux mille cinq cent soixante euros), au vu de l'avis du Service des Domaines actualisé en date du 27 juin 2016.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire, à l'Habitat et à l'Espace public est autorisée à signer l'acte d'acquisition visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 29 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-1
Reçue en Préfecture le	13/03/17
Affichée le	13/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170313- lmc1137584-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/03/2017

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une acquisition foncière (parcelle KW n°102)
dans le cadre de la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la Communauté d'agglomération de Montpellier ;
- **VU** la décision n°2009-383 du 27 mai 2009 portant sur l'acquisition de la parcelle de 47m² cadastrée KW102 en échange d'une emprise de 60 m² à prendre sur la parcelle KW97 ;
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction n°A2016-66 du 29 janvier 2016 attribué à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement ;
- **CONSIDERANT** que 47m² à prendre sur la parcelle située avenue de Lodève à Montpellier, cadastrée section KW n°102 appartenant à la Société NUMERICABLE représentée par Monsieur Michel PAULIN dûment habilité en sa qualité de Directeur Général, sont nécessaires à la réalisation de la troisième ligne de tramway ;
- **CONSIDERANT** qu'une emprise de 60 m² à prendre sur les parcelles cadastrées KW124 d'une superficie de 15 m² et KW128 d'une superficie de 45 m², devenue propriété de la Métropole, est nécessaire aux fins de maintenir l'activité de la Société NUMERICABLE ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de l'emprise sur la parcelle KW n°102, et de l'échanger avec les emprises sur les parcelles KW124 et KW128 (anciennement cadastrées KW97) ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de régulariser et d'autoriser l'acquisition des dites emprises ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2009-383 du 27 mai 2009 est abrogée.

ARTICLE 2 : La Métropole acquiert une emprise de 47m² prélevée sur le terrain situé avenue de Lodève à Montpellier, cadastrée section KW n°102 d'une superficie totale de 47 m², appartenant à la Société NUMERICABLE représentée par Monsieur Michel PAULIN dûment habilité en sa qualité de Directeur Général.

Le prix d'acquisition de l'emprise de 47 m², désignée ci-dessus, est fixé à 21 680 € (vingt et mille six cent quatre-vingt euros), toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du Service des Domaines. La Métropole, échange les parcelles cadastrées KW124 et KW128 d'une surface totale de 60 m².

ARTICLE 3 : Le prix du terrain de 60 m² est fixé à 1 560 € (mille cinq cent soixante euros), toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du Service des Domaines.

L'échange a donc lieu moyennant une soulte de **20 120 € (vingt mille cent vingt euros)** due par la Métropole à la Société NUMERICABLE.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire, à l'Habitat et à l'Espace public est autorisée à signer l'acte d'acquisition visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 29 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-4
Reçue en Préfecture le	13/03/17
Affichée le	13/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170313-lmc1137590-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/03/2017

Mme S. JANNIN

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4618VD16 pour le traitement des déchets verts issus des points de propreté de la zone ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Autorisation de signature

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation de déchets et propreté de l'Espace public »,
- **CONSIDÉRANT :**
 - qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une solution de traitement pour les déchets verts issus des Points de Propreté de la Zone Ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 80 du décret n° 20163-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable trois fois.
 - que les critères de jugement des offres sont : - Prix des prestations au regard du DQE (60%)
- Valeur technique (40%)
 - Que le marché 4618DV16 a été attribué par la Commission d'appel d'offres du 13 décembre 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché 4618VD16 pour :

- lot n°1 (admission et broyage des déchets verts issus des points de propreté) avec l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON, sise à Montpellier (34000), pour un montant estimatif sur 4 ans (périodes de reconductions éventuelles comprises) de 804 440 euros HT,
- lot n°2 (enlèvement de déchets verts broyés et leur traitement par valorisation organique) avec l'entreprise ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION sise à Lunel (34400), pour un montant estimatif sur 4 ans (périodes de reconductions éventuelles comprises) de 489 600 euros HT.

ARTICLE 2 : de conclure un accord-cadre à bons de commandes pour une durée d'un an à compter de la notification qui pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 3 : La dépense sera imputée sur le budget 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : M MEUNIER est autorisé en tant que Vice-Président à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2015-14.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-20
Reçue en Préfecture le	06/03/17
Affichée le	06/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170306-lmc1137717-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/03/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4551DM16 de développement d'un outil de modélisation multimodale des mobilités pour le grand territoire montpelliérain

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **CONSIDÉRANT**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole doit disposer d'un outil de simulation pour évaluer l'impact des projets d'urbanisme et de mobilité sur les flux de déplacements, les trafics routiers et la fréquentation des transports en commun, pour le « grand territoire Montpelliérain » s'étendant de Lunel à Lodève et de Ganges à Sète.
 - Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25.I.1°, 67 68 et 77 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à tranches, ferme et optionnelles, pour une durée globale de quatre ans et onze mois.
 - Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - capacités professionnelles et techniques (60%) ;
 - garanties et capacités économiques et financières (40%).
 - Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 14 février 2017 a attribué le marché à l'entreprise EXPLAIN 104-112 avenue de la Résistance - 93100 MONTREUIL, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n° 4551DM16 de développement d'un outil de modélisation multimodale des mobilités pour le grand territoire Montpelliérain à l'entreprise EXPLAIN, pour un montant de 341 615 euros HT (toutes tranches à notifier comprises).

ARTICLE 2 : La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire, conformément à la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-35
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1138000-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché 4134UH16 d'hébergement temporaire d'urgence et d'accompagnement social des ménages

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** la décision n°2016-499 du 06/07/2016 autorisant la signature du marché n°4134UH16 portant sur l'hébergement temporaire d'urgence et l'accompagnement social des ménages, avec l'association AVITARELLE, pour un montant annuel maximum de 50 000 euros HT et pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 reconductions,
- **VU** l'arrêté n°A2015-16 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Noel SEGURA dans le domaine du Logement,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de rajouter des prix nouveaux au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour l'ameublement à minima des logements captés,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°4134UH16 d'Hébergement temporaire d'urgence et accompagnement sociale des ménages attribuée à l'association AVITARELLE.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : Monsieur Noel SEGURA, Vice-Présidente délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2015-16 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-39
Reçue en Préfecture le	15/03/17
Affichée le	15/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170315- lmc1138066-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/03/2017

M. N. SEGURA

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué au
logement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une Convention d'Occupation Temporaire avec le groupe SANDAYA pour l'aménagement d'un arrêt de bus avenue Georges Frêche - Commune de Clapiers.

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de réaliser un quai bus en face du Collège François Mitterrand à Clapiers, afin de mettre en sécurité les usagers des transports en commun,
- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention d'occupation temporaire pour une emprise au sol de 55 m², en bordure de la parcelle CE 7 appartenant au groupe Sandaya, afin de permettre l'aménagement et l'exploitation d'un arrêt de bus avenue Georges Frêche à Clapiers,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour une emprise de 55 m² en bordure de la parcelle CE 7 à Clapiers, en vue de l'aménagement et l'exploitation d'un arrêt de bus, sera signée pour une durée de 10 ans avec la société Sandaya propriétaire,

ARTICLE 2 : La convention est conclue à titre gracieux compte tenu de son intérêt public,

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-51
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1138318-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'impression et à la diffusion du magazine de communication interne. Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Autorisation de signer la convention et le marché

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué à la Communication,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles :
 - de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
 - d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-25 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication »,
- **CONSIDERANT** l'intérêt d'organiser un groupement de commandes entre la Métropole, la ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier en vue d'harmoniser le magazine de communication interne,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Afin de bénéficier potentiellement d'économie d'échelles Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ont décidé de mutualiser leur magazine de communication interne, de l'imprimer et de l'adresser par voie postale à tous les agents. Montpellier Méditerranée Métropole est désigné mandataire du groupement.

ARTICLE 2 : La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La présente décision autorise la signature de la convention de groupement de commande, le lancement de la procédure décrite ci-avant et la signature du marché.

ARTICLE 3 : La durée sera d'un an à compter de sa notification, reconductible tacitement une fois.

ARTICLE 4 : Cet accord-cadre est estimé à 56 000 € HT par an (soit 28 000 € pour la métropole, 28 000 € pour la ville et aucune participation financière pour le CCAS de la ville). Les seuils annuels sont fixés comme suit : minimum 30 000 € HT maximum 90 000 € HT

ARTICLE 5 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-25 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-54
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1138380-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication
- Autorisation de signature de la convention et des marchés

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur EL KANDOUSSI en qualité de conseiller délégué à la Communication,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication »,
- **CONSIDERANT** qu'à compter du 1^{er} mars 2017, la direction de la communication devient mutualisée et œuvre indifféremment pour le compte de la Ville et de la Métropole, aussi tous les marchés publics doivent également être mutualisés dans un souci d'économies et pour permettre un fonctionnement optimal des missions de la Direction,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Afin de bénéficier potentiellement d'économie d'échelles Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de mutualiser leurs achats de prestations de communication. Il est donc constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement. Montpellier Méditerranée Métropole lancera donc les procédures de mise en concurrence, adaptées ou formalisées, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics afin de passer et conclure les marchés ou accords-cadres nécessaires à l'acquisition de ces prestations. La conclusion de chaque marché ou accord-cadre fera l'objet d'une décision spécifique.

ARTICLE 3 : Après signature et notification du marché ou de l'accord-cadre par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché ou de l'accord-cadre pour la partie qui le concerne.

ARTICLE 4 : Monsieur le Conseiller délégué spécial est autorisé à signer la convention relative au groupement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-55
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1138384-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au protocole d'accord transactionnel du marché n°8.421 et du marché complémentaire n°8.422 de travaux d'infrastructures des réseaux humides, d'espaces verts et de mobiliers urbains pour le bouclage de la ligne 4

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway en date du 26 janvier 2011 (délibération du Conseil n°9943) autorisant la SEM TaM à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDERANT :

- que le marché n°8.421 de travaux d'infrastructures de réseaux humides, d'espaces verts et de mobiliers urbains pour le bouclage de la ligne 4 a été attribué, par délibération n°12450 du 31 juillet 2014, au groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant de 12 694 547,32 € HT. Puis un avenant n° 1 au marché n°8.421, approuvé par délibération n°14118 du 28 septembre 2016, a porté le montant du marché à 14 306 841,47 € HT,
- que le marché complémentaire n°8.422, suite aux modifications du programme initial sur le périmètre de la place Royale du Peyrou, a été attribué au même groupement, par délibération n°13688 du 24 février 2016, pour un montant de 3 829 990,05 € HT. Puis un avenant n° 1 au marché complémentaire n°8.422, approuvé par délibération n°14119 du 28 septembre 2016, a porté le montant du marché à 4 202 062,60 € HT,
- que le groupement d'entreprises demande une rémunération complémentaire liée notamment aux préjudices suivant : arrêt de chantier pour manque de zones disponibles pour le démarrage des travaux, événements divers empêchant le déroulement prévisionnel des travaux, mise à disposition tardive des zones à revêtir, réduction de délai et modification du programme d'exécution des travaux pour la réalisation de l'Avant Place Royale. Un accord amiable a été trouvé et il a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 10 janvier 2017.

D E C I D E

Page 1 sur 2

ARTICLE 1 : Un protocole d'accord transactionnel aux marchés n°8.421 et n°8.422 est passé avec le groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), ces deux marchés portant sur des travaux similaires.

ARTICLE 2 : Le protocole est conclu pour un montant de 924 973,99 € HT exonéré de TVA (valeur actuelle), représentant une indemnité globale définitive et forfaitaire pour solde de tout compte.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le protocole d'accord transactionnel visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-62
Reçue en Préfecture le	17/03/17
Affichée le	17/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170317-lmc1138494-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au bail en date du 15 avril 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Sheet Anchor Delta fixant la date de réception des travaux du site d'exploitation de la Régie de collecte à Vendargues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public »,
- VU la décision n° D 2015-802 autorisant la signature d'un bail entre la société Sheet Anchor Delta et Montpellier Méditerranée Métropole pour un local commercial situé dans le multiparc du Salaison, 145 rue de la marbrerie à Vendargues,
- VU le bail d'une durée de douze ans conclu le 15 avril 2016 entre le bailleur, la société Sheet Anchor Delta et Montpellier Méditerranée Métropole qui précise dans son article 4 que la date de mise à disposition des locaux est la date de réception des travaux,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'acter par un avenant n°1 au bail sus mentionné la date de mise à disposition des locaux par le bailleur Sheet Anchor Delta à Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les travaux ayant été réceptionnés, Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer un avenant n° 1 au bail conclu le 15 avril 2016, afin d'acter la date de mise à disposition des locaux au 1^{er} décembre 2016.

ARTICLE 2 : Ce bail concerne des locaux situés à Vendargues utilisés par la Régie de collecte de la Métropole, dans le multiparc du Salaison, 145 rue de la marbrerie.

ARTICLE 3 : L'avenant n°1 ne modifie aucune autre clause du bail du 15 avril 2016.

ARTICLE 4 : L'avenant n°1 ne modifie aucune des dispositions financières du bail du 15 avril 2016.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant au bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-90
Reçue en Préfecture le	10/03/17
Affichée le	10/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170310-lmc1138829-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 10/03/2017

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la modification du règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que le règlement intérieur actuellement en vigueur au Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole date de 2008, que la nécessité d'une réactualisation s'est imposée, que les nouvelles modalités de ce règlement ont fait l'objet d'une concertation en Conseil pédagogique et en Conseil d'Établissement du CRR.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un nouveau règlement du CRR est établi. Les nouveautés principales de ce règlement sont : les modifications des périodes d'inscription, la présence obligatoire des enseignants à temps complet sur 3 jours minimum et la garantie du nombre de séances de cours par an. De fait, le règlement présenté supprime de nombreux articles figurant dans le règlement précédent.

ARTICLE 2 : Ce règlement est applicable, dans tous les espaces qui sont sous la responsabilité de la direction du Conservatoire à rayonnement Régional- CRR- de Montpellier Méditerranée Métropole. Le CRR est divisé en 3 sites, - (Montpellier : espaces Archevêché, Candolle et Lisbonne/Castries et Cournonterral) et 2 espaces pédagogiques (musique et danse et 7 pôles pédagogiques et également à tous les personnels relevant de cette même direction : enseignants, administratifs et techniques, lors de leurs activités pratiquées dans le cadre du Conservatoire.

ARTICLE 3 : Ce règlement entrera en vigueur dès la validation de la présente décision sans qu'une durée d'application soit définie. Par contre, il pourra être à nouveau modifié pour suivre les évolutions du CRR.

ARTICLE 4 : Aucun financement n'est lié à la présente décision.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER le Vice-Présidentdélégué est autorisé à signer le règlement visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-95
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307-lmc1138914-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché mutualisé n°4376B17 concernant
l'impression, la livraison et la diffusion des magazines de Montpellier
Méditerranée Métropole, lot n°2 Distribution - Avenant n°1**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOSSI en qualité de « Conseiller délégué »,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans le domaine « Communication »,
- **VU** la délibération n°13806 du 14/04/2016 autorisant la signature du marché "Impression, Livraison et Diffusion" des magazines de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier – Lot n°2 Diffusion avec l'entreprise LA POSTE pour un montant minimum annuel de 100 000 € HT et un montant maximum annuel de 400 000 € HT euros HT et une durée de un an reconductible trois fois,
- **CONSIDÉRANT** que pour la mise en dépôt des magazines, un nouveau modèle de présentoirs plus solide, résistant et esthétique a été proposé par le prestataire (modèle C), il convient d'ajouter ce type de présentoir au bordereau des prix unitaires du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché "Impression, Livraison et Diffusion" des magazines de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier – Lot n°2 Diffusion. Cet avenant est sans incidence financière sur les montants du marché.

ARTICLE 2 : Monsieur Abdi EL KANDOSSI est autorisé à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-98
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- lmc1138932-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la conclusion d'un bail entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Somali - Location de locaux à Saint Georges d'Orques

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que le chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A242-2015 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux afin d'y installer des services métropolitains,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail avec la société Somali, sise 6 rue des Cades, 34 680 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Le bail porte sur la location de locaux divisés en deux lots pour un total d'environ 1400m² dont la société Somali est propriétaire et sont situés 5, rue des Four à Chaux – ZA le Mijoulan, 34680 Saint Georges d'Orques .

ARTICLE 3 : La durée du bail est de 9 ans avec une première période ferme de 6 ans. Il prendra effet au 1^{er} mars 2017 et prendra fin le 28 février 2017.

ARTICLE 4 : Le montant du loyer annuel est de 84 000 euros HT conformément à l'avis de France Domaine du 06/02/2017, auquel sera appliqué le taux de TVA en vigueur et s'ajoutera le remboursement de la taxe foncière.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-102
Reçue en Préfecture le	10/03/17
Affichée le	10/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170310- lmc1138967-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4489EA16 pour le contrôle des installations électriques des fontaines, des stations d'alerte de crue et des ouvrages hydrauliques

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans les domaines de l'eau et de l'assainissement,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour le contrôle des installations électriques des fontaines, des stations d'alerte de crue et des ouvrages hydrauliques.
- **CONSIDÉRANT** l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié le 16/06/2015 et l'analyses des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : la signature du marché de contrôle des installations électriques des fontaines stations d'alerte de crue et ouvrages hydrauliques à l'entreprise BUREAU VERITAS (34000 MONTPELLIER), pour un montant initial annuel compris entre un minimum de 10 000,00€ HT et un maximum de 40 000,00€. Le marché peut être reconduit maximum 3 fois, par période successive de 1 an. Il prend effet à compter de la date de notification. Le montant total maximum est de 160 000,00€ HT avec les périodes de reconduction comprises.

ARTICLE 2 : La dépense sera imputée sur le budget inondation de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL est autorisé à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire, en tant que Vice-Président, conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-108
Reçue en Préfecture le	23/03/17
Affichée le	23/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170323- lmc1139029-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/03/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4629RH16 "Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des « Ressources humaines »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prestations de services « Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de services n°4629RH16 « Prestations de médecine professionnelle et préventive à destination du personnel de Montpellier Méditerranée Métropole » est passé avec l'association AMETRA sis à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le marché prend effet à compter de sa date de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 3 : Le prix du marché est mixte. Il s'élève à 196 140 € HT pour la partie à prix global et forfaitaire pour l'adhésion sur la base de 2 000 agents maximum et estimé à 1 500 € HT pour la partie à prix unitaires, liée à l'absentéisme des agents, sur la durée totale du marché. Cette dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux ressources humaines est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-120
Reçue en Préfecture le	15/03/17
Affichée le	15/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170315- lmc1139251-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/03/2017

M. P. BONNAL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°AR40N100109267300 au contrat n°R50N1001060252 de licence et de service Horoquartz

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- VU la décision n°D2016-78 approuvant le contrat n°R50N1001060252 de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation »), d'un montant annuel s'élevant à vingt mille neuf cent soixante-seize euros TTC (20 976 € TTC), conclu avec la société HOROQUARTZ,
- VU l'acquisition d'extensions de 1700 à 1900 personnes des licences « eTemptation » existantes des modules HQ Time, HQ Self (dont le module HQ Calendar), HQ Interface et HQ Toolkit (dont le module HQ Webservices),
- **CONSIDÉRANT** que seule la société HOROQUARTZ, unique éditeur de ce système, est habilitée à réaliser des prestations de suivi du logiciel « eTemptation » au regard des brevets dont elle dispose.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°AR40N100109267300 au contrat n°R50N100106025200 de licence et de service Horoquartz pour le système de gestion dynamique du temps de travail (composé de lecteurs de présence et du logiciel « eTemptation ») est conclu avec la société HOROQUARTZ, Tour CIT, 3 rue de l'Arrivée, 75015 PARIS.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne le système de gestion dynamique du temps de travail installé à la Direction des Ressources Humaines, notamment des extensions de 1700 à 1900 personnes des licences « eTemptation » existantes des modules HQ Time, HQ Self (dont le module HQ Calendar), HQ Interface et HQ Toolkit (dont le module HQ Webservices).

ARTICLE 3 : Cet avenant prend effet à sa date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2017. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2018, le contrat initial arrivant à terme à cette même date.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du présent avenant s'élève à huit cent trente-neuf euros et quatre-vingt-quinze cents TTC (839,95 € TTC).

ARTICLE 5 : Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à vingt et un mille huit cent quinze euros et quatre-vingt-quinze cents TTC (21 815,95 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-121
Reçue en Préfecture le	23/03/17
Affichée le	23/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170323-lmc1139299-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4674RI16 d'évolutions et maintien en condition opérationnelle de sites Web développés avec le CMS DRUPAL

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDÉRANT :**
 - le souhait de Montpellier Méditerranée Métropole de faire évoluer ses sites web développés avec le CMS (Content Management System ou gestionnaire de contenu) DRUPAL,
 - la nécessité d'intégrer de nouveaux services internet à destination des usagers de l'entité et que pour ce faire celle-ci doit s'appuyer sur un prestataire disposant d'une forte expertise du gestionnaire de contenu DRUPAL,
 - qu'une procédure a été lancée le 29 novembre 2016 conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 3 ans à compter de sa notification,
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 – prix des prestations, au regard du DQE (60 %),
 - 2 – valeur technique, au regard du mémoire remis (40 %),
 - que l'analyse des offres a attribué le marché à l'entreprise E-BIZPRODUCTION, 18/20 avenue Robert Schuman, 13002 MARSEILLE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4674RI16 d'évolutions et maintien en condition opérationnelle de sites web développés avec le CMS (Content Management System ou gestionnaire de contenu) DRUPAL à l'entreprise E-BIZPRODUCTION, pour un montant maximum de quatre-vingt-neuf mille Euros H.T. (89 000 Euros H.T.), dont les objectifs sont :

- l'intégration technique ou le développement des évolutions à venir sur les sites web,

- la maintenance applicative préventive, concernant les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies,
- la maintenance applicative corrective, concernant les mesures consistant à corriger les anomalies.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-122
Reçue en Préfecture le	23/03/17
Affichée le	23/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170323-lmc1139344-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'ouverture exceptionnelle du
musée Fabre en nocturne le mercredi 23 mars 2017**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par délibération du Conseil de Communauté n°14397 du 14 décembre 2016, notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine «Culture»,
- **CONSIDERANT** l'accueil au musée Fabre d'un concert gratuit de musique ancienne organisé par l'association « Les muses en dialogue », le soir du mercredi 23 mars 2017, entre 18h et 22h,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le règlement intérieur du musée Fabre est modifié dans son article 4 concernant ses horaires d'ouverture. Toutes les autres dispositions du règlement intérieur restent inchangées.

ARTICLE 2 : Le musée Fabre accueillera donc le public gratuitement dans la limite des places disponibles pour un concert le mercredi 23 mars 2017, de 18h à 22h, dans une salle des collections permanentes. Seuls cette salle et les cheminements de l'entrée principale jusqu'à cette salle seront exceptionnellement ouverts au public à cette occasion.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-126
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139357-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention tripartite de mise à disposition d'une voie privée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Castelnau-le-Lez et le Syndicat des copropriétaires de la résidence le Lyautey afin de permettre la circulation publique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie, espace public »,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'ouverture de la voie privée de la Résidence le Lyautey, cadastrée section BB, numéro 151, à Castelnau-le-Lez, afin de permettre la circulation publique sur cette portion de voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention tripartite est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Castelnau-le-Lez et le Syndicat des Co-propriétaires de la résidence le Lyautey représentée par le Cabinet ABL SAS.

ARTICLE 2 : Le Syndicat des Co-propriétaires autorise la Métropole à occuper la voie privée de la Résidence le Lyautey, cadastrée section BB, numéro 151, à Castelnau-le-Lez

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 5 ans qui se renouvellera par tacite reconduction d'année en année sauf prorogation des parties.

ARTICLE 4 : L'occupation est autorisée à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-127
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330- lmc1139355-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants n°1 aux conventions de mandats confiés à la SA3M pour les études du protocole de préfiguration des quartiers Mosson et Cévennes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage,
- **VU** la délibération du Conseil n°14001 du 21 juillet 2016 relative à la signature des conventions de mandats à la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour les quartiers Mosson d'une part, et Cévennes d'autre part,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'approuver les avenants n°1 à chacun des mandats confiés à la SA3M pour le suivi du protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes,
- **CONSIDERANT** que ces avenants ont pour objet d'intégrer dans la liste des études suivies par la SA3M, la mission d'OPCU (Ordonnancement, Pilotage, Coordination Urbain).

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 aux deux mandats d'études du protocole de préfiguration pour le quartier de la Mosson et pour le quartier des Cévennes, confiés à la SA3M.

ARTICLE 2 : De compléter les missions et études confiées au tiers par une prestation d'OPCU (outil d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination Urbain des études du protocole), et de revoir la rémunération du mandataire en intégrant cette nouvelle étude.

ARTICLE 3 : De maintenir la durée des mandats à 24 mois.

ARTICLE 4 : De porter dans l'avenant le montant prévisionnel des dépenses à engager par le mandataire pour la réalisation des études, d'une part sur le quartier de la Mosson à 845 000 € HT, et d'autre part sur le quartier des Cévennes à 330 000 € HT.

ARTICLE 5 : De porter la rémunération du mandataire pour ces compléments d'études, d'une part à 673 000 € HT pour le quartier de la Mosson, et d'autre part à 117 000 € HT pour le quartier des Cévennes.

ARTICLE 6 : Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer les avenants aux conventions de mandats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-128
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1139370-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4677MG16 de travaux de réfection du local technique au Musée Henri Prades

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine de l'Energie et de la transition énergétique,

CONSIDÉRANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 20163-360 du 25 mars 2016. Il s'agit d'un marché ordinaire, non alloti, conclu pour une durée, hors période de préparation, de 4 semaines (à partir de l'ordre de service),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	%
1- Prix des prestations, au regard de la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)	40
2- Technique, au regard du mémoire technique	60

- que l'entreprise SPIE Sud Ouest présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché 4677MG16 de travaux de réfection du local technique au musée H. Prades, avec l'entreprise SPIE Sud Ouest, sise 170 rue Henri Farman, 34 435 Saint Jean de Védas, pour un montant de 41 764,97 euros HT.

ARTICLE 2 : Il s'agit d'un marché ordinaire, non alloti, conclu pour une durée, hors période de préparation, de 4 semaines. Le marché prendra effet à compter de l'émission de l'ordre de service.

ARTICLE 3 : La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant délégation pour le faire est autorisée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-131
Reçue en Préfecture le	13/03/17
Affichée le	13/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170313-lmc1139406-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/03/2017

Mme E. LLORET

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente de la parcelle BY 120, emprise issue de l'ancien chemin du Perpignan, au profit de la Commune de Lavérune

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lavérune n°2016-11 en date du 2 mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-229 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Lavérune n°2015-69 en date du 7 décembre 2015 portant déclassement du chemin rural du Perpignan,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Commune de Lavérune à Montpellier Méditerranée Métropole par courrier du 8 décembre 2016,
- VU l'avis de France Domaines n° 2017 – 134V0085 en date du 31 janvier 2017,

CONSIDERANT

- que ce chemin rural appartenait à la commune de Lavérune avant le transfert de compétences, et que par délibération de son Conseil municipal, la commune avait manifesté sa volonté de récupérer cette emprise dans son domaine privé communal,
- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par cette ancienne voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend la parcelle cadastrée BY 120 d'une superficie de 419 m², préalablement désaffectée et déclassée, à la commune de Lavérune, domiciliée boulevard de la Mairie à Lavérune.

ARTICLE 2 : La transaction aura lieu au prix fixé par France Domaines, soit à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Maître Agnès BILLET-LLORCA, notaire à Pignan, à la demande et aux frais de la commune de Lavérune, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-135
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139513-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public de deux
délaisés de voirie situés secteur Saporta - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14217 du 24 novembre 2016 relative à la cession de diverses parcelles secteur de Saporta à Lattes à Autoroutes du Sud de la France dans le cadre de la requalification de la section centrale de l'A9 existante,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,

CONSIDERANT

- la nécessité de déclasser ces emprises avant de pouvoir les céder,
- que ces emprises ne sont pas affectées à l'usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de deux délaisés de voirie d'une contenance d'environ 30 m² section BN, et d'environ de 32 m² section BO, dans le secteur de Saporta à Lattes.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des deux délaissés de voirie et intègre ces emprises dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ces deux emprises en section BN et BO sur la commune de Lattes.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-136
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139527-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley
UC concernant un local situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** la décision D2016-151 du 15 mars 2016, relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier-Agglomération Volley UC concernant un local situé 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que l'association Montpellier Volley Université Club est à la recherche d'un nouveau local pour y établir son siège social,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un local libre de toute occupation au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez,
- **CONSIDERANT** qu'à la suite d'une renégociation sur les conditions financières, il est nécessaire d'abroger la décision D2016-151 du 15/03/2016 qui concernait cette location et de prendre une nouvelle décision afin d'autoriser la signature du contrat.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2016-151 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley UC.

ARTICLE 3 : Le contrat porte sur un local appartenant à la Métropole, situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76 m².

ARTICLE 4 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de la signature.

ARTICLE 5 : Le montant du loyer annuel est de 5000 euros hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-138
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314-lmc1139553-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 255 auprès
des époux THEROND, rue du Renard - Commune de Beaulieu**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** que par courrier en date du 5 janvier 2017, les époux THEROND acceptent les modalités du transfert de propriété de la parcelle AI 255 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est déjà aménagée en nature de voirie et a vocation à intégrer le domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux THEROND la parcelle AI 255 d'une superficie de 41 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Philippe TZELEPOGLOU, notaire à Castries, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-139
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1139552-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CT n°128, sise 770 avenue André Ampère à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n°2017/02-08 du conseil municipal de la commune de Castelnau-le-Lez en date du 6 février 2017, autorisant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée CT n°128, d'une superficie de 1 845 m², sise commune de Castelnau-le-Lez et appartenant à la Ville, au prix de 196 000 € correspondant à l'avis émis par les services de France Domaine le 22 décembre 2016,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de « la Voirie et de l'Espace public »,
- VU l'avis de France Domaine en date du 22 décembre 2016,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée CT n°128, sise 770 rue André Ampère à Castelnau-le-Lez, d'une superficie de 1 845 m² et appartenant à la commune de Castelnau-le-Lez, est nécessaire dans le cadre du regroupement des équipes métropolitaines du Pole Vallée du Lez issues du transfert de la compétence communale Voirie et réseaux divers à la Métropole et actuellement hébergées dans les centres techniques municipaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de la commune de Castelnau-le-Lez de la parcelle cadastrée CT n°128 dont elle est propriétaire, sise 770 rue André Ampère à Castelnau-le-Lez, d'une superficie cadastrale de 1 845 m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est fixé, conformément à l'avis émis par les services de France Domaine le 22 décembre 2016, à 196 000 € (cent quatre-vingt-seize mille euros) toute indemnité confondue. Lequel prix devra être majoré des frais d'acquisition à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 908.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 et tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-140
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314-lmc1139568-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acceptation du don de la parcelle cadastrée
AT n°236, sise commune de Lattes - Berges du Rieucoulon**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de « la Prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques »,
- **VU** le courrier en date du 22 décembre 2016 par lequel messieurs Robert VIGNY et Hervé VIGNY propose de donner sans charge, ni condition à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée AT n°236 leur appartenant en indivision sise commune de Lattes, d'une superficie cadastrale de 254 m²,
- **CONSIDERANT** que la maîtrise foncière de la parcelle AT n°236, sise sur la commune de Lattes située en bordure du ruisseau du Rieucoulon et constituant une partie de sa berge en rive gauche, permettra à la Métropole de faciliter la mise en œuvre de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations et plus particulièrement l'entretien des cours d'eau dont elle aura la charge à compter du 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de l'exercice de ladite compétence.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de la parcelle cadastrée AT n°236, sise commune de Lattes d'une superficie cadastrale de 254 m², proposé par M. Robert VIGNY, domicilié Domaine de Saint Victor – avenue de Maguelonne à Lattes (34970) et M. Hervé VIGNY, domicilié 72 avenue de Maguelonne à Lattes (34970), propriétaires indivisaires de la parcelle en question.

ARTICLE 2 : Le don par de M. Robert VIGNY et M. Hervé VIGNY, propriétaires indivisaires de la parcelle cadastrée CT n°236, sise commune de Lattes, est consenti sans charge ni condition. Resteront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole les frais liés au transfert de propriété.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisé à signer l'acte de transfert de propriété de la parcelle visée à l'article 1 et tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-141
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1139579-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à une convention d'amodiation dans le parking Foch - Préfecture - Marché aux Fleurs (à Montpellier)

- **VU** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** que la société SCP « Soulas-Bertrand, Bertrand Bertault et Durand » a souscrit, par convention en date du 19 août 2013, un contrat d'amodiation pour trois places dans le parking Foch – Préfecture – Marché aux Fleurs pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} novembre 2013,
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article VII. « Cessibilité et transmission du contrat », la SCP « Soulas-Bertrand, Bertrand Bertault et Durand » souhaite céder ses droits sur l'un des trois emplacements à sa disposition,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention d'amodiation signée le 19 août 2013 entre la Ville de Montpellier et la société SCP « Soulas-Bertrand, Bertrand Bertault et Durand » est modifiée par un avenant n°1.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 a pour objet de préciser les conditions de changement de bénéficiaire de la place de stationnement n°558, située au 5^{ème} sous-sol du parking Foch – Préfecture.

ARTICLE 3 : Les flux financiers correspondant à cette opération seront réalisés directement entre la SCP « Soulas-Bertrand, Bertrand Bertault et Durand » et l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention d'amodiation visée à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-142
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139584-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise DECISIONBRAIN pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation et international »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} novembre 2014, modifiée par avenant en date du 1^{er} mai 2016, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise DECISIONBRAIN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que la société DECISIONBRAIN a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société DECISIONBRAIN pour une extension de sa surface de 59,20 m² à 84,80 m² constituée du module B2.8 à compter de sa date de notification jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale prévu le 31 octobre 2017.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise pour la surface totale de 84,80 m² constituée des modules B2.8, B2.11 et B2.14 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 146,49 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-144
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- Imc1139603-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public de quatre emprises situées
avenue Alphonse Juin et rue Marie Durand - Commune de Montpellier section CR.**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,

Considérant qu'une réflexion a été engagée sur la restructuration des espaces publics autour du centre commercial de la Pompignane, à l'angle de l'avenue Alphonse Juin et de la rue André Malraux, pour améliorer le cadre de vie des habitants,

Considérant que dans le même temps, une opération immobilière est lancée par Océanis Promotion sur l'unité foncière du centre commercial avec relocalisation des commerces en rez-de-chaussée,

Considérant qu'il convient d'intégrer une partie du domaine public métropolitain dans le périmètre de l'opération pour redéfinir les emprises publiques,

Considérant qu'une enquête publique devra être organisée conformément aux dispositions des articles R 141-4 à R 141-10 et suivants du Code de la voirie routière.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le principe de désaffectation et de déclassement du domaine public métropolitain de quatre emprises de voirie, d'une contenance respective de 177 m², 343 m², 419 m² et 576 m², environ, section CR, situées sur l'avenue Alphonse Juin et la rue Marie Durand, est approuvé.

ARTICLE 2 : L'enquête publique sera organisée conformément aux articles L 1416 et R 141-4 à R 141-10 du Code de la voirie routière.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-145
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139623-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au contrat de prêt à usage consenti sur les parcelles
section AV n° 4p et 3 - Domaine de Viviers - Commune de Jacou**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'Alimentation,
- **VU** l'appel à projet « Consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie » lancé par la Métropole en 2015,
- **VU** le courrier de la Métropole en date du 22 juillet 2015 confirmant que la candidature de Monsieur Sébastien Soufflet était retenue sur le site de Viviers,
- **VU** le projet de prêt à usage par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Sébastien SOUFFLET, demeurant 5 Chemin de la Cartairade à JACOU (34830), une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers, cadastrée section AV n° 4p pour une contenance d'environ 47 560m² ainsi qu'un local fermé et une partie du auvent, pour une contenance de 60m² chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n° 3,
- **CONSIDERANT** la mise à disposition des biens précités fait suite l'appel à projet initié dans le cadre de la mise en œuvre de la politique « Agroécologie et Alimentation »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien SOUFFLET, pour la mise à disposition d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers, cadastrée section AV n° 4p pour une contenance d'environ 47 560m² ainsi qu'un local fermé et une partie du auvent, pour une contenance de 60m² chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n° 3.

ARTICLE 2 : Le contrat de prêt à usage est conclu pour une durée d'une année à compter de sa signature.

ARTICLE 3 : La mise à disposition des biens précités est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-146
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139632-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3927DC16 de
restauration des couvertures de la salle Bagouët de l'Opéra Comédie**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°1 au marché relatif à la « Restauration des couvertures de la salle Bagouët » de l'Opéra Comédie à Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché de travaux n°3927DC16 est passé avec l'entreprise STRUCTURES BOIS-COUVERTURE S.A.S., rue du Puit du Marin, 34920 Le Crès.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne des modifications de prestations des travaux en moins et plus-values pour un montant en plus-value de 38 454,10 euros HT.

ARTICLE 3 : Le nouveau montant du marché s'élève à 436 089,48 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 4 : Monsieur B. TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-149
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139688-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au déclassement du domaine public de deux délaissés de voirie situés dans la ZAC Garosud Extension - Commune de Lattes

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n° D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser ces emprises avant de pouvoir les céder,
- **CONSIDERANT** que ces emprises ne sont pas affectées à l'usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les deux délaissés de voirie d'une contenance respective approximative de 233 m² et de 234 m², section BR, situés dans la ZAC Garosud Extension à Lattes, sont désaffectés.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, ces délaissés sont déclassés du domaine public.

ARTICLE 3 : Lesdits délaissés sont intégrés au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ces deux emprises.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-150
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139678-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des voiries des résidences "Gély" et "Django Reinhardt" appartenant à l'Office Public ACM Habitat sur la commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.141-3 et L.141-12 du Code de la voirie routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil d'Administration de l'Office Public ACM Habitat du 17 décembre 2015 approuvant la cession des espaces publics ayant vocation à intégrer le domaine public métropolitain conformément à l'application de la convention ANRU en date du 8 janvier 2007,
- **CONSIDERANT** que l'ensemble des voies des résidences « Gély et Django Reinhardt », ont vocation à intégrer le domaine public métropolitain pour assurer les fonctions de desserte ou de circulation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Office Public ACM Habitat les emprises de voirie issues de la parcelle cadastrée IY 365 qui seront intégrées au domaine public métropolitain :

- rue Joachim du Bellay,
- rue Stéphane Grapelli,
- rue Patrick Saussois,
- rue José Maria de Hérédia,
- rue Lecomte de Lisle,
- rue Albert Samain,
- rue François de Malherbe,
- rue du Mas de Merle,
- rue Ronsard.

ARTICLE 2 : Le notaire désigné pour la rédaction de l'acte notarié est Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-151
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307-lmc1139696-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SHERPA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 14 février 2014 passée entre la « Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société SHERPA TECHNOLOGIES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société SHERPA TECHNOLOGIES n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SHERPA TECHNOLOGIES pour une période de trois mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SHERPA TECHNOLOGIES pour la surface de 44,28 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 598,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-152
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1139704-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 28 mai 2010 passée entre la Métropole et la société NAMAÉ CONCEPT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 3 juin 2013, 10 juin 2014, du 10 juillet 2015, du 30 novembre 2015 et 9 juin 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société NAMAÉ CONCEPT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de six mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : A compter de cette adte, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 14,40 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 209,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-153
Reçue en Préfecture le	17/03/17
Affichée le	17/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170317- lmc1139708-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché 4512EA16 pour l'extension du réseau des eaux usées - Desserte ZAC les Mazes de Saint-Drézéry

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement ».

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de passer un marché pour l'extension du réseau des eaux usées - Desserte ZAC les Mazes de Saint-Drézéry.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public de travaux passé en procédure adaptée pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du montant total du détail quantitatif estimatif (60%),
 - Valeur technique au regard du mémoire technique (40%).
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03 janvier 2017 a été informée de l'attribution du marché public de travaux n°4512EA16 à l'entreprise SCAM TP sise Cournonsec (34660), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché pour l'extension du réseau des eaux usées - Desserte ZAC les Mazes de Saint-Drézéry, à l'entreprise SCAM TP, située à Cournonsec (34660) pour un montant estimatif de 408 460,00€ HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 2 ans. Le délai d'exécution des travaux proposé par l'entreprise est de 3,5 mois à compter de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-155
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406- lmc1139825-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un permis de construire pour les travaux de construction de la station d'épuration de Saint Georges d' Orques

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable.
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer un permis de construire dans le cadre du projet de construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un permis de construire sera déposé en vue de la construction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Les travaux seront réalisés sur la parcelle AD 37 commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la demande de permis de construire visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-163
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320- lmc1139850-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la
société ALVER dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ALVER, représentée par Monsieur De GASSART est une SARL dont l'activité est la miroiterie et la menuiserie aluminium et PVC. Actuellement locataire du lot A03 représentant 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 23 mois. ALVER emploie actuellement 2 personnes et projette d'atteindre 11 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ALVER représentée par Monsieur De GRASSART, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-164
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139858-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
ELIT RESEAUX dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société ELIT RESEAUX, représentée par Monsieur Jean-Luc TOURNIER est une SASU dont l'activité est l'installation de réseaux électriques. Elle est candidate à la location des lots A02 et B02 d'une surface totale de 208.83 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ELIT RESEAUX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-167
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1139869-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
MON RÊVE EN BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société MON REVE EN BOIS, représentée par Monsieur Jean-Pierre DELIGNY a pour activité la fabrication de structures en bois.
Actuellement locataire du lot A04 représentant 112.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail jusqu'au 31/08/2017.
MON REVE EN BOIS emploie actuellement 1 personne.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société MON REVE EN BOIS représentée par Monsieur Jean-Pierre DELIGNY, ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-168
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1139873-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché 4178MM16 de Mission d'accompagnement à la préparation des délégation et transferts de compétence du département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** la décision n°2016-62 du 27 janvier 2016 autorisant Monsieur le Président à conclure le marché n°4178MM16 de fournitures courantes et services est passé avec la société MENSIA CONSEIL SAS sise à 75008 Paris,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au marché de prestations intellectuelles relatif à « la Mission d'accompagnement à la préparation des délégations et transferts de compétence du Département au titre de l'article 90 de la loi NOTRe » afin de finaliser les modalités de transfert des compétences FSL, FAJ, Culture et Voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4178MM16 de prestations intellectuelles est passé avec la société MENSIA CONSEIL, 33 rue de Naples, 75008 PARIS.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne les missions et réunions complémentaires à celles prévues dans le montant prévisionnel du marché, nécessaires au transfert des compétences susvisées, du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 27 500,00 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 89 750,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1^{er} conformément à la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-171
Reçue en Préfecture le	06/03/17
Affichée le	06/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170306- lmc1139932-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un mandat SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne mairie préfigurateur de la French Tech - Attribution des accords-cadres pour la réalisation des travaux d'aménagement de bureaux sur le site de l'ancien Hôtel de Ville

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans le domaine du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancien hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs, approuvée par délibération n°13560 du 27 janvier 2016 et notifiée le 26 février 2016, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- **CONSIDÉRANT :**
 - que des travaux d'aménagement des bureaux sur le site de l'ancien hôtel de ville sont nécessaires pour accueillir les entreprises de la French Tech ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'accords-cadres mono-attributaires, répartis en six lots, pour une durée de 4 ans ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique de l'offre (60%) : organisation et méthodologie, moyens humains et matériel, gestion du chantier, démarche proposée pour suivre et respecter les délais fixés
 - prix (40%) ;
 - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21 février 2017 a été informée de l'attribution des lots aux entreprises suivantes, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

LOT 1, cloisons/faux plafonds/menuiserie intérieure : entreprise FPI, domiciliée PAE La Tour – 264 rue Denis Papin – 34570 MONTARNAUD ;
 LOT 2, revêtement de sols : entreprise SOCAMO, domiciliée PA Charles Martel – 354 rue Gustave Courbet – 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE ;
 LOT 3, peinture signalétique : entreprise ZETONI, domiciliée 65 rue de la Pastière – 30310 VERGEZE ;
 LOT 5, courants forts – courants faibles : entreprise ENGIE INEO, domiciliée ZA Font de la Banquière – « Le Météor » - 34970 LATTES ;
 Elle a par ailleurs été informée que la procédure a été déclarée infructueuse compte tenu de l'absence de réception de plis pour les lots 4 (nettoyage) et 6 (plomberie – CVC) de la consultation. La consultation relative à ces derniers lots va être relancée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des accords-cadres à marchés subséquents aux entreprises suivantes :

Entreprise FPI, pour le lot 1, pour un montant maximum de 192 500 euros HT,

Entreprise SOCAMO, pour le lot 2, pour un montant maximum de 82 500 euros HT,

Entreprise ZETONI, pour le lot 3, pour un montant maximum de 55 000 euros HT,

Entreprise ENGIE INEO, pour le lot 5, pour un montant maximum de 137 500 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget sur les budgets 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer les marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-177
Reçue en Préfecture le	07/03/17
Affichée le	07/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170307- lmc1139949-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants de transfert, de la SAS SPIE Sud-Ouest à la SAS SPIE CityNetworks, des accords-cadres n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public - lots 8 et 9

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 41ème paragraphe.
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **VU** la délibération n°13881 du 26/05/2016 autorisant la signature des accords-cadres exécutés par l'émission de bons de commande n°4571AT16 relatif à l'entretien et la maintenance des installations d'éclairage public – lots 8 et 9 avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest, tous deux pour un montant minimum de 180 000 € HT et sans montant maximum et une durée de un an renouvelable trois fois,

CONSIDÉRANT :

- que la SAS SPIE Sud-Ouest a confié l'exploitation de son fonds de commerce dédié aux marchés de travaux de réseaux extérieurs et opérateurs Télécom par convention de location gérance, en date du 1^{er} janvier 2017, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, à la filiale SAS SPIE CityNetworks, en attendant la cession qui aura lieu lors de la réalisation de l'apport partiel d'actifs,
- qu'il est nécessaire d'acter le transfert à la SAS SPIE CityNetworks des accords-cadres n°4571AT16 relatifs à l'entretien et la maintenance des installations d'éclairage public – lot 8 « Pôle de Montpellier – Quartiers Crois d'Argent et Cévennes » et lot 9 « Pôle de Montpellier – Quartiers Mosson et Hôpitaux Facultés » dont la SAS SPIE Sud-Ouest a été déclarée attributaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : de conclure deux avenants n°1 de transfert à la SAS SPIE CityNetworks – sis 1/3 Place de la Berline – 93287 Saint Denis – RCS Bobigny n°434 085 395 – des accords-cadres réalisés par l'émission de bons de commande n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public, attribués à la SAS SPIE Sud-Ouest et portant sur les lots suivants :

- lot 8 : « Pôle de Montpellier – Quartiers Crois d'Argent et Cévennes »,
- lot 9 : « Pôle de Montpellier – Quartiers Mosson et Hôpitaux Facultés ».

ARTICLE 2 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer l'avenant visé ci-dessus, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-178
Reçue en Préfecture le	09/03/17
Affichée le	09/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170309-lmc1139962-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 09/03/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché de travaux n°4317DC16 lot 2, gros œuvre de la construction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »
- VU la délibération n° 13620 du 27 janvier 2016 autorisant la signature des 14 lots du marché 4317DC16, pour un montant total prévisionnel de 3,12 M€ HT.
- VU le marché 4317DC16 lot 2 conclu avec l'entreprise LAGARRIGUE sise à Manguio (34130) pour un montant initial de 609 010,61 € HT.
- **CONSIDÉRANT** qu'une instabilité du mur de soutènement côté SUD, donnant sur la cour de l'école primaire mitoyenne, a été constatée par le bureau d'étude structure lors des premiers travaux de terrassement.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité imprévue, urgente et impérieuse, de renforcer ce mur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4317DC16 lot 2 attribué à l'entreprise LAGARRIGUE, d'un montant de 36 300 euros HT, soit 5,96 % d'augmentation du montant du marché initial, afin de mettre en place un ancrage de confortement du mur mitoyen. La commission d'appel d'offres lors de sa réunion du 31 janvier 2017 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-179
Reçue en Préfecture le	16/03/17
Affichée le	16/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170316-lmc1139976-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente de la parcelle BK 455 au profit de la société Bouygues Immobilier, avenue de la Justice de Castelnau, commune de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la demande de la société Bouygues Immobilier sollicitant l'acquisition de la parcelle BK 426a d'une superficie de 29 m² environ,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 17 mai 2016, référence 2016.172V0732,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et qu'elle ne présente aucune utilité pour la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société Bouygues Immobilier la nouvelle parcelle cadastrée BK 455 de 29 m².

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix de 100 €/m² soit un montant total de 2 900 € conformément à l'avis de France Domaine en date du 17 mai 2016.

ARTICLE 3 : Le notaire désigné pour la rédaction de l'acte est Maître Caulier notaire à Baillargues, aux frais et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-180
Reçue en Préfecture le	10/03/17
Affichée le	10/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170310- lmc1140015-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESTIMMO
en vue de l'acquisition du lot n°9 dans la ZAC Descartes à Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société ESTIMMO est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 9 de 11 957 m² pour la réalisation d'un bâtiment industriel (production et stockage), bureaux et entrepôt de 5 053.08 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 6 250 m². L'utilisateur final sera la société ESTEBAN pour une activité de fabrication et vente de produits déco-parfumant et de parfums à porter pour la personne.
Les sociétés prévoient un effectif de 80 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI ESTIMMO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-181
Reçue en Préfecture le	17/03/17
Affichée le	17/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170317- lmc1139986-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ESPELIA dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ESPELIA, représentée par Monsieur Loïc MAHEVAS est une SAS dont l'activité est le service aux collectivités.
Actuellement locataire du lot 11 représentant 233 m², elle est candidate au renouvellement de sa convention pour une durée de 3 mois. ESPELIA emploie actuellement 12 personnes et projette d'atteindre 15 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ESPELIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-182
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314-lmc1139991-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la vente de la parcelle BK 453 au profit du Groupe Angelotti Immobilier avenue de la Justice de Castelnau, commune de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la demande du Groupe Angelotti Immobilier sollicitant l'acquisition de la parcelle BK 413p d'une superficie de 299 m² environ,
- **VU** l'avis de France domaine en date du 17 mai 2016, référence 2016.172V0732,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise qui ne présente aucune utilité pour la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède au Groupe Angelotti Immobilier la nouvelle parcelle cadastrée BK 453 de 299 m².

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix de 100 €/m² soit un montant total de 29 900 € conformément à l'avis de France Domaine en date du 17 mai 2016.

ARTICLE 3 : Le notaire désigné pour la rédaction de l'acte est Maître Luc Ribaud notaire à Montpellier, aux frais et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-184
Reçue en Préfecture le	10/03/17
Affichée le	10/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170310- lmc1140023-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société IREEDD dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société IREEDD, représentée par Monsieur Fady HAMADE est une SARL spécialisée dans les projets publics et politiques publiques de l'eau, l'assainissement et l'environnement. Actuellement locataire du lot 4.1 représentant 36.62 m², elle est candidate au renouvellement de sa convention pour une durée d'un an et 8 mois.
IREEDD projette d'atteindre un effectif de 5 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société IREEDD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-185
Reçue en Préfecture le	17/03/17
Affichée le	17/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170317- lmc1140050-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4751DC17 de location et installation de tentes, scènes et matériels de réception pour la Comédie du Livre 2017

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,

CONSIDÉRANT :

- Que, compte tenu des besoins en tentes, scènes et matériels de réception nécessaires à l'organisation de la Comédie du Livre 2017, il y a lieu de formaliser les commandes de location et d'installation de ce type d'équipement par le biais d'un marché à procédure adaptée,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de six mois,
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (40%) et la valeur technique (60% : moyens humains 10%, véhicules et engins 5%, démarche qualité 15% et qualité des matériels 30%).

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché « Location et installation de tentes, scènes et matériels de réception pour la Comédie du livre 2017 » à l'entreprise SML Evènementiel, pour un montant de 59 467 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-186
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1140052-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AR
343 passage des Blaques à Montferrier-sur-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** l'accord de la S.C.I. ARMIC propriétaire de la parcelle 343 sur la proposition d'acquisition faite par la Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle AR 343 d'une superficie de 84 m² pour permettre les travaux d'élargissement de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AR 343 d'une superficie de 84 m² auprès de la SCI ARMIC représentée par sa gérante, Madame SMOLINSKI.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 12 €/m² soit un total de 1 008 € pour 84 m².

ARTICLE 3 : Maître Marie DELOCHE, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger l'acte constatant le transfert de propriété aux frais de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-187
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320-lmc1140067-AU-I-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4725DS17 concernant l'achat de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités aquatiques des piscines de la Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES » ;
- VU le rapport d'analyse des offres du 13 février 2017 ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de faire l'acquisition de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités nautiques des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDÉRANT** qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de un an reconductible une fois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4725DS17 concernant l'acquisition de matériels pédagogiques et de petits équipements pour les activités nautiques des piscines est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société LA MAISON DE LA PISCINE sise à CESTAS (33610) ZI de Toctoucau.

ARTICLE 2 : Le montant global du marché s'élève à 88 000 euros HT (reconduction comprise). La dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est autorisé à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-188
Reçue en Préfecture le	17/03/17
Affichée le	17/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170317- lmc1140064-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/03/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente du véhicule de collecte 32AQA34 à la société
Languedoc Matériels et autorisation de signer le certificat de cession**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et valorisation des déchets et propreté de l'espace public »,
- **CONSIDERANT** que la vente du véhicule de collecte immatriculé 32AQA34, mis en service en novembre 2005, non couvert par l'assurance tous risques de la Métropole et irréparable suite à un accident ayant endommagé sa structure, est nécessaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule de collecte 32AQA34, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, est cédé à la société Languedoc Matériels – 745 rue de la Marbrerie – 34740 Vendargues.

ARTICLE 2 : La vente est conclue pour un montant de 1 000 € HT soit 1 200 € TTC, prix comprenant l'enlèvement du véhicule sur site.

ARTICLE 3 : Une fois signé le certificat de cession, la société Languedoc Matériels procédera à l'enlèvement du véhicule 32AQA34, à ses frais, sur la cour de la société Renault Trucks située route de Jacou – 34740 Vendargues.

ARTICLE 4 : Le véhicule 32AQA34 est cédé à la société Languedoc Matériels en l'état.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le certificat de cession du véhicule visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-190
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320- lmc1140127-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée C n°665 sise commune de Castries

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie par Mme Françoise GUIBAL, veuve TEULON, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession de la parcelle lui appartenant, sise commune de Castries, cadastrée C n°665 d'une superficie cadastrale de 3 500 m², moyennant le prix de 2 275 € toutes indemnités confondues,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée C n°665, sise sur la commune de Castries, s'inscrit dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour anticiper les besoins en mesures compensatoires environnementales liés à l'urbanisation future du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de Mme Françoise GUIBAL, veuve TEULON, domiciliée 47 avenue des centurions à Castelnau-le-Lez, de la parcelle cadastrée C n°665, sise commune de Castries, d'une superficie cadastrale de 3 500 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition de cette parcelle aura lieu moyennant le prix de 2 275 € (deux mille deux cent soixante-quinze euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat et tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-191
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- lmc1140141-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles
cadastrées C n°647 et 649, sises commune de Castries**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la promesse de vente consentie en date du 22 février 2017 par Mme Michèle GUIBAL, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, portant sur les parcelles lui appartenant et cadastrées C n°647 et 649, sises commune de Castries, d'une superficie cadastrale respective de 2 760 m² et 18 030 m², moyennant un prix de vente total de 13 513,50 € toutes indemnités confondues,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition des parcelles cadastrées C n°647 et 649, sises commune de Castries, s'inscrit dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour anticiper les besoins en mesures compensatoires environnementales liés à l'urbanisation future du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de Mme Françoise GUIBAL, domiciliée 20 rue de Nazareth à Montpellier (34000), des parcelles lui appartenant sur la commune de Castries, cadastrées C n°647 et 649, d'une superficie totale de 20 790 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition des parcelles susmentionnées aura lieu moyennant le prix de 13 513,50 € (treize mille cinq cent treize euros et cinquante cents), majoré des frais d'acquisition à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-192
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1140145-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée C n°869,
anciennement cadastrée C n°761 partie a, sise commune de Castries**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la promesse de vente consentie en date du 21 mars 2017 par les consorts GUIBAL, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, portant sur la parcelle leur appartenant en indivision et cadastrée C n°869, anciennement cadastrée C n°761 partie a, sise commune de Castries, d'une superficie arpentée de 186 110 m², moyennant un prix de vente total de 120 971,50 € toutes indemnités confondues,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée C n°869, anciennement cadastrée C n°761 partie a, sise commune de Castries s'inscrit dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour anticiper les besoins en mesures compensatoires environnementales liés à l'urbanisation future du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur auprès de Mme Françoise GUIBAL, domiciliée 20 rue de Nazareth à Montpellier (34000), de M. Pierre GUIBAL, domicilié 1635 rue de l'Aiguelongue à Montpellier (34000) et de Mme Michèle GUIBAL, domiciliée 47 avenue des centurions à Castelnau-le-Lez, de la parcelle leur appartenant en indivision sur la commune de Castries, cadastrée C n°869, anciennement cadastrée C n°761 partie a, d'une superficie de 186 110 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition de la parcelle susmentionnée aura lieu moyennant le prix de 120 971,50 € (cent vingt mille neuf cent soixante et onze euros et cinquante cents), majoré des frais d'acquisition à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-193
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140149-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la délégation du droit de priorité -
Parcelles KW n° 139 et 154 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L.240-1 du Code de l'urbanisme,
- **CONSIDERANT** que l'Etat a le projet de céder l'emprise foncière cadastrées KW n° 139 située 123 Bis Avenue de Lodève et KW n° 154 située Avenue de Lodève à Montpellier correspondant à la voirie de l'ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve et que la ville de Montpellier a un projet d'intérêt communal sur ces emprises, il y a lieu de déléguer le droit de priorité à la commune de Montpellier afin de lui permettre de se porter acquéreur par exercice du droit de priorité conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le droit de priorité est délégué à la commune de Montpellier pour l'acquisition des biens suivants : parcelles cadastrées KW n° 139 situées 123 Bis Avenue de Lodève et KW n° 154 situées Avenue de Lodève à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-194
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320- lmc1140164-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert au marché N°4306
AT 15 - Programme voirie 2015 - Commune de Vendargues**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « voirie, espace public »,
- VU le marché n°4306AT15 relatif aux travaux de voirie sur la Commune de Vendargues conclu avec l'entreprise Eurovia Méditerranée sise ZA de la Biste à Baillargues (34671),
- **CONSIDERANT** le transfert de la Société Eurovia Méditerranée – sise ZA de la Biste à Baillargues à la Société Eurovia Languedoc-Roussillon sise ZA de la Biste à Baillargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché N°4306AT15 de travaux de voirie sur la Commune de Vendargues attribué à l'entreprise Eurovia Méditerranée. Les capacités professionnelles, techniques, financières de l'opérateur ainsi que les coordonnées postales et bancaires restent inchangées.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant de transfert ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-195
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1140191-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4546RI16, extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée - Lots 1 et 2

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame C. MARION dans le domaine « Développement économique, Enseignement supérieur, Recherche, Innovation et Internationale »,

CONSIDÉRANT

- Que Montpellier Méditerranée Métropole doit passer un marché pour l'extension du réseau très haut débit et maintenance associée.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 20163-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché passé en procédure adaptée. Une partie des prestations, définie à l'acte d'engagement, est passée en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux accords-cadres. Pour ces prestations, il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum et opérateur économique. Cette procédure est lancée pour une durée d'un an à compter de la notification, reconductible 3 fois.
Le marché est découpé en deux lots :
Lot 1 : Travaux d'extension du réseau très haut débit,
Lot 2 : maintenance réseau.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont constituées en groupement de commandes suite à l'identification de besoins communs. Ce groupement ne concerne que le lot 1 puisque le lot 2 ne concerne que les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - pour le lot 1 :
 - 1-Valeur technique au regard du mémoire technique- 60%
 - 2-Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif- 40%
 - pour le lot 2 :
 - 1-Valeur technique au regard du mémoire technique- 60%
 - 2-Prix des prestations au regard du total du prix global et forfaitaire mentionné à l'AE plus du total du détail quantitatif et estimatif- 40%

- Que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 21/02/2017 a été informée de l'attribution des marchés à l'entreprise SOGETREL sise à 34470 Pérols, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le lot 1, travaux extension du réseau très haut débit et le lot 2, maintenance réseau.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée, pour le lot 1, à l'entreprise SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols pour un montant de prestations rémunérées sur bordereau des prix unitaires maximum de 4 650 000€ HT, toutes reconductions comprises. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 fois.

D'autoriser la signature du marché d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole et maintenance associée, pour le lot 2, à l'entreprise SOGETREL, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols pour un montant forfaitaire de 45 880 € H.T, auquel s'ajoutent des prestations rémunérées sur bordereau des prix unitaires pour un montant maximum de 110 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-197
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1140211-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM
62, passage des Blaques, à Montferrier-sur-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'accord de Monsieur et Madame Malepeyre propriétaires de la parcelle AM 62 sur la proposition d'acquisition faite par la Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle AM 62 d'une superficie de 97 m² pour permettre les travaux d'élargissement de la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AM 62 d'une superficie de 97 m² auprès de Monsieur et Madame Malepeyre.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 12 €/m² soit un total de 1 164 € pour 97 m².

ARTICLE 3 : L'Office Notarial de Baillargues sera chargé de rédiger l'acte constatant le transfert de propriété aux frais de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-198
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320-lmc1140228-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AN 206 sur la commune de Prades-le-Lez appartenant à Madame Ivorra

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public »,
- **VU** l'accord de Madame Lysiane IVORRA de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AN 206 d'une superficie de 133 m², située rue de la Peyrade.
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée AN 206 d'une contenance de 133 m² située à Prades-le-Lez auprès de Madame IVORRA.

ARTICLE 2 : L'acquisition est faite à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-199
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140299-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat »,
- VU le souhait de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier de mettre en œuvre un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés informatiques,
- **CONSIDERANT** que la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics (article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.
- **CONSIDERANT** le souhait pour la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier de mettre en œuvre, dans ce cadre, un groupement de commandes pour la passation de marchés informatiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques est conclue entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 2 : Cette convention a pour objet de créer un groupement de commandes publiques pour la passation des marchés informatiques concernant l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de

serveurs, et de logiciels, les prestations d'installation, de conseil, de support et d'audit ainsi que les développements de solutions.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

Durant cette période, chaque entité sera libre de lancer des consultations de façon autonome, hors groupement de commandes, pour des besoins spécifiques.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à la date de signature par les parties et est conclue pour une durée de quatre ans.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-202
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1140404-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la Société d'Aménagement
de Montpellier Méditerranée Métropole d'une partie de
l'ancienne rue du Mas de Brousse - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12 du Code de la voirie routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-438 en date du 5 novembre 2015 portant déclassement du domaine public de la rue du Mas de Brousse, aujourd'hui pour sa portion cadastrée SN 66, SN 67, et SN 68,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'avis de France Domaines n°2017.172V0073 en date du 27 janvier 2017,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SA3M, représentée par son Directeur Général, domiciliée à Montpellier Etoile Richter 45 place Ernest Granier, les parcelles cadastrées SN 66 (156 m²), SN 67 (685 m²), et SN 68 (651 m²), correspondant à une partie de l'ancienne rue du Mas de Brousse située sur la commune de Montpellier, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaine à savoir l'euro symbolique.

ARTICLE 2 : Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, à la demande et aux frais de la SA3M.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-203
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140317-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la résiliation des marchés portant sur
l'éclairage public et co-utilisés par les communes de Lattes et
Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public » ;
- VU la décision n°2016-84 portant sur la co-utilisation du marché n°4191TV15 relatif à « l'Entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore de Lattes » ;
- VU la décision n°2016-214 portant sur la co-utilisation du marché n°4384AT16 relatif à « l'Exploitation de l'éclairage public, événementiels et illuminations de Villeneuve-lès-Maguelone » ;

CONSIDERANT :

- qu'un nouveau marché n°4571AT16 d'entretien et maintenance des installations d'éclairage public – Lot 5 Pôle Littoral - comprenant les communes de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone a été attribué et notifié le 14 février 2017 à la SAS BONDON,
- que ce nouveau marché est économiquement plus avantageux que les marchés co-utilisés et techniquement plus adapté à la réalisation des prestations sur le territoire du Pôle Littoral,
- que la Métropole, les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ainsi que la SAS BONDON se sont mis d'accord sur la nécessité de résilier ces marchés co-utilisés sans indemnisation dans la mesure où le prestataire reste le même.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la décision de résiliation des marchés co-utilisés suivants :

- Marché n°4384AT16 d'exploitation de l'éclairage public, évènementiels et illuminations de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- Marché n°4191TV15 d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore de Lattes

ARTICLE 2 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-204
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1140335-BF-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement des parcelles AD0114 et AD0115 situées 8 Plan de la Croix à Cournonterral

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** le permis de construire n° PC03408815M0027 en date du 18/03/2016 accordé sur les parcelles AD0114 et AD0115,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité de parcelles situées 8 Plan de la Croix à Cournonterral.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 11 838,62 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Décision n°	D2017-205
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320-lmc1140328-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain
- Parcelle cadastrée section AV n° 3 - commune de Jacou**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** le projet de contrat de prêt à usage de terrain consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'association Scouts Guides de France, domiciliée Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint Lazare à Montpellier, représentée par Monsieur Jean Marie Costamagna, sur une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3 d'une contenance totale de 53 393m², située sur la commune de Jacou,

CONSIDERANT que l'association Scouts Guides de France a demandé à pouvoir occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m², située commune de Jacou pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année 2017,

CONSIDERANT que l'association Scouts Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important et que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage de terrain est accepté, prenant effet à compter de la date de signature pour finir le 31 décembre 2017, entre l'association Scouts Guides de France et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, autorisant l'occupation d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m².

ARTICLE 2 : Le contrat de prêt à usage est consenti et accepté à titre gratuit. Les frais induits par la consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de l'association.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat de prêt à usage de terrain et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-207
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1140343-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de la convention avec Hérault Energies pour les travaux de renforcement du poste du réseau de distribution publique d'électricité "Grenadiers" sur la Commune de Restinclières

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes notamment celle autorisant le Président à prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS, dans le domaine « voirie et espace public »,
- **CONSIDERANT**, que sur la Commune de Restinclières, il est nécessaire de réaliser des travaux de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention objet de la présente décision a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de renforcement du réseau de distribution publique d'électricité sur la Commune de Restinclières, et notamment sur le poste « Grenadiers ».

ARTICLE 2 : Hérault Energies s'engage à effectuer les travaux de renforcement du réseau de distribution publique d'électricité et notamment sur le poste « Grenadiers », en coordination étroite avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Hérault Energies et ce pour un montant estimatif de 28 263,23 € TTC.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-208
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330- lmc1140359-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan et le CCAS de Montpellier - Marché n°4787MG17 Achat de matériel de quincaillerie, visserie, échelles

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,

CONSIDERANT que dans le cadre du marché n° 4787MG17 Achat de matériel de quincaillerie-visserie-échelles, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une consultation d'entreprise afin de conclure un accord cadre à bons de commande,

CONSIDERANT que dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les villes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan et le CCAS de la Ville de Montpellier pour l'achat de matériel de quincaillerie-visserie-échelles,

CONSIDERANT qu'il apparaît pertinent que la Ville de Montpellier soit désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne,

CONSIDERANT la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

CONSIDERANT cette consultation se compose de 3 lots :

LOT 1 : Quincaillerie-Visserie (estimation annuelle)

- Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de 10 000 € HT.
- Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 140 000 € HT.
- Pour la Ville de Castelnau-le-Lez, le montant d'achats estimé sera de 9 000 € HT.

- Pour la Ville de Jacou, le montant d'achats estimé sera de 5 000 € HT.
- Pour la Ville de Pignan, le montant d'achats estimé sera de 7 500 € HT.
- Pour le CCAS de la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 4 300 € HT.

LOT 2 : Quincaillerie-alu (estimation annuelle)

- Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de 10 000 € HT.
- Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 22 000 € HT.
- Pour le CCAS de la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 2 100 € HT.
- Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Pignan ne participent pas à ce lot.

LOT 3 : Echelles (estimation annuelle)

- Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de 10 000 € HT.
- Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 12 000 € HT.
- Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Pignan ainsi que le CCAS de la Ville de Montpellier ne participent pas à ce lot.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les Villes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan et le CCAS de la Ville de Montpellier. Aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur de groupement et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-209
Reçue en Préfecture le	31/03/17
Affichée le	31/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170331-lmc1140405-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Association Lattes Environnement - Requête n°1700585-1"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1700585-1, le 6 février 2017 par l'association Lattes Environnement et Paysages tendant à l'annulation de la délibération n°14208 du 24 novembre 2016 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé la troisième modification du PLU de Lattes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-210
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314-lmc1140390-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice " Requête n°1700951-8 TA -
Syndicat des copropriétaires Résidence Saint Christophe"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1700951-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 1er mars 2017 par le syndicat des copropriétaires de la résidence Saint Christophe tendant à la désignation d'un expert consécutivement à d'importantes infiltrations constatées aux sous-sols de la copropriété.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-211
Reçue en Préfecture le	14/03/17
Affichée le	14/03/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170314- lmc1140414-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NADRA TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'International,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 11 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société Nadra Technologies pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 avril 2012, 4 avril 2013, 4 novembre 2014, 12 novembre 2015 et 7 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2017, que la société Nadra Technologies n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société Nadra Technologies pour une période de six mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société Nadra Technologies pour la surface de 58,35 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 849,57 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-214
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1140436-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre N°3451DC13 pour les travaux de restauration de la couverture de la travée Molière de l'Opéra Comédie

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « culture »,
- VU la décision n° D2014-316 du 13 juin 2014 autorisant la signature d'un marché n°3451DC13 de maîtrise d'œuvre accessibilité et couverture de l'opéra Comédie avec Frédéric FIORE architecte, pour un montant total prévisionnel de 60 110,46 € HT,

CONSIDÉRANT que des travaux supplémentaires et imprévus, sur la couverture de la travée Molière sont nécessaires pour la pérennité de l'ouvrage, et doivent être compris dans la tranche ferme ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : de supprimer la tranche conditionnelle relative à la création d'un ascenseur qui sera inclus dans les nouvelles études d'accessibilité du site.

ARTICLE 2 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 3451DC13 attribué à Frédéric FIORE d'un montant de -632.76 € HT, soit - 1.1 %. Le montant total du marché de maîtrise d'œuvre de la tranche ferme est ramené à 59 477.70 € HT.

ARTICLE 3 : Au regard des difficultés rencontrées, la durée de ce marché est prolongée de 20 mois.

ARTICLE 4 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-215
Reçue en Préfecture le	31/03/17
Affichée le	31/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170331-lmc1140438-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4292B16 de maintenance des logiciels COVADIS

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-10,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** la décision n°2014/0110 de la Ville de Montpellier approuvant le marché n°3B0694 de maintenance des logiciels AUTOCAD (lot 1) et COVADIS (lot 2), d'un montant annuel compris entre 5 000 € HT et 15 000 € HT pour le lot 1, et entre 500 € HT. et 3 000 € HT pour le lot 2, conclu avec la société GEOMEDIA SAS, Immeuble « La Vigie », 20 quai Malbert, CS 42905, 29229 BREST Cedex 2,
- **VU** le transfert de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et des lots du marché ci-dessus portant désormais les n°4292A16 (lot 1) et 4292B16 (lot 2),
- **VU** l'acquisition de 3 licences COVADIS par la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public et de 12 licences par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de la société GEOMEDIA SAS,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces licences,
- **CONSIDÉRANT** que seule la société GEOMEDIA SAS peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4292B16 de maintenance des logiciels COVADIS avec la société GEOMEDIA, d'un montant de mille huit cent euros TTC (1 800 € TTC).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 938 (plan 01) et 011 (plan 03).

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-216
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- lmc1140564-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BCI Pharma au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,

- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,

- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 février 2014 passée entre « la Métropole et la société BCI Pharma pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 1^{er} avril 2016,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société BCI Pharma n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BCI Pharma pour une période de douze mois.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BCI Pharma pour la surface de 55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 688,73 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-218
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1140521-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature des avenants n°1 pour
l'intégration d'un prix nouveau au marché N°3948BISTV15**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii Youssous dans les domaines « voirie et espace public » ;
- VU le marché n°3948BISTV15, multi-attributaires, relatif aux travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un avenant N°1 pour intégration, au bordereau des prix unitaires, du prix nouveau N°918.3 : fauche de trottoir ;

DECIDE

ARTICLE 1 : un avenant n°1 au marché 3948BISTV15 relatif aux travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec les entreprises titulaires doit être conclu. Il est sans incidence sur le montant financier du marché.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-219
Reçue en Préfecture le	12/04/17
Affichée le	12/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170412- lmc1140541-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/04/2017

M. R. YOUSOUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative aux avenants d'extension de périmètre du marché n°4162TV15 de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public de Montpellier - Lots n°3, 4, 5, 8, 9, 13 et 14, en vue de répondre aux besoins des régies sur les territoires de Jacou, Le Crès et Saint Jean de Védas

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords-cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 41^{ème} paragraphe ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public » ;
- VU l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28 mars 2017 ;

CONSIDERANT :

- que l'entretien des installations d'éclairage public est géré en régie sur le territoire des communes de Jacou, Le Crès et Saint Jean de Védas et qu'il est urgent de couvrir les besoins de ces régies en fourniture de matériel et pièces détachées ;
- que les lots 3, 4, 5, 8, 9, 13 et 14 du marché n°4162TV15, transférés à la Métropole par la ville de Montpellier, sont disposés à couvrir ces besoins, à la condition d'étendre leur périmètre au territoire des communes de Le Crès, Jacou et Saint Jean de Védas et d'en augmenter les montants maximums.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché n°4162TV15 de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant de Montpellier, portant sur les lots suivants :

- Pour le lot 3 « Composants électriques », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou, Le Crès et Saint Jean de Védas et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 10 % soit 6 000, 00 € HT, est passé avec l'entreprise REXEL à Montpellier, portant le montant maximum à 66 000, 00 € HT par an.
- Pour le lot 4 « Pièces métalliques », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou et Le Crès et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 1,25 % soit 1 000, 00 € HT, est passé avec l'entreprise ATELIER DU METAL à Lansargues, portant le montant maximum à 81 000, 00 € HT.

- Pour le lot 5 « Mats standards », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou et Le Crès et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 4,17 % soit 5 000, 00 € HT, est passé avec l'entreprise VALMONT France à Charneil, portant le montant maximum à 125 000, 00 € HT par an.

- Pour le lot 8 « Matériels et pièces détachées de marque Comatelec ou équivalent », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou et Le Crès et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 5,5 % soit 5 500, 00 € HT, est passé avec l'entreprise COMATELEC SCHREDER à Roissy Charles de Gaulle, portant le montant maximum à 105 500, 00 € HT par an.

- Pour le lot 9 « Matériels et pièces détachées de marque Connection protection ou équivalent », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou, Le Crès et Saint Jean de Védas et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 10 % soit 2 000, 00 € HT, est passé avec l'entreprise CONNECTION PROTECTION à Brunoy, portant le montant maximum à 22 000, 00 € HT par an.

- Pour le lot 13 « Matériels et pièces détachées de marque Rohl ou équivalent », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou et Le Crès et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 3,3 % soit 2 000, 00 € HT, est passé avec l'entreprise ROHL à Erstein, portant le montant maximum à 62 000, 00 € HT par an.

- Pour le lot 14 « Matériels et pièces détachées de marque Sogexi ou équivalent », un avenant d'extension du périmètre sur le territoire des communes de Jacou et Le Crès et d'augmentation du montant maximum à hauteur de 1,6 % soit 400, 00 € HT, est passé avec l'entreprise SOGEXI à Les Chères, portant le montant maximum à 25 400, 00 € HT par an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 et 935.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-220
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406-lmc1140548-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la régie d'avances du Musée
Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, modifier et supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- **VU** la décision n°2006-660 modifiée, en date du 14 décembre 2006 portant création d'une régie d'avances auprès du musée Fabre
- **VU** l'avis conforme du 7 mars 2017, du comptable assignataire,
- **CONSIDERANT**, le besoin d'acheter des billets de train pour les journalistes qui se déplacent sur les journées dédiées au service presse, il devient nécessaire de compléter la liste des dépenses et d'augmenter le montant de l'avance (de 700 € actuellement à 1 700 €).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° 2006-660 modifiée, du 14 décembre 2006 a instauré une régie d'avances auprès du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 13 rue Montpelieret – 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages nécessaires pour la mise en place d'expositions temporaires), frais de réception, achat de denrées alimentaires périssables, ainsi qu'achats divers pour les différents services du Musée (ateliers pédagogiques, ateliers techniques, service des publics, département des dessins, service de la conservation), et si nécessaire le remboursement des droits d'entrées au public, ainsi que le remboursement des droits

d'inscription aux ateliers (sur justificatifs), **l'achat de billets de trains pour les journalistes.**

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en numéraire,
- par chèque.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à **MILLE SEPT CENT EUROS (1 700,00 €).**

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-221
Reçue en Préfecture le	22/03/17
Affichée le	22/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170322- lmc1140547-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la modification du calendrier des ouvertures et fermetures de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine de la « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'adapter le calendrier des ouvertures et fermetures de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs, à l'occasion de son exposition Design, de Constance Guisset, intitulée « Les formes savantes » qui se déroulera du 13 mai au 17 septembre 2017,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le règlement intérieur du musée Fabre est modifié dans son article 4 concernant ses horaires d'ouverture. Toutes les autres dispositions du règlement intérieur restent inchangées.

ARTICLE 2 : L'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs, du musée Fabre sera fermé du 14 mars au 12 mai 2017 (montage de l'exposition). Il accueillera le public du mardi au dimanche de 14h à 18h du 13 mai au 30 juin 2017, puis du mardi au dimanche de 14h à 19h du 1^{er} juillet au 17 septembre 2017 (pendant l'exposition Bacon/Nauman). Il fermera du 18 au 30 septembre 2017 (démontage de l'exposition). Il rouvrira du 1^{er} octobre au 31 décembre 2017 les mardis, samedis et dimanches de 14 h à 17 h (horaires d'hiver).

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-222
Reçue en Préfecture le	31/03/17
Affichée le	31/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170331- lmc1140563-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert, de la société
EUROVIA Méditerranée à la société EUROVIA Languedoc-
Roussillon, concernant les marchés n°4087TV15 et n°4340AT16**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2016-360 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,
- VU les marchés n° 4087TV15 et n° 4340AT16 conclus avec l'entreprise EUROVIA Méditerranée sise Route de Lodève à Juvignac (34990).

CONSIDERANT

- le transfert de l'établissement de Juvignac, ancien établissement secondaire de la société EUROVIA Méditerranée, à la société EUROVIA Languedoc-Roussillon
- la nécessité de passer des avenants permettant d'acter ce transfert pour les marchés n° 4087TV15 et n° 4340AT16,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché n°4087TV15 de maintenance et de travaux de voirie sur la commune de Montpellier (Lot 3 – Quartiers Mosson et Cévennes) et au marché n°4340AT16 d'aménagement de la voirie et de ses accotements, attribués à l'entreprise EUROVIA Méditerranée, actant le transfert à l'entreprise EUROVIA Languedoc Roussillon.

ARTICLE 2 : Les capacités professionnelles, techniques, financières ainsi que les coordonnées postales et bancaires restent inchangées.

ARTICLE 3 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-223
Reçue en Préfecture le	04/04/17
Affichée le	04/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170404-lmc1140589-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 04/04/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public
d'une partie du chemin des Alouettes à Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment, celle d'arrêter et de modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par des services publics de Montpellier Méditerranée Métropole et celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castelnau-le-Lez n°2016/02-07 en date du 25 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain.
- **VU** la décision du Président n°D2016-187 en date du 5 Avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain.
- **VU** la demande d'un propriétaire riverain d'acquérir une emprise de 5 m² à extraire du chemin des Alouettes, à la suite d'un bornage établi par son géomètre,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que ce terrain est intégré de fait dans l'unité foncière du propriétaire depuis plusieurs années, et que par conséquent il n'est affecté à aucun usage public,
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 5 m² du Chemin des Alouettes à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 5 m² à détacher du Chemin des Alouettes.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-224
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140579-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit de la Société d'Équipement
de la Région Montpelliéraine des emprises de terrain situées
dans la ZAC Garosud Extension - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12 du code de la Voirie Routière,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision du Président n° 2017-150 en date du 7 mars 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de deux délaissés de voirie situés dans la ZAC Garosud Extension – Commune de Lattes, aujourd'hui cadastrés BR 241 et BR 242,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'estimation de France Domaines n°2017.129V0287 en date du 2 mars 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par cette ancienne voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SERM, représentée par son Directeur Général, domiciliée à Montpellier Etoile Richter 45 place Ernest Granier, les parcelles cadastrées BR 241 (234 m²) et BR 242 (233 m²), situées sur la commune de Lattes, préalablement désaffectées et déclassées, au prix fixé par France Domaines, à savoir 30 €/m² soit un montant total de 14 010 €.

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, à la demande et aux frais de la SERM, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-226
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330- lmc1140616-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché 4138MG16
"Ecoconstruction d'un centre éco-artisan et de locaux pour la Régie
des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole" - lots 1 et 2**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole
- VU la décision n°D2016-692 relative au marché n°4138MG16, "Ecoconstruction d'un centre éco-artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole" attribuant le lot n°1 à l'entreprise SELVEA, sise Vendargues pour un montant de 529 431,52 euros HT et le lot n°2 à l'entreprise CMA, sise Vic la Gardiole, pour un montant de 163 094 euros HT, pour une durée de 5 mois.

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un avenant n°1 au marché n°4138MG16, Ecoconstruction d'un centre éco-artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, pour le lot 1 intitulé « Modules tridimensionnels bois préfabriqués » et le lot 2 intitulé « Bâtiment industriel »,
- Que cet avenant prolonge le délai d'exécution de ces deux lots,
- Qu'en raison d'ajustements qui se déclinent en moins-values et plus-values, cet avenant n°1 a une incidence financière sur le lot 1 intitulé « Modules tridimensionnels bois préfabriqués »
- Qu'en raison de la modification de la teinte de la façade du bâtiment industriel, cet avenant n°1 a une incidence financière sur lot 2 intitulé « Bâtiment industriel »,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché N°4138MG16, "Ecoconstruction d'un centre éco-artisan et de locaux pour la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole" :

- Pour le lot 1 avec l'entreprise SELVEA, d'un montant de 37 359,93 euros HT.
- Pour le lot 2 avec l'entreprise CMA, d'un montant de 550 euros HT.
- Pour les deux lots, prolongation de 4 mois du délai d'exécution pour un nouveau délai d'exécution de 9 mois

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-227
Reçue en Préfecture le	31/03/17
Affichée le	31/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170331-lmc1140659-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 31/03/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente au profit des Autoroutes du Sud de la France
des emprises de terrain situées secteur Saporta - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU la délibération du Conseil n°14217 du 24 novembre 2016 relative à la cession de diverses parcelles secteur de Saporta à Lattes à Autoroutes du Sud de la France (ASF) dans le cadre de la requalification de la section centrale de l'A9 existante,
- VU la décision du Président n°D2017-136 en date du 7 mars 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de deux délaissés de voirie situés secteur Saporta – Commune de Lattes, aujourd'hui cadastrés BN 53 et BO 118,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU l'arrêté n°2017-I-042 en date du 11 janvier 2017 déclarant d'Utilité Publique et cessibles au profit d'ASF les immeubles bâtis ou non bâtis nécessaire au projet de requalification de l'Autoroute A9 sur les communes de Lattes et de Montpellier,
- VU l'avis de France Domaines n° 2016-129V0988 en date du 17 juin 2016,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à ASF, représentée par son Directeur d'Opérations, domiciliée à Mauguio, Mas des Cavaliers II, 471 rue Nungesser, les parcelles cadastrées BN 53 (30 m²) et BO 118 (32 m²), situées secteur de Saporta sur la commune de Lattes, préalablement désaffectées et déclassées, au prix fixé par les Domaines, à savoir 25€/m² soit un montant total de 1 550€.

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : L'Office Notarial de Baillargues, à la demande et aux frais d'ASF, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-228
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140643-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4630DC16 concernant l'Entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché pour l'entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique, pour une durée d'un an reconductible deux fois.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif 40%,
 - la Valeur technique au regard du mémoire technique 60%.
- qu'après analyse, la société BRL Espaces Naturels, ZAC aéroportuaire Méditerranée, CS 70025, 34 137 Mauguio Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise BRL Espaces Naturels, pour un montant maximum de 180 000 € HT toutes reconductions comprises.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-229
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1140661-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SUEZ-Lyonnaise des Eaux"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que la société Lyonnaise des Eaux, devenue SUEZ n'a pas respecté ses obligations contractuelles de fin de contrat de délégation de Service Public de l'assainissement collectif de l'Ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole signé le 26 décembre 2006.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier contre la société Lyonnaise des Eaux devenue SUEZ tendant à obtenir réparation dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-230
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320-lmc1140671-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public
de tronçons de voiries situés chemin de la Carriérasse, Chemin Font-
Sauret et chemin de Pignan à Gigean - Commune de Cournonterral**

- VU l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'arrêter et de modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par des services publics de Montpellier Méditerranée Métropole et celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Cournonterral n°D2016-02 en date du 12 février 2016, portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout modes de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonterral dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° 2016-179 en date du 9 mars 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré à tous modes déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Cournonterral dans le domaine public métropolitain,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** qu'une nouvelle voie assure la liaison du contournement du plateau sportif et dessert les parcelles avoisinantes,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public de tronçons de chemins de la Carriérasse, Font-Sauret et chemin de Pignan à Gigean, commune de Cournonterral,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser du domaine public les tronçons de chemins de la Carriérasse, Font-Sauret et chemin de Pignan à Gigean, commune de Cournonterral,
- **CONSIDERANT** que lesdits tronçons de chemins ne sont plus affectés à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la nouvelle voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des emprises de terrain d'une contenance totale de 2 982 m² issues des chemins de la Carrièresse, Font-Sauret et chemin de Pignan à Gigean à Cournonterral.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public desdites emprises de terrain pour une contenance totale de 2 982 m² issues des chemins de la Carrièresse, Font-Sauret et chemin de Pignan à Gigean à Cournonterral et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-231
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140706-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle CR 365, auprès de la Société Civile de Construction Vente "Les Terrasses de la Maison Blanche" angle des rues Jules Isaac et de Salaison - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la convention de projet urbain partenarial (PUP) Quartier de la Pompignane – Terrain de la Maison Blanche en date du 26 avril 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir une emprise de 124 m² pour aménager l'espace public, angle rue Jules Isaac et rue de Salaison à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) Les Terrasses de la Maison Blanche, la parcelle cadastrée CR 365, d'une superficie de 124 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le montant de cette acquisition s'élève au prix de 7 560€, sans versement de numéraire car déjà intégré au coût de l'opération, qui a fait l'objet d'une convention de PUP Quartier de la Pompignane – Terrain de la Maison Blanche, signée le 26 avril 2016.

ARTICLE 2 : Maître Laurent DAUDET, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-232
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140691-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelles
cadastrées AI 97 et AI 99 route de Mende - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace Public »,
- **VU** le droit de priorité au titre du L240-1 du Code de l'urbanisme, adressé par l'Etat et réceptionné par la Ville de Montpellier le 02 mars 2017, enregistrée sous le numéro 1220, concernant la cession des parcelles cadastrées AI N° 97 et 99, situées 3270 route de Mende à Montpellier, d'une surface totale de 536 m² au prix de 10 €/m², soit 5 360 € (cinq mille trois cent soixante euros) pour 536 m², montant conforme à l'estimation des services fiscaux,
- **VU** l'estimation des services fiscaux n°2016.172V1016 en date du 20 juin 2016,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles doivent être intégrées dans le domaine public de la Métropole au titre de la régularisation de la propriété foncière d'un aménagement hydraulique déjà réalisé,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité, auprès de l'Etat des parcelles cadastrées AI n° 97 et 99 situées 3270 route de Mende à Montpellier, d'une surface totale de 536 m².

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 5 360 € (cinq mille trois cent soixante euros) soit 10€/m², montant conforme à l'estimation des services fiscaux, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Virginie MENON, notaire à Lattes, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace Public est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-234
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140787-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision modificative de la décision n°D2016-688 relative à la mise à disposition d'espaces au Centre Culturel Bérenger de Frérol par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que la décision n°D2016-688 du 15/09/2016 relative à la mise à disposition d'espaces au Centre Culturel Bérenger de Frérol par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone prévoit la rédaction de conventions de mise à disposition à titre gracieux ayant pour objet de définir les obligations respectives des deux parties à l'occasion de chaque manifestation organisée dans ces espaces par la médiathèque G. Sand de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu, afin d'assurer leur bon déroulement, d'autoriser la signature de ces conventions établies à l'occasion de chacune de ces manifestations,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'article 4 de la décision n°D2016-688 du 15/09/2016 est modifié comme suit :
« Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction, ainsi que les conventions de mise à disposition à titre gracieux ayant pour objet de définir les obligations respectives des deux parties rédigées à l'occasion de chaque manifestation organisée dans ces espaces par la médiathèque G. Sand de Montpellier Méditerranée Métropole »,

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-235
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- lmc1140812-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4612RI16 "acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès"

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'international ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché pour l'acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Il suit les dispositions de l'article 77 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés à tranches optionnelles pour une durée de 4 ans dont un an pour l'exécution des prestations, un an pour la période de garantie et 2 ans pour la maintenance.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - La valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - Le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
- qu'après analyse, l'entreprise GEOMAP-IMAGIS sise 8 bis, rue Guizot – BP 71276 – 30015 NÎMES Cedex 01 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Acquisition d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur pour la signalisation lumineuse tricolore et le contrôle d'accès » à l'entreprise GEOMAP-IMAGIS, pour un montant de 157 958.00 euros HT (Tranche ferme et tranches optionnelles 1 et 2). Des prestations complémentaires seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 4 ans dont un an pour l'exécution des prestations, un an pour la période de garantie et 2 ans pour la maintenance.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-236
Reçue en Préfecture le	12/04/17
Affichée le	12/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170412-lmc1140831-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/04/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4561RI16 de fourniture
d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de
Montpellier Méditerranée Métropole et d'un accès Internet**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite interconnecter ses différents sites avec pour objectifs principaux le partage d'applicatifs, le partage d'un accès internet mutualisé et sécurisé, l'établissement de communications sécurisées, ainsi que l'accès internet pour les pépinières d'entreprises,
 - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande et avec un opérateur économique, en application des articles 78 et 80 du décret susvisé, divisé en trois lots, pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de 3 ans,
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 prix des prestations, au regard du total du détail quantitatif estimatif (60 %),
 - 2 valeur technique au regard du mémoire technique (40 %),
 - que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 29 novembre 2016, a attribué le marché n°4561RI16 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de Montpellier Méditerranée Métropole et d'accès Internet à :
 - . lot 1 (Périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole – Réseau privé virtuel) : l'entreprise RMI INFORMATIQUE (ADISTA SAS), 9 rue Blaise Pascal, 54320 MAXEVILLE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse en proposant un niveau de qualité optimal,
 - . lot 2 (Accès internet haut débit pour les pépinières d'entreprises) : l'entreprise OVEA, 59 rue Nelson Mandela, 34070 MONTPELLIER, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse en proposant un niveau de qualité optimal,

. lot 3 (Accès internet haut débit pour la pépinière d'entreprises Cap Oméga) : l'entreprise COMPLETEL S.A.S, 12 rue Jean-Philippe Rameau, CS 80001, 93634 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX, présentant la deuxième offre économiquement la plus avantageuse en proposant un niveau de qualité optimal,

- que pour le lot 3, le Règlement de la Consultation stipulait que « *les candidats ne pouvant se voir attribuer le lot 2 et le lot 3, ainsi si un candidat est classé 1^{er} sur les lots 2 et 3 alors c'est le candidat classé 2nd sur le lot 3 qui sera retenu sur ce lot. Le candidat classé n°1 étant retenu sur le lot 2* ». La société OVEA présentait l'offre économiquement la plus avantageuse en proposant un niveau de qualité optimal, mais qu'elle avait déjà été classée numéro 1 sur l'offre du lot 2, c'est la société COMPLETEL qui a été retenue sur ce lot, comme spécifié au règlement de consultation,

- Conformément au décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il a été demandé les attestations fiscales et sociales à COMPLETEL et que ce dernier, n'ayant pas fourni les documents demandés dans les délais impartis, son offre a été rejetée, conformément à l'article 55-IV du décret susmentionné,

- Les attestations fiscales et sociales demandées au candidat classé n°3, RMI INFORMATIQUE (ADISTA SAS) ont été fournies à jour et dans les temps, c'est cette entreprise qui est retenue pour le lot 3,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature du marché n°4561RI16 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de Montpellier Méditerranée Métropole et d'accès Internet à :

. lot 1 (Périmètre de Montpellier Méditerranée Métropole – Réseau privé virtuel) : l'entreprise RMI INFORMATIQUE (ADISTA SAS), pour un montant maximum de trois cent mille Euros H.T. (300 000 € H.T.) sur la durée totale du marché, soit un montant maximum annuel de soixante-quinze mille Euros H.T (75 000 € H.T), ce marché prenant effet à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans,

. lot 2 (Accès internet haut débit pour les pépinières d'entreprises) : l'entreprise OVEA, pour un montant maximum de soixante mille Euros H.T. (60 000 € H.T.) sur la durée totale du marché, soit un montant maximum annuel de quinze mille Euros H.T (15 000 € HT), ce marché prenant effet à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans,

. lot 3 (Accès internet haut débit pour la pépinière d'entreprises Cap Oméga) : l'entreprise RMI INFORMATIQUE (ADISTA SAS), pour un montant maximum de soixante mille Euros H.T. (60 000 € H.T.) sur la durée totale du marché, soit un montant maximum annuel de quinze mille Euros H.T (15 000 € HT), ce marché prenant effet à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930 et 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-237
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1141217-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision de constitution de partie civile

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°17012000036 devant le Tribunal pour enfants de Montpellier relative à une dégradation volontaire de containers poubelles en date du 4 janvier 2017.

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 920.42€ T.T.C (neuf cent vingt Euros et quarante-deux centimes)

ARTICLE 3 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-238
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330- lmc1140856-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant de transfert au marché N°4557AT16 - Étude de faisabilité technique pour l'aménagement et sécurisation de voirie, Chemin des Oliviers à Saint Jean de Védas

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « voirie, espace public » ;
- VU le marché N°4557AT16 relatif à une mission d'étude de faisabilité technique pour l'aménagement et la sécurisation de voirie, chemin des Oliviers à Saint Jean de Védas, conclu avec la Société Michel Fremolle SARL, sise 5 rue Gilodes, 34080 Montpellier ;

CONSIDERANT le récépissé de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce de Montpellier, actant le transfert à la Société Studio Méditerranéen d'Urbanisme de l'activité de la Société Michel Fremolle SARL,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché N°4557AT16 relatif à une étude de faisabilité technique pour l'aménagement et la sécurisation de voirie, chemin des Oliviers à Saint Jean de Védas attribué à la Société Michel Fremolle SARL, actant le transfert à la Société Studio Méditerranéen d'Urbanisme, 121 rue Ignace Pleyel, 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : les capacités professionnelles, techniques, financières ainsi que les coordonnées bancaires restent inchangées.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-239
Reçue en Préfecture le	27/03/17
Affichée le	27/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170327- lmc1140836-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/03/2017

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
LINKCITY SUD EST dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le QUARTIER EUREKA à Castelnau-le-Lez : la société LINKCITY SUD EST est une SAS représentée par Monsieur Alain LOYER. Elle est candidate à l'acquisition du lot 18A de 3 577 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 7 280 m² de surface de plancher décomposé comme suit ;
 - 3 072 m² de surface de plancher pour des bureaux destinés à la location (dont 1 489 m² loués à Bouygues Construction et ses filiales),
 - 260 m² de surface de plancher pour le projet de local associatif - Maison des Jeunes et de la Culture de Castelnau-le-Lez - et
 - 3 948 m² de surface de plancher local pour le projet de Résidence Jeunes Actifs.Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 7 280 m².
Les utilisateurs finaux prévoient un effectif de 100 à 150 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SAS LINKCITY SUD EST ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-240
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1140861-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juin 2014 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants en date du 1^{er} juin 2015 et du 1^{er} novembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2017 et que la société IMAIOS a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de 3 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de trois ans à compter du 1^{er} juin 2017, soit jusqu'au 31 mai 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 178,40 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 2 411,96 € soit 13,52 euros/m² conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-241
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- lmc1140875-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4719DS17 relatif à la maintenance du parc actuel et la fourniture d'auto-laveuses et de mono-brosses pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- **CONSIDERANT** les modalités de passation de ce marché en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **CONSIDERANT** la nécessité de faire appel à une société spécialisée pour l'acquisition d'auto-laveuses et de mono-brosses ainsi que la maintenance du parc existant pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4719DS17 de prestations de services concernant l'acquisition d'auto-laveuses et de mono-brosses ainsi que la maintenance du parc existant pour les bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec la société IGUAL, sise 175 rue Gustave COURBET- ZAE du Larzat à Villeneuve les Maguelone (34750).

ARTICLE 2 : Ce marché à bons de commande est d'une durée d'un an renouvelable 2 fois. Il prendra effet à compter de sa notification.

ARTICLE 3 : Ce marché passé en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 est assorti d'un montant minimum annuel de 5 000 € HT et d'un montant maximum annuel de 29 990 € HT.

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-243
Reçue en Préfecture le	10/04/17
Affichée le	10/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170410-lmc1140903-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 10/04/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux
par la société ITK et à une extension de son activité sur une surface
complémentaire au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 30 septembre 2016,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- **CONSIDERANT** d'autre part que la société ITK a sollicité le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour étendre son activité sur une surface complémentaire libre au sein de la pépinière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article II.2 de la convention initiale prévoyant l'extension et le transfert des entreprises sur des surfaces libres au sein de la pépinière, la société est autorisée à compter de la date de notification de l'avenant à étendre son activité sur la surface de 40,71 m² constituant le module PT9 situé au premier étage de la pépinière en zone jaune.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein de la pépinière par la société ITK passe de 432,01 m² à 472,72 m².

ARTICLE 3 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 472,72 m² qu'elle occupera dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 5 667,77 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-244
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328-lmc1140914-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "COUZY Sébastien - Requête n°1601336-4TA"

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à la communication par le Tribunal Administratif de Montpellier de la procédure n°1601336-4 intervenue entre Monsieur Sébastien COUZY et la commune de Montpellier relative à une demande en réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute à vélo dont a été victime Monsieur Sébastien COUZY sur une piste cyclable rue du Faubourg Saint-Jaumes à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats AUDOUIN Philippe.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-245
Reçue en Préfecture le	17/03/17
Affichée le	17/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170317- lmc1140918-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°3536 RH 14, prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et organisation de séjours : Lot n° 3 : accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire - Avenant n°1

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL ;
- VU la délibération n°12087 du 19/12/2013 attribuant le marché de prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et organisation de séjours. Lot 3 : accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire, à l'entreprise Méridien Voyages, sises 34830 JACOU pour un montant maximum de 200 000 euros H.T (toutes reconductions confondues comprises) et pour une période initiale qui débute de la notification jusqu'au 31/12/2014, reconductible 3 fois un an ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un avenant n°1 pour l'augmentation de déplacement dans le cadre d'évènements culturels, notamment, justifié par le transfert de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de prestations d'agence de voyage pour l'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier et organisation de séjours, lot n° 3 : accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire avec l'entreprise Méridien Voyages, avenant d'un montant de 5 000,00 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-247
Reçue en Préfecture le	12/04/17
Affichée le	12/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170412-lmc1141008-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/04/2017

M. P. BONNAL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'este en justice "Monsieur et Madame
SOULIER - Cour d'Appel de Montpellier - RG n°16/00031"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel déposé par Monsieur Louis SOULIER et Madame Marie-Thérèse MATHIEU épouse SOULIER contre la décision prononcée le 26 octobre 2016 par le juge de l'expropriation de l'Hérault dans l'instance RG n°15/00141 fixant l'indemnité d'expropriation due par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition de la parcelle cadastrée CO n°34 sise sur la commune de Lattes et ce, dans le cadre de l'aménagement et la protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauger et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-250
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320- lmc1141038-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Louis SOULIER -
Cour d'Appel de Montpellier - RG n°16/00032"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel n°16/00032 déposé par Monsieur Louis SOULIER contre la décision prononcée le 26 octobre 2016 n°15/00142 par le juge de l'expropriation de l'Hérault fixant l'indemnité due par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition de la parcelle CO n°34 sur la commune de Lattes et ce dans le cadre de l'aménagement et la protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-251
Reçue en Préfecture le	20/03/17
Affichée le	20/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170320- Imc1141045-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société imaGeau au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société imaGeau pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 12 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société imaGeau n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société imaGeau pour une période de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société imaGeau pour la surface de 161,55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 256,97 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-252
Reçue en Préfecture le	28/03/17
Affichée le	28/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170328- lmc1141056-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un différé de jouissance - Parcelle SP n° 9 - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la décision n°2014-150 du 20 mars 2014 relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SP09, commune de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat » ;
- VU l'acte d'acquisition en date du 25 mars 2014 de la parcelle cadastrée SP n°9 située Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier et appartenant à la SCI FAMILIALE ALBERTO ALFANO, comportant un différé de jouissance au 25 mars 2017 ;
- VU la demande en date du 16 mars 2017 de la SCI FAMILIALE ALBERTO ALFANO souhaitant la prorogation du différé de jouissance au 16 mai 2017 de la parcelle SP n°9 située Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier et par la prise en charge des frais d'acte complémentaire ;
- **CONSIDERANT** que cette parcelle acquise dans le cadre de l'opération quartier Gare TGV Mogère ne sera pas aménagée dans le délai demandé, Montpellier Méditerranée Métropole consent un différé de jouissance,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent un différé de jouissance à la SCI FAMILIALE ALBERTO ALFANO pour la parcelle cadastrée SP n° 9 située Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le différé de jouissance est consenti jusqu'au 16 mai 2017 dans les mêmes conditions stipulées dans l'acte d'acquisition signé le 25 mars 2014.

ARTICLE 3 : Les frais d'acte complémentaire sont à la charge de la SCI FAMILIALE ALBERTO ALFANO.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant à l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-253
Reçue en Préfecture le	22/03/17
Affichée le	22/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170322-lmc1141067-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au sinistre du Domaine de la Pompignane -
Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurance en réparation de préjudice subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Madame Isabelle Guiraud dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurance dommages aux biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 5204€ suite à déclaration de sinistre relative aux vents violents du 6 mars 2017 ayant causé des dommages matériels sur les bâtiments du Domaine de la Pompignane,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant total de 8 204 € auquel doit être déduit une franchise de 3 000 € soit **5 204 €** dans le cadre de la réparation du préjudice subi.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle Guiraud, Vice- Présidente, est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-256
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330- lmc1141129-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°3688DC14
d'achat de ressources numériques pour le réseau des médiathèques
de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 1 "Vidéo à la demande"**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération n°12328 du 19 juin 2014 autorisant l'appel d'offre relatif au marché n°3688DC14 d'achat de ressources numériques pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, dont le lot 1 « Vidéo à la demande (documentaire et fiction) a été attribué à l'entreprise Arte France, 8 rue Marceau, 92785 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 (SIRET : 334 689 122 000 52 / Code APE : 6020A) ;

CONSIDÉRANT que

- le service Médiathèque Numérique assuré par Arte France dans le cadre du marché n°3688DC14 d'achat de ressources numériques pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, Lot 1 « Vidéo à la demande (documentaire et fiction) », a été transféré à Arte France Développement, filiale d'Arte France,
- afin d'assurer la continuité du service, il y a lieu d'acter le changement de titulaire de ce marché par la signature d'un avenant,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°3688DC14 lot 1 en vue du transfert à la société Arte France Développement, Médiathèque Numérique (SIRET : 388 249 146 00027 / Code APE : 5911A) des prestations effectuées jusqu'alors dans ce cadre par Arte France (SIRET : 334 689 122 000 52 / Code APE : 6020A).

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n°1 est sans incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-260
Reçue en Préfecture le	03/04/17
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170403-lmc1141193-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/04/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPOT TO LAB au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n° 14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation et de l'International,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 17 mars 2014, passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société SPOT TO LAB pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 25 mai 2016 et du 29 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2017, que la société SPOT TO LAB n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPOT TO LAB pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPOT TO LAB pour la surface totale de 29,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 398,02 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-261
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406- lmc1141212-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TOUCHMODS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et à une réduction de surface

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 4 avril 2013 passée entre la Métropole et la société TOUCHMODS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 17 mars 2016 et du 11 juillet 2016,
- **CONSIDERANT** d'une part que la convention précitée arrive à échéance et que la société TOUCHMODS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire, et d'autre part que la société souhaite réduire la surface qu'elle occupe,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TOUCHMODS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2018. Dans le même temps la surface occupée par la société est réduite de 14,07 m² et passe ainsi de 132,98 m² à 118,91 m².

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TOUCHMODS pour la surface totale de 118,91 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 731,32 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-262
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141215-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées CR 361 et CR 362, auprès de Bouygues Immobilier, Carré Mosaïk, avenue de la Pompignane - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la convention de projet urbain partenarial (PUP) Quartier de la Pompignane – Terrain d'ATAC en date du 25 juillet 2013, et de son avenant du 4 novembre 2015,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Bouygues Immobilier la parcelle cadastrée CR 361 (606 m²) concernée par un emplacement réservé C 137 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour créer une voie nouvelle, et la parcelle cadastrée CR 362 (99 m²) pour élargir le trottoir. Ces parcelles auront vocation à intégrer le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Ces acquisitions sont conclues moyennant l'euro symbolique au titre des participations en nature liées au coût des équipements publics conformément à la convention de PUP Quartier de la Pompignane – Terrain d'ATAC signée le 25 juillet 2013, et de son avenant du 4 novembre 2015. Cependant, les parcelles ont été évaluées à la somme de 40 000 € dans la convention de PUP et son avenant.

ARTICLE 2 : Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-264
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141273-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant de transfert au marché n°4204TV15
- Marché à bons de commande Voirie - Commune de Castries**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine de la voirie et de l'espace public ;
- VU le marché à bons de commande n°4204TV15 relatif aux travaux de voirie sur la Commune de Castries conclu avec la société Eurovia Méditerranée sise ZA de la Biste à Baillargues (34671) ;

CONSIDERANT :

- le transfert de la Société Eurovia Méditerranée – sise ZA de la Biste à Baillargues (34671) à la Société Eurovia Languedoc-Roussillon sise ZA de la Biste à Baillargues (34671).

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert au marché à bons de commande N°4204TV15 relatif aux travaux de voirie sur la Commune de Castries, attribué à l'entreprise Eurovia Méditerranée. Les capacités professionnelles, techniques, financières de l'opérateur ainsi que les coordonnées postales et bancaires restent inchangées.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-265
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406- lmc1141300-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4602RI16 d'utilisation, de maintenance et d'évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU le marché permettant d'utiliser le logiciel de gestion du patrimoine ASCOL en mode licence, ainsi que sa configuration, signé avec la société GFI PROGICIELS, arrivé à terme au 31 décembre 2016 ;

- CONSIDERANT :

- que la société GFI PROGICIELS, éditeur du logiciel ASCOL détient la propriété intellectuelle de l'outil, l'ensemble des sources et conserve les droits d'adaptation, de modification et de cession de ce logiciel,
- qu'au regard de ces droits exclusifs, aucune autre société n'est en mesure légalement et techniquement d'assurer la maintenance de ce logiciel,
- qu'un investissement a déjà été réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce logiciel et qu'un changement de technologie induirait un investissement humain, financier et technique important,
- qu'il est indispensable pour le bon fonctionnement de la gestion du patrimoine et du foncier au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, à la fois de continuer de disposer du service de suivi et de support existant aujourd'hui pour assurer la maintenance corrective, légale et évolutive du produit, mais également de développer les évolutions nécessaires aux besoins apparus,
- que la procédure de consultation utilisée étant celle d'un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence conformément à l'article 27 et dans les conditions de l'article 30.3°c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un marché mixte, comprenant une partie forfaitaire et une partie à bons de commande, pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois par reconduction expresse,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 – valeur technique, au regard du mémoire technique (60 %),
 - 2 – prix des prestations (40 %),
- qu'après analyse, l'entreprise GFI PROGICIELS, 145 boulevard Victor Hugo, 93400 SAINT-OUEN, présente l'offre économiquement la plus avantageuse et d'un niveau de qualité nécessaire à l'exécution du marché,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°4602RI16 d'utilisation, de maintenance et d'évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL à l'entreprise GFI PROGICIELS, pour un montant maximum total de soixante mille Euros H.T. (60 000 Euros HT). Le marché prend effet à sa date de notification pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois par reconduction expresse.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-266
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141359-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la cession d'anciennes cuves à vin en l'état de grande vétusté situées Domaines de Viviers à Jacou

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de cinq anciennes cuves à vin en l'état de grande vétusté situées sur le Domaine de Viviers, 34830 Jacou,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a aucun intérêt à conserver d'anciennes cuves à vin vétustes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède cinq anciennes cuves à vin vétustes à Monsieur Christophe SABATIER, domicilié Domaine de Cassagnole, Mas de Bellevue, 34820 Assas.

ARTICLE 2 : Les cuves à vin cédées sont situées Domaine de Viviers, 34830 Jacou. Le retrait des cuves sera effectué par l'acquéreur.

ARTICLE 4 : La cession est réalisée pour 1 euro symbolique avec dispense de paiement du prix compte-tenu de la nature du bien cédé.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-269
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406- lmc1141522-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant le raccordement de l'immeuble Mona Lisa situé 413 rue des Ecoles sur la commune de Baillargues

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,
- **CONSIDERANT**, le permis de construire N°PC03402215M0007 en date du 20/05/2015 accordé sur la parcelle AK3, la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité, la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité Enedis,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention ayant pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité de la parcelle située au 413 rue des Ecoles à Baillargues.

ARTICLE 2 : La Société Enedis s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 37 439,30 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60 %, soit un montant HT de 22 463,57 €.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 15 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur Rabii YOUSSEUS, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Décision n°	D2017-270
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1141368-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au transfert de domaine public entre La Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - opération Campus - Parvis Georges Richard rue Emile Jeanbrau à Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir l'emprise nécessaire à la réalisation du parvis Georges Richard situé rue Emile Jeanbrau à Montpellier dans le cadre de l'opération Campus, sur le Pôle Balard,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de La Région Occitanie les deux parcelles cadastrées AS 313 (1 377 m²) et AS 316 (1 115 m²) pour une superficie totale de 2 492 m² par procédure de transfert de domaine public entre deux personnes publiques,

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie et acceptée à titre gratuit, compte tenu de la nature du bien vendu (parvis à vocation publique), la Métropole s'engageant à réaliser les travaux d'aménagement,

ARTICLE 3 : Le notaire désigné est Maître Caulier notaire à Baillargues, il rédigera l'acte de transfert aux frais de la Métropole,

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905,

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-276
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141406-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle DV 611 de 101 m² auprès de NG Promotion 2 - Avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le plan d'alignement annexé au Plan Local d'Urbanisme de Montpellier sur l'avenue du Maréchal Leclerc, et son impact sur la parcelle mère (DV25) concernée par une opération immobilière,
- **Considérant** l'accord de la société NG Promotion 2 en date du 09 novembre 2015 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée DV 611, issue de la division de la parcelle DV 25, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** que l'opération immobilière est totalement terminée et qu'il convient de régulariser la propriété foncière de l'emprise concernée par le plan d'alignement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société NG Promotion la parcelle DV 611 d'une superficie de 101 m² située avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée au prix de 60€/m², soit 6 060 € pour 101 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-279
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141429-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "SCI DE LA BROUSSE - Requête 1700793-1"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1700793-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 février 2017 par la SCI DE LA BROUSSE contre la décision implicite du 14 décembre 2016 du Président de la Métropole refusant de saisir le Conseil de Métropole pour que soit modifié ou révisé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-280
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330-lmc1141436-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AS n°89, 90, 93 et 221, sises commune de Saint Jean de Védas - Création d'un bassin de rétention secteur des Jasses

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de l'international,
- VU l'avis de France Domaine en date du 24 février 2017,
- VU la délibération n°2017-17 du conseil municipal de la commune de Saint Jean de Védas du 16 mars 2017, transmis en préfecture le 22 mars 2017, entérinant la vente à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AS n°89, 90, 93 et 221 (anciennement cadastrée AS n°32), d'une superficie cadastrale respective de 752 m² environ, 193 m² environ, 752 m² environ et 520 m² environ, sises commune de Saint Jean de Védas et appartenant à la Commune, moyennant le prix total de 66 510 € toutes indemnités confondues,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « Aménagements nécessaires à l'implantation d'un pôle médical dans le secteur des Jasses » sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas, et nécessaires pour réaliser le bassin de rétention prévu dans le cadre de l'implantation du pôle médical,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la commune de Saint Jean de Védas les parcelles cadastrées AS n°89, 90, 93 et 221 (anciennement cadastrée AS n°32), d'une superficie cadastrale respective de 752 m² environ, 193 m² environ, 752 m² environ et 520 m² environ, sises commune de Saint-Jean-de-Védas.

ARTICLE 2 : Cette acquisition aura lieu moyennant le prix de 66 510 € (soixante-six mille cinq cent dix euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte authentique d'achat ainsi que tous documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-282
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141518-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la donation sous réserve d'usufruit de M. Franck STEC

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre en charge toute décision concernant le fait d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Franck STEC, demeurant à Saint-Clément-de-Rivière, 641 avenue des Genévriers, propose une donation sous réserve d'usufruit, des œuvres dont la liste est annexée pour un montant de 223 500 €.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,
- **CONSIDERANT** la nécessité de formaliser cette donation sous réserve d'usufruit par acte notarié,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte par le biais d'un acte notarié, la donation sous réserve d'usufruit des œuvres dont la liste est annexée pour un montant de 223 500 €.

ARTICLE 2 : Le donataire sera propriétaire des biens présentement donnés à compter de la signature de l'acte notarié. Le donateur fait réserve à son profit, pour en jouir pendant sa vie, de l'usufruit des biens désignés dans la liste annexée.
En conséquence, le donataire en aura la jouissance à partir du jour de l'extinction de cet usufruit.

ARTICLE 3 : Monsieur, Bernard Travier Vice-Président est autorisé à signer l'acte notarié de donation sous réserve d'usufruit visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-283
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141513-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public d'une
partie de la Rue Alfred Sauvy - Commune de BAILLARGUES**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'arrêter et de modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par des services publics de Montpellier Méditerranée Métropole et celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **VU** la demande du propriétaire riverain d'acquérir l'impasse située entre les deux parcelles lui appartenant, cadastrée AZ 163,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette parcelle avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle constitue uniquement la voie d'accès aux terrains du propriétaire riverain depuis plusieurs années, et que par conséquent elle n'est affectée à aucun usage public.
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de la parcelle AZ 163, d'une superficie de 1833 m².

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de la parcelle AZ 163, rue Alfred Sauvy à Baillargues.

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-284
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141508-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle AB n°78 - 2973, route de Sète ZA La Lauze à Saint Jean de Védas

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace Public,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de démolir la maison d'habitation édifiée sur la parcelle cadastrée AB n°78, sise 2973 route de Sète à Saint Jean de Védas, acquise par voie de préemption dans le cadre de la requalification de la façade de la RD612, afin de prévenir tout risque d'occupation illicite de ce bâti,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant le bâti édifié sur la parcelle cadastrée AB n°78, sise 2973 route de Sète à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n°2017-27 du 27 février 2017, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-286
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141539-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice " Occupation illicite, parkings situés face à l'Arena
parcelles AH0023, AH0025, AH0126, AH 0132, AH0118, AH 0035, AH 0128, AH 0040"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de groupes de gens du voyage occupant illégalement les parcelles cadastrées AH0023, AH0025, AH0126, AH0132, AH0118, AH0035, AH0128, AH0040 sises sur la commune de Pérols et situées face au complexe de l'Aréna.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-290
Reçue en Préfecture le	30/03/17
Affichée le	30/03/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170330- lmc1141577-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 30/03/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Joseph Wright of Derby "Vue de Florence" auprès de la Galerie Michel Descours

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'acquérir des œuvres et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une œuvre de Joseph Wright of Derby « *Vue de Florence* » d'une valeur totale de 220 000 € (Deux cent-vingt-mille euros).
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprise participe à l'achat de cette œuvre à hauteur de 120 000 € (Cent vingt-mille euros) et qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole procèdera à l'acquisition d'une œuvre de Joseph Wright of Derby « *Vue de Florence* » pour un montant de 100 000 € (Cent mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de cette acquisition visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-292
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141584-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
HOME ET CARS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société HOME ET CARS, représentée par Monsieur Labri BELABBES a pour activité le service à la personne.
Elle est candidate à la location du lot B01 de 64.85 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 22 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société HOME ET CARS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-293
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406- lmc1141601-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
F.E.M. TECH dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société F.E.M. TECH, représentée par Monsieur Gérard PONZO est une SAS dont l'activité est la fabrication de cartes électroniques assemblées. Elle est candidate à la location du lot A04 de 112.50 m² pour une période 23 mois. L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société F.E.M. TECH ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-294
Reçue en Préfecture le	06/04/17
Affichée le	06/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170406- lmc1141604-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BV 154 Lotissement
"Les Coloquintes" rue du Mas de Lépôt - Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lavérune n°2016-11 en date du 2 mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-229 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 22 janvier 1982 autorisant le permis de lotir créant le lotissement "Les Coloquintes" avec son cahier des charges,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des copropriétaires du lotissement "Les Coloquintes", la parcelle BV 154, à l'euro symbolique, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Maître Agnès BILLET-LLORCA, notaire à Pignan, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-295
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141608-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelle cadastrée section BS n° 17p - commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société BRL représenté par son Directeur Général Monsieur Jean François BLANCHET, pour une durée de deux mois, sur une emprise approximative de 352m² sur la parcelle située sur la commune de Lattes, cadastrée section BS n° 17, d'une contenance totale de 10 135m²,

CONSIDERANT que la Société BRL doit pouvoir occuper temporairement l'emprise approximative de 352m² précitée afin de permettre la circulation des camions et engins de chantier nécessaires aux travaux de dévoiement des réseaux BRL impactés par les travaux de requalification de l'autoroute A9 sous maîtrise d'ouvrage ASF,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de DEUX mois à compter de sa signature, entre la Société BRL et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire de la parcelle située commune de Lattes, section BS n° 17, d'une contenance totale de 10 135m² et une superficie approximative de 352m² concernée par l'emprise de l'occupation.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cent cinquante euros (150€).

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-296
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141658-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NETAC au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 18 mai 2012 passée entre la Métropole et la société NETAC pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 19 novembre 2012, du 3 juin 2013, du 27 mai 2015 et du 19 mai 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 avril 2017 et que la société NETAC n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NETAC pour une période de six mois à compter de sa notification et jusqu'au 31 octobre 2017.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} mai 2017, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NETAC pour la surface de 106,25 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 547,00 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-298
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141668-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**marché 4684DC16 - prestations de contrôle technique
et CSPS pour la rénovation du Théâtre du Hangar.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

VU l'arrêté n°A2017-20 du 27 février 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de prévoir des prestations de SPS et contrôle technique pour le chantier de rénovation du Théâtre du Hangar de Montpellier,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti : lot 1 - Contrôle technique et lot 2 - SPS pour une durée de 38 mois.
- que, pour les 2 lots, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 – Prix des prestations : 40%
 - 2 – Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

Sous-critères de la valeur technique :

- Qualité de la réponse, au regard du mémoire remis (méthodologie, dispositifs d'organisation, moyens mis en œuvre). Le candidat exposera la méthodologie mise en œuvre par le candidat en vue de la bonne exécution de la mission. Il présentera les méthodes particulières représentatives du savoir-faire du candidat, et leur exploitation dans le cas considéré : **20 points**.

- Composition et organisation de l'équipe, compétences des intervenants affectés à l'exécution de la mission. Le candidat présentera la liste des personnels mis à disposition pour l'accomplissement de la mission et notamment le chef de projet, avec leurs responsabilités respectives et, pour chacun d'entre eux, un curriculum vitae et les références dans le domaine concerné : **15 points**

- Temps passés prévisionnels affectés à l'exécution de la mission. Le candidat exposera les temps passés prévisionnels affectés à chacune des phases de la mission, la fréquence et la durée prévisionnelle des réunions et visites de chantier pour chacune des phases de la mission considérée. Il sera accompagné de tous documents de référence permettant d'apprécier les méthodes pratiquées par le candidat, ainsi que le type de documents produits: **25 points**

- qu'après analyse, l'entreprise Qualiconsult, 1025 rue Becquerel, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 et l'entreprise ACF-BTP, 17 rue Marbella, 34750 Villeneuve les Maguelone présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché prestations de contrôle technique et de SPS pour la rénovation du Théâtre du hangar de Montpellier :

- à l'entreprise Qualiconsult pour le lot 1 – contrôle technique, pour un montant de 9890 euros HT.
- à l'entreprise ACF-BTP pour le lot 2 - SPS, pour un montant de 4876 euros HT.

Pour les 2 lots : Les marchés prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 38 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-299
Reçue en Préfecture le	12/04/17
Affichée le	12/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170412-lmc1141674-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/04/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption
urbain - Parcelle RC n° 81p - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 6 mars 2017, envoyée par Maître CAMINADE Ludovic, Notaire à Prades (66500), mandataire de l'Indivision SAINT-LEGER - NICOULEAU, reçue en Mairie de Montpellier le 9 mars 2017 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 22 mars 2017, concernant une partie de la parcelle cadastrée RC n° 81, d'une emprise de 100 m², située sur la Commune de Montpellier, au lieudit Mas de Julien, au prix de 1 000 euros en valeur libre,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence de développement et d'aménagement économique,
- **CONSIDERANT**, que cette parcelle située en zone AU0-4w au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier correspond au nouveau secteur d'urbanisation future,
- **CONSIDERANT**, que les principaux objectifs exposés au sein du rapport de présentation du PLU visent notamment « la situation stratégique de cette zone [...] principalement destinée à l'implantation d'équipements structurants publics et privés, de bureaux et d'activités et des

équipements nécessaires à leur fonctionnement, dans le cadre du développement économique de l'agglomération »,

- **CONSIDERANT**, que cette partie de parcelle se situe dans le périmètre d'étude « ENTREE EST » approuvé par délibération de la Métropole n° 9371 en date du 12 février 2010,

- **CONSIDERANT**, la nécessité d'acquérir cette partie de parcelle en vue de constituer une réserve foncière afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, d'une partie de la parcelle cadastrée RC n° 81, pour une emprise de 100 m², située sur la Commune de Montpellier, au lieudit Mas de Julien auprès de l'Indivision SAINT-LEGER - NICOULEAU :

- Madame Marie-Thérèse SAINT-LEGER domiciliée Mas de Julien – Route de Mauguio 34000 MONTPELLIER

- Madame Christelle NICOULEAU domiciliée Rue Abbé Breuil - Mas des Prunettes 34000 MONTPELLIER

- Monsieur Jean-Roch NICOULEAU domicilié Mas de Julien – Avenue Albert Einstein 34000 MONTPELLIER

- Monsieur Jérôme NICOULEAU domicilié 193 Chemin des Mûriers 34170 CASTELNAU-LE-LEZ

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 1 000 euros, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-303
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141792-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise
d'une paire de bas-reliefs de Jean-Louis Journet représentant
Diogène cherchant un homme et Bélisaire demandant l'aumône**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une paire de bas-reliefs de Jean-Louis Journet représentant *Diogène cherchant un homme et Bélisaire demandant l'aumône* d'une valeur de 60 000 euros (soixante mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ d'une paire de bas-reliefs de Jean-Louis Journet représentant *Diogène cherchant un homme et Bélisaire demandant l'aumône* d'une valeur de 60 000 euros (soixante mille euros).

ARTICLE 2 : Cette paire de bas-reliefs de Jean-Louis Journet sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-305
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141870-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de Madame Marie-Catherine Sahut
d'une oeuvre de Joseph-Benoît Suvée, Tête de sainte Elisabeth**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que Madame Marie-Catherine SAHUT domiciliée 24 rue de Varenne 75007 Paris propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une oeuvre de Joseph-Benoît Suvée, *Tête de sainte Elisabeth* d'une valeur de 20 000 euros (vingt mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Marie-Catherine SAHUT d'une oeuvre de Joseph-Benoît Suvée, *Tête de sainte Elisabeth* d'une valeur de 20 000 euros (vingt mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-306
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141872-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise
d'une oeuvre de Charles Guilloux, Péniches devant Notre-Dame**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone CS 19537 34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une oeuvre de Charles Guilloux, *Péniches devant Notre-Dame* d'une valeur de 38 000 € (Trente-huit mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ d'une oeuvre de Charles Guilloux, *Péniches devant Notre-Dame* d'une valeur de 38 000 € (Trente-huit mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2017-307
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141874-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une donation des Amis du Musée Fabre d'une
oeuvre de Charles Guilloux, *Coucher de soleil sur l'île Herblay***

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que l'association des Amis du musée Fabre représentée par Monsieur Edouard AUJALEU, domiciliée 2 B, rue Montpelliérêt 34000 Montpellier propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une oeuvre de Charles Guilloux, *Coucher de soleil sur l'île Herblay* d'une valeur de 25 000 € (vingt-cinq-mille euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de l'association des Amis du musée Fabre représentée par Monsieur Edouard Aujaleu d'une oeuvre de Charles Guilloux, *Coucher de soleil sur l'île Herblay* d'une valeur de 25 000 € (vingt-cinq-mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2017-308
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141880-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une donation de l'Association des Amis du Musée Fabre d'une Écuelle dite à oreilles et d'une Écuelle de Montpellier

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT**, que l'Association des Amis du Musée Fabre représentée par Monsieur Edouard AUJALEU, domiciliée 2 B, rue Montpelliéret 34000 Montpellier propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une *Écuelle dite à oreilles* d'une valeur de 720 euros (sept-cent vingt euros) et d'une *Écuelle* d'une valeur de 650 euros (six cent cinquante euros).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de l'Association des Amis du Musée Fabre d'une *Écuelle dite à oreilles* d'une valeur de 720 euros (sept-cent vingt euros) et d'une *Écuelle* d'une valeur de 650 euros (six cent cinquante euros).

ARTICLE 2 : Ces faïences seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2017-310
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141882-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au transfert de propriété, de la Ville de Montpellier
dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du Corum**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°VD/2017/071 en date du 30 mars 2017,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété pourra s'effectuer par acte administratif,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m ²	Servitudes	Valeur vénale portée à l'inventaire
Le Corum	BZ 620	6 044	Diverses	Les volumes cédés, issus de la précédente mise à disposition, sont valorisés à hauteur de 136 millions d'euros
	BZ 630	5 827	servitudes à	
	BZ 618	1 501	maintenir	
	BZ 624	43		
	BZ 668	127		
	BZ 667	211		
	HM 505	161		

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera formalisé au moyen d'un acte administratif ou d'un acte notarié.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-312
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141895-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société 458 STUDIO dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société 458 STUDIO, représentée par Monsieur Julien TISSEAU est une SARL dont l'activité est la création, la conception, la réalisation, la production artistique de dessins, maquettes, contenus graphiques, numériques et audiovisuels en tout genre et sur tous supports multimédias. Elle est candidate à la location du lot 1.4 de 57.12 m² pour une période de 4 ans, 10 mois et 5 jours. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société 458 STUDIO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-314
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141900-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRESTIZIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013 passée entre la Métropole et la société PRESTIZIA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1^{er} janvier 2014 et du 03 mai 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 30 avril 2017 et que la société PRESTIZIA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PRESTIZIA pour une période de douze mois, à compter de sa date de signature.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PRESTIZIA pour la surface de 148 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 963,96 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-316
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141990-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition par Montpellier Méditerranée
Métropole de deux œuvres de George-Daniel de Monfreid
(1856-1929), Autoportrait, 1909 et Paysage de Lozère, Vareilles, 1891**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'acquérir des œuvres et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir deux œuvres de George-Daniel de Monfreid (1856-1929), *Autoportrait*, 1909 et *Paysage de Lozère*, Vareilles, 1891 d'une valeur totale de 59 998 € (Cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros).

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole procède à l'acquisition de deux œuvres de George-Daniel de Monfreid (1856-1929), *Autoportrait*, 1909 et *Paysage de Lozère*, Vareilles, 1891 pour un montant de 59 998,00 € (Cinquante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros).

ARTICLE 2 : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur, Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de ces acquisitions visées à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-318
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1142001-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire
pour travaux - Parcelle BM n° 51 - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Monsieur Christophe POMIER, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Lattes et cadastrée section BM n°51,
- **CONSIDERANT** que les réseaux qui permettaient le raccordement de la parcelle ont été détruit involontairement lors de la mise en œuvre des travaux de déplacement de l'A9,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 210m² sur la parcelle cadastrée section BM n° 51, d'une contenance totale de 10 000², située commune de Lattes afin de permettre le raccordement de la parcelle aux réseaux existants situés au niveau du Mas Saint Pierre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est signée pour une durée de deux mois, pendant le printemps 2017, en fonction de l'avancement des travaux, entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Christophe POMIER, propriétaire de la parcelle située sur la commune de Lattes et cadastrée section BM n°51, d'une contenance totale de 10 000m² pour une emprise de 210m².

ARTICLE 2 : La convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-323
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1142036-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention d'occupation précaire du domaine privé des parcelles cadastrées section B n°270 et 285 - Commune de Murviel-lès-Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales, article L.5211-10,
- VU les articles L 411-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de convention d'occupation précaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Mickaël GIL demeurant 165 avenue de la Bornière à Pignan (34570), les parcelles situées sur la commune de Murviel-lès-Montpellier cadastrées section B n°270 et 285, lieu-dit Saint Julia, pour une surface totale de 9 650m²,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles, acquises dans le cadre de réserves foncières par Montpellier Méditerranée Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, met à disposition de Monsieur Mickaël GIL les parcelles situées sur la commune de Murviel-lès-Montpellier cadastrées section B n°270 et 285, lieu-dit Saint Julia, pour une surface totale de 9 650m².

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de trois ans, du 1^{er} mai 2017 au 30 avril 2020.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de quatre-vingt-cinq euros (85€).

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-325
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1142050-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au contrat de prêt à usage consenti sur les parcelles cadastrées section RI n°1-3-4-5-6-7-12 et RV n°148, Domaine de la Condamine - Commune de Montpellier

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-10,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le projet de prêt à usage par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la société TERRACOOA, représentée par son gérant Monsieur Joseph LE BLANC, demeurant 55 rue Saint Cléophas à Montpellier (34070) le domaine de la Condamine, situé sur la commune de Montpellier et cadastré section RI n° 1-3-4-5-6-7-12 et RV n° 148 pour une contenance d'environ 4 ha 78 a 89 ca, terrains, serres et parties de bâtiment,
- **CONSIDERANT** que la mise à disposition des biens précités fait suite l'appel à projet initié dans le cadre de la mise en œuvre de la politique « Agroécologie et Alimentation »,
- **CONSIDERANT** que la société TERRACOOA accompagne pour l'exploitation de ce domaine le collectif « La Ferme Urbaine Collective de la Condamine »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TERRACOOA, pour la mise à disposition du domaine de la Condamine, situé sur la commune de Montpellier et cadastré section RI n°1-3-4-5-6-7-12 et RV n°148 pour une contenance d'environ 4 ha 78 a 89 ca, terrains, serres et parties de bâtiment.

ARTICLE 2 : Le contrat de prêt à usage est conclu pour une durée d'une année à compter de sa signature.

ARTICLE 3 : La mise à disposition des biens précités est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat, l'avenant à intervenir ayant pour objet d'annexer les différentes analyses en cours de réalisation, et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-326
Reçue en Préfecture le	13/04/17
Affichée le	13/04/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1142058-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III – SOMMAIRE
ARRETES AVRIL 2017 ET MAI 2017

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
A2016-357	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT Site des Compagnons dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021	293
A2017-3	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	301
A2017-4	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CENTRE BOURGES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	307
A2017-5	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	313
A2017-6	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MIDI LIBRE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	320
A2017-11	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	328
A2017-33	Arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ACCES INDUSTRIES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	335
A2017-36	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	341
A2017-42	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR MARKET LE CRES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	349
A2017-73	Arrêté relatif à la CDAC du 21 avril 2017 à 9h30	356
A2017-76	Arrêté relatif au fonctionnement Parking du Prévost - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	357
A2017-77	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°91 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	359
A2017-78	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de CASTRIES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1	362
A2017-80	Arrêté de représentation de M. Le Président au sein de la Commission de Délégations de Services Publics Transports et Mobilité	364
A2017-81	Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transport	366

PARTIE III – SOMMAIRE
ARRETES AVRIL 2017 ET MAI 2017

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
A2017-82	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de FABREGUES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1	380
A2017-85	Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	382
A2017-86	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de JUVIGNAC "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°3	387
A2017-87	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Jean de Védas et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) du monument historique ' Pont sur la Mosson '	389
A2017-88	Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	393
A2017-89	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac	395
A2017-90	Délégation de signature à M. SEGURA dans le domaine de l'aide à la pierre	397
A2017-91	Délégation de fonction à M. Noël SEGURA	399
A2017-92	Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	401
A2017-94	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PRADES LE LEZ " Changement de véhicule " - Autorisation de stationner n° 2	415
A2017-95	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTFERRIER SUR LEZ "Changement de véhicule" - Autorisation n° 2	417
A2017-96	Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de Rédacteur et d'Assistant de Conservation Principal 2ème Classe	419
A2017-98	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation n°1	423
A2017-99	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°25	425
A2017-100	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 48	427
A2017-101	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°84	429
A2017-102	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°93	431
A2017-103	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°95	433
A2017-104	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°120	435
A2017-105	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°121	437
A2017-106	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°132	439

PARTIE III – SOMMAIRE
ARRETES AVRIL 2017 ET MAI 2017

N° AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
A2017-107	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°66 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	441
A2017-110	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du CRES "Changement de véhicule" - Autorisation n°6	444
A2017-111	Délégation de signature relative au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales	446
A2017-112	Représentant de M. le Président à la commission d'examen des propositions mise en place dans le cadre de la procédure de désignation de l'aménageur de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté "Cannabe" : Chantal MARION	454
A2017-119	Arrêté à caractère imminent portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis 37 rue Plan de l'Olivier à Montpellier	456
A2017-120	Exclusion du réseau des Médiathèques	459



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement
GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT Site des Compagnons dans le
système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2021**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT Site des Compagnons (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL),

- dont le siège social est situé au 4895 Rue de la Jeune Parc à Montpellier 34171,

- représenté par Monsieur Louis NICOLLIN, en qualité de Président Directeur Général,

L'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT Site des Compagnons (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL),

- est situé au 415 Avenue des Compagnons (Rue Blaise Pascal), Zone Artisanale La Garrigue, à Castelnau Le Lez 34171,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CT 73, 144 et CT 72, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre d'exploitation du nettoyage de la Ville de Castelnau Le Lez et Centrale d'achats, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 415 Avenue des Compagnons (Rue Blaise Pascal) à Castelnau Le Lez 34171.

En effet, L'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) comporte plusieurs entités sur les parcelles ci-dessus nommées qui sont les suivantes :

SMN NICOLLIN MÉDITERANÉENNE DE NETTOIEMENT,

- représentée par Monsieur GELY Nicolas, en qualité de Directeur d'exploitation,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CT 73, 144

dont l'activité est : Centre d'exploitation du nettoyage de la Ville de Castelnau Le Lez et du Cimetière de la Ville de Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers Mécaniques Poids Lourds,

- Piste de lavage,

- Locaux techniques de tous types,

- Station-service,

- Parking de véhicules Poids Lourds, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N°SIRET : 326 180 544 00297

- Code NAF ou APE : 3811 Z

Les autres activités sur ce site sont :

CENTRE DE FORMATION GROUPE NICOLLIN

ASSURANCE GROUPE NICOLLIN

CENTRE ADMINISTRATIF de SUD SERVICES

SUD SERVICES - SMN NICOLLIN MATERIEL SARL

- représentée par Monsieur DUCH Jean Pierre, en qualité de Directeur d'exploitation,

- implantée sur la parcelle dont la référence cadastrale est : CT 72,

dont l'activité est : Centrale d'achats.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 502 197 205 00011
- Code NAF ou APE : 4676 Z

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Centre de stockage et de logistique.

Les autres activités sur ce site sont :

ANTIGONE SERVICES SARL

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Prestation de service en nettoyage et entretien de bâtiment.

N EVENTS

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Gestion d'installations sportives

Les entités de cet Établissement ne sont pas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et ne sont pas soumises à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site (parcelle) et entité dont les rejets sont classés autres que domestiques.

Pour le site suivant

- SMN NICOLLIN MÉDITERANÉENNE DE NETTOIEMENT, parcelles CT 73 et 144,

Les activités des entités suivantes :

CENTRE DE FORMATION GROUPE NICOLLIN
ASSURANCE GROUPE NICOLLIN
CENTRE ADMINITRATIF de SUD SERVICES

Rien que ces entités soient classées domestiques leurs effluents étant rejetées dans le même réseau que les effluents autres domestiques c'est l'ensemble des parcelles (CT 73 et 144) qui sont considérées comme entités rejetant des effluents autres que domestiques.

Pour le site suivant :

SUD SERVICES - SMN NICOLLIN MATERIEL SARL, parcelle CT 72,

Il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques car les entités, sur cette parcelle, ont des activités qui génèrent des rejets domestiques ou assimilés domestiques. Elles seront classées comme telles tant que la destination de ces locaux reste inchangée.

Il en sera de même pour les entités suivantes :

ANTIGONE SERVICES SARL
N EVENTS

En cas de contrôle des rejets sur les entités nommées ci-dessus, si les résultats s'avéraient positifs (effluents classés autres que domestiques) l'arrêté serait modifié en conséquence avec des prescriptions particulières pour les entités concernées.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014

(Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

Les entités, de l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT, qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes :

- Parcelles CT 73 et 144 : SMN NICOLLIN MÉDITERANÉENNE DE NETTOIEMENT

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Les entités, de l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT, dont les entités ont les déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir :

- Parcelle CT 72 : SUD SERVICES - SMN NICOLLIN MATERIEL SARL

est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté (CSDT).

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement GROUPE NICOLLIN ENVIRONNEMENT (PÔLE NETTOYAGE INDUSTRIEL) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-357
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1134844-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement RESIDENCE LES GLYCINES (GROUPE OC SANTE);
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au Service public de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES (GROUPE OC SANTE),
dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone,
CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2,
- représenté par Madame Rachel ALBERT, en qualité de Directrice,
L'Etablissement est situé au 60 Rue Colin à Montpellier 34070,
et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : EV 501 et 513,
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé (centre médico-social) et résidence sénior, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 60 Rue Colin à Montpellier 34070.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Centre médico-social,
- Restauration, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 417 636 966
- N° SIRET : 417 636 966 00034
- Code APE : 8710 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement RESIDENCES LES GLYCINES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement RESIDENCES LES GLYCINES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement RESIDENCE LES GLYCINES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de-n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de-prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-3
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1137881-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques
de l'Etablissement CENTRE BOURGES dans le système de collecte
et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES (GROUPE OC SANTE);
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES (GROUPE OC SANTE),

dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2,

représenté par Madame PIQUET Agnès, en qualité de Directrice,

L'Etablissement est situé au 150 Rue Clément Ader à Castelnau Le Lez,

et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AT 87, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé (Centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle), pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via deux branchements situés au 150 Rue Clément Ader et Impasse Clément Ader à Castelnau Le Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Centre de rééducation fonctionnelle
- Restauration, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 333 352 656
- N° SIRET : 333 352 656 00024
- Code APE : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le

milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CENTRE DE REEDUCATION ET DE READAPTATION FONCTIONNELLE BOURGES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-4
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1137895-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH (GROUPE OC SANTE),

- dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 Avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2,

- représenté par Monsieur Pierre MAURETTE, en qualité de Directeur,

L'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH (GROUPE OC SANTE),

- situé au 560 Avenue du Colonel André Pavelet, dit Villars, CS 10999 à Montpellier 34000 Cedex 3,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : EK 49, 311, 313, 315, 317, 319,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Etienne Meulh à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Maternité (gynécologie obstétrique, service de néonatalogie)
- Biologie de la reproduction (Centre de fécondation in vitro)
- Chirurgie orthopédique
- SOS Mains / Institut de la Main
- Ophtalmologie
- Chirurgie gynécologique
- Endocrinologie
- Chirurgie sinologiques
- O.R.L.
- Chirurgie maxillo-faciale
- Stomatologie / Implantologie
- Chirurgie esthétique, chirurgie plastique et réparatrice
- Service des Urgences
- Radiologie
- Biologie médicale
- Pédiatrie et chirurgie infantile,
- Restauration (pas de production sur site)
- Locaux techniques et de stockage, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 472 800 531 00015
- Code NAF : 8610 Z

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1220	Oxygène	Déclaration
2910	Combustion	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement POLYCLINIQUE SAINT ROCH sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-5
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1137907-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MIDI LIBRE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement MIDI LIBRE;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement MIDI LIBRE (GROUPE LA DEPECHE),

- dont le siège social est situé Rue du Mas de Grille à Saint Jean de Vedas 34438,

- représenté par Monsieur Bernard MAFFRE, en qualité de Président Directeur Général,

L'Etablissement est situé à Rue du Mas de Grille à Saint Jean de Vedas 34438,

et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AA 1, 2 et 5, AZ 39, 40, 49, 128, 129, 139,

ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Imprimerie de presse, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement sur le collecteur d'assainissement public, situé sur la parcelle AZ 53 (propriétaire : Montpellier Méditerranée Métropole) qui se rejette Avenue Jean Bene à Saint Jean de Vedas 34438.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Imprimerie,
- Restaurant,
- Stockage des produits toxiques,
- Station service,
- Ateliers et locaux techniques,
- Climatisation des locaux, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 456 801 158
- N° SIRET : 456 801 158 00191
- Code NAF : 5813 Z

L'Etablissement MIDI LIBRE abrite dans ses murs les entités suivantes :

L'IMPRIMERIE DU MIDI

Représentée par Monsieur Bernard PORTEIX en qualité de Directeur technique

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Imprimerie

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 479 633 711
- N° SIRET : 47963371100011
- Code NAF : 1811 Z

MIDIMEDIA

Représentée par Monsieur Alain PLOMBAT en qualité de Directeur technique

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Agence de publicité

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 404 010 209
- N° SIRET : 404 010 209 00017
- Code NAF : 7312 Z

HAVAS VOYAGE (SOCIETE VOYAGE DU MIDI)

Représentée par Monsieur Toan DINH en qualité de Gérant de société

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Agence de voyage

Les références de l'Établissement sont :

- N° RCS : 313 447 625
- N° SIRET : 313 447 625 00457
- Code NAF : 7911 Z

L'Établissement MIDI LIBRE est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires ou autres :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1530-3	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	Déclaration
2450-3b	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1/ si la quantité d'encre consommée est : supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 400 kg/j	Déclaration
2910-A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Déclaration
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	Déclaration
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Déclaration

Autres contraintes réglementaires ou autres

L'IMPRIMERIE DU MIDI : Label IMPRIM' VERT

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement MIDI LIBRE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement MIDI LIBRE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement MIDI LIBRE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement MIDI LIBRE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement MIDI LIBRE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement MIDI LIBRE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS**6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement MIDI LIBRE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement MIDI LIBRE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement MIDI LIBRE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-6
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530- lmc1137914-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L. 214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPRETE) reçue le 15/12/2013 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPRETE),

- dont le siège social est situé au 765 Rue Henry Becquerel à Montpellier 34000,

- représenté par Monsieur TRIVINO Nicolas, en qualité de Responsable d'Exploitation,

L'Établissement est situé au 595 Rue du Mas Saint Pierre à Montpellier 34070,

et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OL 54, 55 et 56, OK 7 et 8, ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de tri de carton et de papier, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 595 Rue du Mas Saint Pierre à Montpellier 34070.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Stockage et tri de carton et papier,
- Piste de lavage.

Un projet de déchetterie professionnelle, sur le site, est en cours.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 433 885 241 00011
- Code NAF ou APE : 3811 Z

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³	Autorisation
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Autorisation

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPRIETE) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPLETE), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPLETE) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPLETE) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPLETE) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPLETE) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPRETE), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPRETE) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (VEOLIA PROPRETE) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-11
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1138823-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement ACCES INDUSTRIES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement ACCES INDUSTRIES ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la santé publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement ACCES INDUSTRIES,

- dont le siège social est situé Avenue du Pont de Garonne à Tonneins 47 400,

- représenté par GUEZENNEC Julien, en qualité de Responsable d'Agence,

L'Etablissement est situé au 1 Rue des Carrières à Saint Georges d'Orques 34 680, et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : AZ 68,

Ci-après désigné « l'Etablissement » :

- Est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Location d'équipements BTP, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1 Rue des Carrières à Saint Georges d'Orques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier mécanique,
- Piste de lavage.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 421 203 993
- N° SIRET : 421 203 993 00280
- Code NAF : 7739 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est soumis pas à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement ACCES INDUSTRIES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement ACCES INDUSTRIES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Métropole du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement ACCES INDUSTRIES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement ACCES INSDUSTRIES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement ACCES INSDUSTRIES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement ACCES INSDUSTRIES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc..., sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement ACCES INSDUSTRIES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement ACCES INSDUSTRIES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement

de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ACCES INSDUSTRIES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-33
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530-lmc1138955-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT,

- sous la responsabilité de l'Etat français : Ministère de la Justice
- géré par délégation de service par la société SODEXO JUSTICE SERVICES
- dont le siège social est situé Avenue du Moulin de la Jasse, Zone d'activité du Larzat, à Villeneuve Les Maguelone 34753,
- représenté par Monsieur Alain MAZOYER en qualité de Directeur d'exploitation de site,

L'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT,

- est situé Avenue du Moulin de la Jasse, Zone d'activité du Larzat, à Villeneuve Les Maguelone 34753,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AW 96 et 97 (Maison d'Arrêt), AW 12, 44, 84, 99 et 100 (Mess et 7 logements de fonction),

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement pénitencier, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du Moulin de la Jasse.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de maintenance,
- Locaux techniques,
- Restauration collective,
- Unité de soins,
- Blanchisserie,
- Zone de stockage de déchets,
- Ateliers de formation professionnelle (maçon, plaquiste, etc.),
- Etc.

Les références de l'Établissement SODEXO JUSTICE SERVICES sont :

- N° SIRET : 310 239 702 00346
- Code NAF ou APE : 8299 Z

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
2910	Combustion : Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la	Déclaration

	<p>définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	
--	---	--

Le Mess fait partie de l'Etablissement de la Maison d'Arrêt et il est géré par la société SODEXO JUSTICE SERVICES.

Le Mess, dont les rejets sont assimilés domestiques, est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de : Restauration, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du Moulin de la Jasse.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,

- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,

- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,

- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le

milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement MAISON D'ARRET DU LARZAT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-36
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530- lmc1139039-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement
CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR MARKET LE CRES dans le
système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président délégué au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté A2017-17 du 22/02/2017, portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES),

- représenté par CARREFOUR PROPERTY FRANCE (propriétaire foncier)

- dont le siège social est situé au ZI Route de Paris à Mondeville 14120,

L'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES)

- situé Route de Jacou RD 65, Le Crés 34920,

- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CA 199, 204, 407, 578 et 579,

- représenté par Monsieur PERES Adrien en qualité d'Asset Manager,

ci-après désigné « l'Etablissement »,

Est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre Commercial, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Rue de la Sauvagine à Le Crés 34920

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Station-service
- Piste de lavage,
- Laboratoires de transformation de produits alimentaires,
- Stockage de produits de tous types,
- Pressing,
- Coiffure,
- Production de chaleur et d'aération (réfrigération, ventilation), etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 440 283 752
- N° SIRET : 440 283 752 03741
- Code NAF : 6820 B

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Autorisation
1435	Stations-service	Autorisation

Cet Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) regroupe et représente sur ses parcelles les activités suivantes :

- l'espace commercial CARREFOUR MARKET et le Service Après-Vente,
- la station-service CARREFOUR MARKET,
- les pistes de lavage NO LIMIT LAVAGE,
- les magasins situés dans la galerie marchande du centre commercial à savoir :
ACTIONSTEAM (pressing),
CENTRE D'OPTIQUE LE CRES (opticien),
SARAH MONIER CREATION (salon de coiffure), etc.

Le présent arrêté traitera de toutes les entités gérées par l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) excepté l'entité NO LIMIT LAVAGE qui a son propre arrêté d'autorisation de déversement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR LE CRES (CARREFOUR MARKET LE CRES) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de

déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2017-42
Transmis en Préfecture le	30/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170530- lmc1141218-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 30/05/2017
M. R. REVOL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la CDAC du 21 avril 2017 à 9h30

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le vendredi 21 avril 2017, à 9h30.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Brigitte ROUSSEL GALIANA, Conseillère Métropolitaine, pour siéger et voter le vendredi 21 avril 2017 à 9h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault, qui se réunira en Préfecture de l'Hérault, Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier pour l'examen d'un projet de création par transfert d'un supermarché à prédominance alimentaire à l'enseigne « LIDL » d'une surface de vente de 1496,61 m², située rue de Montels l'Eglise, à Lattes (34).

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2017-73
Transmis en Préfecture le	13/04/17
Affiché le	13/04/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141155-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif au fonctionnement Parking du Prévost - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5217-2 et spécialement la compétence « parcs et aires de stationnement », et les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-3, L. 2213-2, L. 2213-3 et L. 2213-4,
- VU le Code de la route, notamment ses articles R225, R285 et R417,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 1980 des Services Maritimes et de la Navigation du Languedoc Roussillon réglementant la circulation des véhicules de toute sorte sur le rivage de la mer,
- VU la fin de la convention conclue entre la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole en date du 31 décembre 2015,
- VU la délibération n°13782 relative au « Stationnement - Tarification appliquée aux parkings transférés – Approbation » adoptée en séance du Conseil de Métropole du 14 avril 2016,
- **Considérant** qu'il convient d'assurer une meilleure gestion du stationnement du parking payant de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone,
- **Considérant** la nécessité de réglementer le stationnement payant, compte-tenu de la mise en place d'horodateur permettant l'acquittement du stationnement payant du parking dit du « Prévost »,

ARRETE

ARTICLE 1 : Un stationnement payant avec horodateur est mis en place durant la saison estivale (**du 15 avril au 17 septembre 2017 inclus, 7J/7**), pour une meilleure gestion du parking payant dit « du Prévost » sis CD62E2.

ARTICLE 2 : Les plages horaires du stationnement réglementé et la tarification, sont les suivantes :

- ✓ Plein tarif de 8h00 à 18h00,
- ✓ Demi-tarif de 18h00 à 20h00,

La tarification fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole.

ARTICLE 3 : Le ticket constatant le paiement et délivré par un horodateur doit être apposé de façon visible derrière le pare-brise du véhicule.

ARTICLE 4 : Le parking payant sera matérialisé par panneaux réglementaires de type « C1c ».

ARTICLE 5 : Tout conducteur de véhicule ayant contrevenu aux dispositions susvisées du présent arrêté est passible des sanctions prévues par le Code de la route. Tout stationnement de véhicule au-delà de 24 heures sur un emplacement géré par horodateur est considéré comme « abusif » au sens du Code de la route.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté remplace les arrêtés antérieurs relatifs au stationnement payant sur le parking plage dit du « Prévost ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve lès Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-76
Transmis en Préfecture le	07/04/17
Affiché le	07/04/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170407-lmc1141374-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°91 - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 04 juin 2013, n°2013/1275/T/N relatif à un changement de véhicule ;
- VU l'autorisation attribuée à Monsieur **Alain VIGUIER** en date du 11 juillet 1975 ;
- VU la faculté donnée à Monsieur **Alain VIGUIER** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation de stationner précitée;
- VU la demande présentée par la **SARL AMBULANCE BALARUC ASSISTANCE (SIREN 508 737 889)** pour la succession de cette autorisation de stationner ;
- VU l'avis favorable de la Commission communale des taxis et des voitures de petite remise en date du 29 décembre 2016 ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 30 décembre 2016 au terme duquel, Monsieur **Alain VIGUIER** consent la présentation à titre onéreux de la **SARL AMBULANCE BALARUC** en qualité de successeur à l'exploitation à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Montpellier sous le n°91.

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 140 000 €.

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montpellier du 04 juin 2013, n°2013/1275/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL AMBULANCE BALARUC ASSISTANCE (SIREN 508 737 889)**, dont le siège social est situé au 4 rue des négafols à Balaruc les Bains (34 540), est autorisée à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **SHARAN** immatriculé **DY-732-BG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 91, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-77
Transmis en Préfecture le	13/04/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141422-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier
Méditerranée
Métropole

LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de CASTRIES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Castries n°176/14 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Castries du 27/12/2012, n°234/GP/PP ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Philippe LANDES** titulaire d'une autorisation de taxi à **CASTRIES**, a procédé au changement de son véhicule ;
- **CONSIDERANT** que l'autorisation de stationner sur la commune de **CASTRIES** porte le numéro 340580001 et que cette numérotation nécessite une simplification, celle-ci est renommée n°1 ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Castries du 27/12/2012, n°234/GP/PP susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Philippe LANDES**, né le 24/03/1965 à **Montpellier (34)**, domicilié au 449 avenue Paul Riquet à **Castries (34 160)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type 508 immatriculé **EK-328-VE**, sur le territoire de la commune de **CASTRIES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **CASTRIES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-78
Transmis en Préfecture le	13/04/17
Affiché le	
Notifié le	18/04/17
Identifiant	034-243400017-20170413- lmc1141424-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté de représentation de M. Le Président au sein de la Commission de Délégations de Services Publics Transports et Mobilité

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°14307 du 14 décembre 2016 relative à la composition de la Commission de Délégations de Services Publics Transports et Mobilité,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit et président de la Commission de Délégations de Services Publics Transports et Mobilité, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LEVITA, Vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole pour siéger, le 11 avril 2017, au sein de la Commission de Délégations de Services Publics Transports et Mobilité en lieu et place du Président. Dans ce cadre, Monsieur Max LEVITA est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-80
Transmis en Préfecture le	07/04/17
Affiché le	07/04/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170407- lmc1141492-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** l'arrêté n°A2017-50 du 27 février 2017 portant délégation de signature pour le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET),

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2017-50 du 27 février 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Voirie ;
- Bureau d'études centre et grands travaux ;
- Bureau d'études territoire ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Bureau technique ;
- Ressources transversales et commande publique.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service Bureau Technique, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service Bureau Technique, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de M. Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Voirie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

ARTICLE 3-4 : Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

ARTICLE 3-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-6 : Madame Sophie BANETTE-COX, Responsable du service Ressources Transversales et Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BANETTE-COX, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BANETTE-COX, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGH, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-1 : Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame MISTRAL Magali, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer au nom du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL cette délégation est accordée à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur

Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 5-2 : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 €, hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-3 : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Gestion des milieux aquatiques et des ouvrages hydrauliques ;
- Ressources.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6-2 : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6-4 : Madame Béatrice MARTI, Responsable du service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice MARTI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Béatrice MARTI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6-5 : Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 7 : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR pour ce qui concerne le pôle territorial Cadoule et Bérange, Monsieur Eric LAUER pour ce qui concerne le pôle territorial Littoral, Monsieur Philippe MAUGER

pour ce qui concerne le pôle territorial Piémont et Garrigues, Monsieur Pierre DABOSI pour ce qui concerne le pôle territorial Plaine ouest et Monsieur David TOURNIER pour ce qui concerne le pôle territorial Vallée du Lez.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, Monsieur Eric LAUER, Monsieur Philippe MAUGER, Monsieur Pierre DABOSI, Monsieur David TOURNIER chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Simon BIRR, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-2 : Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT,

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-4 : Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-5 : Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 8 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-81
Transmis en Préfecture le	07/04/17
Affiché le	07/04/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170407-lmc1141494-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de FABREGUES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des véhicules de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Fabrègues n°14/10/590 du 09/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 21 juin 2016, n°A2016-258 ;
- **CONSIDERANT** que la **SARL CAR'GO DU SUD** titulaire d'une autorisation de taxi à **FABREGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 21 juin 2016, n°A2016-258 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La **SARL CAR'GO DU SUD (SIREN 802 181 495)**, dont le siège social est situé au **15 rue des platanes à Montpellier (34 090)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **3008** immatriculé **DZ-050-EF**, sur le territoire de la commune de **FABREGUES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **FABREGUES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-82
Transmis en Préfecture le	13/04/17
Affiché le	
Notifié le	14/04/17
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141511-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **VU** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015,
- **VU** l'arrêté n°A2016-52 du 22 Janvier 2016 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** que Monsieur Nicolas BAUDOT, représentant du personnel titulaire à la Commission Administrative Paritaire de catégorie A, est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions à la suite de son départ en retraite,
- **Considérant** la désignation par le Syndicat UNSA de Messieurs Arnaud VESTIER et Pierre BRICE en application de l'article 6 du Décret n° 89-229 du 17 Avril 1989,
- **Considérant** l'acceptation de Monsieur Arnaud VESTIER pour le remplacement de Monsieur Nicolas BAUDOT comme membre titulaire pour les Commissions Administratives Paritaires de catégorie A,
- **Considérant** l'acceptation de Monsieur Pierre BRICE pour le remplacement de Monsieur Arnaud VESTIER comme membre suppléant pour les Commissions Administratives Paritaires de catégorie A,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-52 du 22 Janvier 2016 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Administrative Paritaire – Catégorie A

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
M. Pierre BONNAL
Mme Rosy BUONO
Mme Eliane LLORET

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL
M. Yvon PELLET
Mme Régine ILLAIRE
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 6
M. Arnaud VESTIER
Groupe hiérarchique 5
M. Mohamed CHEBLI (UNSA)
M. Grégory FARGAS (FO)
Mme Marianne DINTRANS-HOLMES (CFDT)

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 6
M. Pierre BRICE
Groupe hiérarchique 5
Mme Raphaëlle ALBER (UNSA)
M. Gil BUSCAYLET (FO)
Mme Pascale NABAFFA (CFDT)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie B

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
M. Pierre BONNAL
Mme Rosy BUONO
Mme Eliane LLORET
M. Jérémie MALEK

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL
M. Yvon PELLET
Mme Régine ILLAIRE
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Isabelle TOUZARD

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 4
M. Laurent BERNARD (UNSA)
M. Frédéric DOLADILLE (FO)
M. Patrick CORNELLES (SUD)
Groupe hiérarchique 3
M. Patrick SENDRA (UNSA)
Mme Sabine BERGUÀ (FO)

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 4
M. Gabriel OBE (UNSA)
M. Pierre ANSELME (FO)
Mme Corinne CROS (SUD)
Groupe hiérarchique 3
Mme Carole GILBERT (UNSA)
M. Gilles GUY (FO)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie C

**Représentants de l'administration
TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
M. Pierre BONNAL

M. Guy BARRAL
Mme Eliane LLORET
Mme Rosy BUONO
Mme Régine ILLAIRE

**Représentants de l'administration :
SUPPLEANTS**

M. Jérémie MALEK
M. Yvon PELLET
M. Abdi EL KANDOUSSI
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Isabelle TOUZARD
Mme Patricia MIRALLES

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

Groupe hiérarchique 2
Mme Corinne LECCIA (UNSA)
M. Denis SAVOYE (FO)
Groupe hiérarchique 1
Mme Régine BARRY (SUD)
M. Ichem MÔGHEL (UNSA)
Mme Edwige HERNANDEZ (FO)
Mme Christel BALLUET-QUINTANA (UNSA)

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Groupe hiérarchique 2
M. Sauveur SPINA (UNSA)
M. Thierry NOFARES (FO)
Groupe hiérarchique 1
Mme Nour El Amel LAGHMIRI (SUD)
M. Gilles ZOZOR (UNSA)
M. Rémi MOREAU (FO)
M. Marc BOUKHOBZA (UNSA)

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-85
Transmis en Préfecture le	07/04/17
Affiché le	07/04/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170407- lmc1141578-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de JUVIGNAC "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU le décret préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle technique des voitures de petite remise ;
- VU le décret du Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU le décret du Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique des taximètres ;
- VU le décret du 14 mai 1981 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de petite remise ;
- VU le décret du 10 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Juvignac n°2014-403 du 15/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 16/11/2016, n°A2016-344 ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Michel ARNAL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Juvignac**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté du 16/11/2016, n°A2016-344 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-Michel ARNAL**, né le 22 décembre 1976 à **Montpellier (34)**, domicilié au 48 rue des Cigales à **Juvignac (34 990)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **VIANO** immatriculé **AS-100-WZ**, sur le territoire de la commune de **JUVIGNAC** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **3**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **JUVIGNAC** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-86
Transmis en Préfecture le	13/04/17
Affiché le	
Notifié le	14/04/17
Identifiant	034-243400017-20170413-lmc1141624-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 13/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique unique portant sur la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Jean de Védas et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) du monument historique ' Pont sur la Mosson '

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le Code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet de Région à la Commune de Saint Jean de Védas en date du 06 mai 2013 concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords du monument historique « Pont sur la Mosson » proposé par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- VU la délibération n°2013-85 du conseil municipal de la Commune de Saint Jean de Védas en date du 23 septembre 2013 émettant un avis favorable à la création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- VU l'arrêté n°A2016-382 en date du 05 janvier 2017 engageant la procédure de modification n°4 du PLU afin de maîtriser les dynamiques de densification urbaine sur différents secteurs et de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU ;
- VU la délibération n°2017-11 du conseil municipal de la Commune de Saint Jean de Védas en date du 26 janvier 2017 émettant un avis favorable au projet de modification n°4 du PLU ;
- VU la notification aux personnes publiques associées en date du 14 février 2017, du projet de modification n°4 du PLU et du projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 23 février 2017 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de modification n°4 du PLU de la Commune de Saint Jean de Védas et au projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;

- **VU** la décision n°E17000049/34 en date du 8/03/17 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Mme Patricia LHERMET en qualité de commissaire enquêteur ;
- **VU** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique unique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Jean de Védas afin de maîtriser les dynamiques de densification urbaine sur différents secteurs et de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, et portant sur le projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique « Pont sur la Mosson », pour une durée de 32 jours consécutifs, du 2 mai 2017 au 2 juin 2017.

ARTICLE 2 : Par décision n°E17000049/34 en date du 8/03/17, Mme Patricia LHERMET, Architecte-Urbaniste, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Saint Jean de Védas (4 rue de la Mairie - 34430 Saint Jean de Védas) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier). Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Saint Jean de Védas, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Mme le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous : « Mme le commissaire enquêteur - projet de modification n°4 du PLU de Saint Jean de Védas et projet de PDA « Pont sur la Mosson » - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : saintjeandevédasm4@montpellier3m.fr. Les observations et propositions adressées par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante: <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions à la Mairie de Saint Jean de Védas (4 rue de la Mairie - 34430 Saint Jean de Védas), salle du Conseil Municipal :

- le jeudi 4 mai 2017 de 8h30 à 11h30 ;
- le jeudi 18 mai 2017 de 8h30 à 11h30 ;
- le vendredi 2 juin 2017 de 14h à 17h.

ARTICLE 5 : Au vu des articles L.104-2, R.104-1 à R.104-2 et R.104-8 à R.104-14 du Code de l'Urbanisme et de la nature des évolutions projetées, le projet de modification n°4 du PLU de Saint Jean de Védas n'est pas soumis à évaluation environnementale. Le dossier d'enquête comporte cependant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête.

ARTICLE 6 : La personne responsable du projet de modification n°4 du PLU de la Commune de Saint Jean de Védas est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de Mme TOLY (m.toly@montpellier3m.fr/ 04.67.13.64.15) à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et

jours de fermetures exceptionnelles, à l'adresse suivante: Montpellier Méditerranée Métropole, Direction de l'urbanisme et de l'Habitat, 50 place Zeus - CS 39556, 34961 MONTPELLIER CEDEX 2.

Le projet de création de périmètre délimité des abords du monument historique « Pont sur la Mosson » est présenté dans le cadre d'une procédure conjointe à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création de périmètre délimité des abords est l'architecte des bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création de périmètre délimité des abords auprès de Mme HARNEQUAUX, à l'adresse suivante: Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault, 5, rue salle l'Evêque, 34967 MONTPELLIER CEDEX 2. Tél. 04 67 02 32 36 ou 04 67 02 35 41

ARTICLE 7 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Ce dernier convoquera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en les invitant à produire, dans un délai de quinze jours, leur mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront transmis à Montpellier Méditerranée Métropole en trois exemplaires papiers et en un exemplaire numérique. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Saint Jean de Védas, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault. L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci :

- Panneau d'info n°1: Station de tramway arrêt Victoire 2
- Panneau d'info n°2: Pont de Villeneuve
- Panneau d'info n°3: Intersection RD613/Allée du Pradet
- Panneau d'info n°4: Intersection rue de la Flamade/rue des Sigaliès
- Panneau d'info n°5: Ecole Cassin allée du Val des Garrigues
- Panneau d'info n°6: Station de tramway arrêt St Jean de Védas (terminus)
- Panneau d'info n°7: Ecole Escholiers Rue Garcia Lorca
- Panneau d'info n°8: Ecole Louise Michel allée Joseph Cambon
- Panneau d'info n°9: Mairie-rue de la Mairie
- Panneau d'info n°10: Intersection chemin des Oliviers/ chemin du Parre Loup.

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et de la Commune de Saint Jean de Védas (<https://saintjeandevédas.fr/>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Saint Jean de Védas, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 11 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°4 du PLU de Saint Jean de Védas sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Saint Jean de Védas au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 12 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Mme le Maire de Saint Jean de Védas et Mme le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-87
Transmis en Préfecture le	06/04/17
Affiché le	06/04/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170405-lmc1141681-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 05/04/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant modification des membres du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** la délibération du Conseil n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n°A2017-10 du 23 février 2017 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2017-10 du 23 février 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Comité Technique

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
Titulaires M. Pierre BONNAL, Président M. Abdi EL KANDOUSSI, Titulaire Mme Rosy BUONO, Titulaire Mme Eliane LLORET, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire M. Domitien DETRIE, Titulaire Suppléants M. Gérard CASTRE, Suppléant M. Christophe COUR, Suppléant M. Joël RAYMOND, Suppléant Mme Régine ILLAIRE, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Jean-Claude HEMAIN, Suppléant	Titulaires M. Mohamed CHEBLI, Titulaire – UNSA M. Antony FERNANDEZ, Titulaire - UNSA Mme Carole GILBERT, Titulaire - UNSA M. Frédéric DOLADILLE, Titulaire - FO Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire - FO M. Jean-Louis ESTEVE, Titulaire - SUD Suppléants M. Ichem MOGHEL, Suppléant – UNSA Mme Christel BALLUET-QUINTANA, Suppléante - UNSA Mme Sandrine CAMPOS, Suppléante - UNSA Mme Sabine BERGUA, Suppléante - FO M. Gil BUSCAYLET, Suppléant - FO M. François FOURES, Suppléant - SUD

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-88
Transmis en Préfecture le	04/05/17
Affiché le	04/05/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170504-lmc1141798-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 04/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac

- **VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** le PLU de la Commune de Juvignac approuvé le 11 juillet 2012, modifié le 17 juin 2013, mis à jour le 19 juin 2014, mis à jour le 14 août 2015, modifié le 14 décembre 2016 et mis à jour le 24 mars 2017 ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- **VU** l'arrêté n°A2017-27 du 27 février 2017 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, afin notamment de permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux et d'un équipement d'intérêt collectif sur le secteur « Carrière de l'Hort » ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
 - de diminuer ces possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,
 - d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac est engagée.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du PLU seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Juvignac préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Juvignac. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

Arrêté n°	A2017-89
Transmis en Préfecture le	10/05/17
Affiché le	10/05/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170510-lmc1142006-AR-1-I

Fait à Montpellier, le 10/05/2017
Mme S. JANNIN

SIGNÉ

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à M. SEGURA dans le domaine de l'aide à la pierre

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du conseil n°6299 du 31 janvier 2005 relative à la délégation de compétence d'attribution des aides publiques à la construction et à la rénovation des logements,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2016-263 du 1er juillet 2016 portant délégation de signature pour les aides à la pierre de l'ANAH,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2016-263 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'État, à l'exception de ceux qui concernent l'une des sociétés de FDI Groupe ou la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, les délégations de signature définies aux articles 2 et 3 sont données à Madame Catherine DARDE.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-90
Transmis en Préfecture le	11/05/17
Affiché le	11/05/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170511- lmc1142110-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 11/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Noël SEGURA

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2017-19 du 27 février 2017 donnant délégation à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du Logement,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2017-19 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Monsieur Noël SÉGURA, Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine du Logement.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Noël SEGURA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Noël SEGURA n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat, en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'État, à l'exception de ceux qui concernent l'une des sociétés de FDI Groupe ou la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SÉGURA et de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-91
Transmis en Préfecture le	25/04/17
Affiché le	25/04/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170425-lmcl142114-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU l'arrêté n°A2017-81 du 07 avril 2017 portant délégation de signature pour le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET),

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2017-81 du 07 avril 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 3 : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Voirie ;
- Bureau d'études centre et grands travaux ;
- Bureau d'études territoire ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Bureau technique ;
- Ressources transversales et commande publique.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service Bureau Technique, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service Bureau Technique, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de M. Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Voirie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Bureau d'Etudes Centre et Grands Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur. Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

ARTICLE 3-4 : Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 3-6 : Madame Sophie BANETTE-COX, Responsable du service Ressources Transversales et Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ P. délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BANETTE-COX, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BANETTE-COX et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BANETTE-COX, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGH et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

ARTICLE 4-1 : Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 5-2 : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-3 : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Edgar ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maitrise du service public ;
- Gestion des milieux aquatiques et des ouvrages hydrauliques ;
- Ressources.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6-2 : Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 6-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6-4 : Madame Béatrice MARTI, Responsable du service Gestion des Milieux Aquatiques et des Ouvrages Hydrauliques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice MARTI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Béatrice MARTI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 6-5 : Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

ARTICLE 7 : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR pour ce qui concerne le pôle territorial Cadoule et Bérange, Monsieur Eric LAUER pour ce qui concerne le pôle territorial Littoral, Monsieur Philippe MAUGER pour ce qui concerne le pôle territorial Piémont et Garrigues, Monsieur Pierre DABOSI pour ce qui concerne le pôle territorial Plaine ouest et Monsieur David TOURNIER pour ce qui concerne le pôle territorial Vallée du Lez.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, Monsieur Eric LAUER, Monsieur Philippe MAUGER, Monsieur Pierre DABOSI, Monsieur David TOURNIER chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Simon BIRR, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-2 : Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT,
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-4 : Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
 - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 7-5 : Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
 - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

ARTICLE 8 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-92
Transmis en Préfecture le	25/04/17
Affiché le	25/04/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170425- lmc1142124-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PRADES LE LEZ " Changement de véhicule " - Autorisation de stationner n° 2

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de PRADES LE LEZ n°237/2014 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 13/07/2015, n°A2015-133 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jacques FOISNEL** titulaire d'une autorisation de taxi à **PRADES LE LEZ**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du 13/07/2015, n°A2015-133 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jacques FOISNEL**, né le 12 juillet 1959 à **Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)**, domicilié au 119 allée du Clau à **Saint Gély du Fesc (34 980)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **BH-961-RK**, sur le territoire de la commune de **PRADES LE LEZ** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PRADES LE LEZ** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-94
Transmis en Préfecture le	25/04/17
Affiché le	
Notifié le	27/04/17
Identifiant	034-243400017-20170425-lmc1142167-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTFERRIER SUR LEZ "Changement de véhicule" - Autorisation n° 2

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et de voiture avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montferrier-sur-Lez n°2014-222 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montferrier-sur-Lez du 11/12/2015, n°2015-296 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Didier GAILLARD** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTFERRIER-SUR-LEZ**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montferrier-sur-Lez du 11/12/2015, n°2015-296 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Didier GAILLARD**, né le 09/09/1960 à **Grenoble (Isère)**, domicilié au 16 passage des Blaques à **Montferrier-sur-Lez (34 980)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **SKODA** type **OCTAVIA** immatriculé **EL-548-FG**, sur le territoire de la commune de **MONTFERRIER-SUR-LEZ** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montferrier-sur-Lez** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-95
Transmis en Préfecture le	25/04/17
Affiché le	
Notifié le	26/04/17
Identifiant	034-243400017-20170425-lmc1142185-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/04/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de Rédacteur et d'Assistant de Conservation Principal 2ème Classe

- **VU** le code général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- **VU** la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- **VU** la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- **VU** le décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques,
- **VU** le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- **VU** le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,
- **VU** l'avis favorable du comité technique du 10 novembre 2016,
- **VU** la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 14 décembre 2016,
- **Considérant que** Montpellier Méditerranée Métropole organise une sélection professionnelle pour les grades de Rédacteur et Assistant de Conservation principal 2ème Classe portant sur les emplois visés à l'article 5.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans les grades de Rédacteur et Assistant de Conservation principal 2ème Classe est ouverte au titre de l'année 2017.

Le nombre d'emplois ouverts au grade de Rédacteur est fixé à 1.

Le nombre d'emplois ouverts au grade d'Assistant de Conservation principal 2ème Classe est fixé à 3.

ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

Retrait des dossiers

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) auprès de la Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - **à compter du 2 mai 2017.**

Contenu du dossier et pièces à joindre

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :

- Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
- Un curriculum vitae,
- Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
- Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.

- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :

- Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
- Un exposé des missions et activités du candidat,
- Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Ressources Humaines pour faire acte de candidature.

Date limite de dépôt des candidatures

Le dossier est à retourner dûment complété auprès de l'autorité territoriale - Direction des Ressources Humaines - Unité Recrutement - pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le **23 mai 2017 à 17h00, dernier délai.** (le cachet de la poste faisant foi)

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats

Les agents, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif.

En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle

Cette commission qui se réunira **jeudi 15 juin 2017 à partir de 9 h 00** sera composée de :

- Madame Dany GABAUDAN, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, fonctionnaire au grade d'Administrateur territorial.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 20 minutes dont 5 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie B).

La commission délibérera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts

Les auditions se dérouleront au siège de Montpellier Méditerranée Métropole – 50 place Zeus – 34961 Montpellier **jeudi 15 juin à partir de 9 h 00**.

L'emploi suivant est ouvert dans le grade de Rédacteur :

- Chargé de la communication au Musée Fabre.

Les emplois suivants sont ouverts dans le grade d'Assistant de Conservation principal 2^{ème} classe :

- Plasticien Médiateur Musée Fabre (1 poste),
- Guide Médiateur Musée Fabre (2 postes).

ARTICLE 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement aux grades de Rédacteur et Assistant de Conservation principal 2^{ème} classe, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

La Métropole de Montpellier procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

ARTICLE 7 : Exécution du présent arrêté

L'autorité territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Arrêté n°	A2017-96
Transmis en Préfecture le	27/04/17
Affiché le	27/04/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170427- lmc1142269-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 27/04/2017
M. P. BONNAL

SIGNÉ

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué aux
Ressources Humaines

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation n°1

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 20/06/2012, n°116/2012 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Patrice MOURET** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 20/06/2012, n°116/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Patrice MOURET**, né le **04 mars 1973** à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au **121 rue Jean Bimar à Montpellier (34 070)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **EK-212-EG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-98
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142573-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°25

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 11/09/2014, n°2014/2889/T/N ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur El Mustapha SALAIMI** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 11/09/2014, n°2014/2889/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur El Mustapha SALAIMI**, né le 2 mai 1981 à Beni Aoulichek (Maroc), domicilié au 20 rue François Mireur à Montpellier (34 070), est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **CADDY** immatriculé **EB-846-FP**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **25**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-99
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142577-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n° 48

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 25/07/2016, n°A2016-271 ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Yann THIRIET** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la Métropole 25/07/2016, n°A2016-271 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Yann THIRIET**, né le 8 octobre 1971 à Lyon (Rhône), domicilié au 30 rue du Four à Claret (34 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES** type **CLASSE C** immatriculé **BD-463-MD**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **48**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-100
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	}
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142579-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°84

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 18/11/2013, n°2013/2759/T/N ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Maxime MOURET** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 18/11/2013, n°2013/2759/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Maxime MOURET**, né le 30 décembre 1969 à Montpellier (Hérault), domicilié au 72 rue Azalais d'Altier à Montpellier (34 080), est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLVO** type **XC90** immatriculé **EK-852-FF**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **84**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-101
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142582-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°93

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-399 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Robert BALDOUS** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-399 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Robert BALDOUS**, né le 20 novembre 1955 à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au 3 rue **Gustave Courbet** à **Saint-Aunès (34 130)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **EXPERT TRAVELLER** immatriculé **EK-577-KD**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **93**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-102
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142585-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°95

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 05/01/2015, n°2014/4238/T/N ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Régis BOLOT** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 05/01/2015, n°2014/4238/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-Régis BOLOT**, né le 26 mai 1972 à Belfort (Territoire de Belfort), domicilié au 8 rue du Trident 34 920 Le Crès, est autorisé à stationner avec le véhicule SEAT type ALTEA XL immatriculé DV-048-BT, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 95, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Montpellier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-103
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142587-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°120

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 14/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 25/07/2016, n°A2016-289 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Hocine DIF** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 25/07/2016, n°A2016-289 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Hocine DIF**, né le 4 juillet 1965 à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au 30 rue Jean Pierre Biscay à **Montpellier (34 070)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **CD-078-WM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **120**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-104
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142591-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°121

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-395 ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Thierry ZERBIB** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-395 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Thierry ZERBIB**, né le 24 septembre 1969 à Villejuif (Val-de-Marne), domicilié au 361 allée Victor Hugo à Vedène (84 270), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **EE-124-GB**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **121**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-105
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142594-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°132

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-401 ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Catherine DELQUIE** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-401 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Catherine GUYOT épouse DELQUIE**, née le **24 juin 1967** à **Montpellier (Hérault)**, domiciliée au **16 rue des Tambourins à Lattes (34 970)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **EJ-123-KD**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **132**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-106
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142598-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°66 - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/1264/T/N du 12/06/2013 relatif à un changement de véhicule;
- **VU** l'autorisation de stationner attribuée à la SARL TM 66 en date du 9 janvier 2006 ;
- **VU** la faculté donnée à la **SARL TM 66 (SIREN 488 035 833)** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- **VU** la demande présentée par **Monsieur Philippe ENJALBERT** pour la succession de cette autorisation ;
- **VU** l'avis favorable de la commission communale des taxis et des voitures de petite remise en date du 03/03/2017 ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 06/04/2017 au terme duquel, la SARL TM 66 consent la présentation à titre onéreux de Monsieur Philippe ENJALBERT en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Montpellier délivrée sous le n°66. A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 160 000 €.

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du 12/06/2013, n°2013/1264/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Philippe ENJALBERT**, né le 25 mai 1969 à **Clermont l'Hérault (Hérault)**, domicilié **route du Lac à Clermont l'Hérault (34 800)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **508** immatriculé **CN-503-LW**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **66**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-107
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515- lmc1142604-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du CRES "Changement de véhicule" - Autorisation n°6

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune du Crès n°214-2014 du 14/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 11/07/2016, n°A2016-266 ;
- **CONSIDERANT** que LA SARL TAC (SIREN 501 945 059) titulaire d'une autorisation de taxi au CRES, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la Métropole du 11/07/2016, n°A2016-266 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : LA SARL TAC (SIREN 501 945 059), dont le siège social est situé au **178 rue d'Auvergne à SETE (34 200)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **OPEL** type **VIVARO** immatriculé **EG-596-EC**, sur le territoire de la commune du **CRES** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **6**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune du **CRES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-110
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	
Notifié le	16/05/17
Identifiant	034-243400017-20170515-lmc1142933-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-517 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Domitien DETRIE sur l'emploi de Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,
- **VU** l'arrêté n°A2017-49 du 27 février 2017 portant délégation de signature pour le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2017-49 du 27 février 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 :

Le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales est composé de :

- La Direction du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines,
- La Direction de l'Administration des Ressources Humaines,
- La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences,
- La Direction de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial.

Monsieur Domitien DÉTRIE, Directeur du Pôle en charge des Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Pôle dont les non-renouvellements de contrats.

Délégation de signature est accordée à Monsieur Domitien DETRIE, à l'effet de signer les ordres de mission des agents de Montpellier Méditerranée Métropole à l'exception de ceux visés ci-dessous. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DETRIE, la délégation définie ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

- Délégation de signature est accordée à Monsieur Christian FINA à l'effet de signer les ordres de mission concernant les agents, de la direction de la communication, du protocole, du service relations presse et du service guichet unique de proximité ainsi que les ordres de mission à l'étranger et les ordres de mission nécessitant sa signature au regard des spécificités du déplacement des agents de Montpellier Méditerranée Métropole. En cas d'absence ou empêchement, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Domitien DÉTRIE.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domitien DÉTRIE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Thaïs CASTELLO, Directrice adjointe du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Domitien DÉTRIE et Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 3 :

Madame Thaïs CASTELLO, Directrice adjointe du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales et Directrice du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant, ainsi que la délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 4 :

La Direction de l'Administration des Ressources Humaines est composée des services :

- Activité Santé
- Carrière
- Rémunération

Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Directeur de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Karl LEGOUSSOUART pour ce qui relève du service Activité Santé, à Madame Mélanie SCAPIN pour ce qui relève de l'unité Carrière Ville, à Madame Agnès FERVAL pour ce qui relève de l'unité Carrière Métropole, à Madame Ingrid CREVEAU pour ce qui relève de l'unité Rémunération Ville et à Madame Catherine ABRAHAM pour ce qui relève de l'unité Rémunération Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Etienne ROSSIGNOL et Karl LEGOUSSOUART, Mesdames Mélanie SCAPIN, Agnès FERVAL, Ingrid CREVEAU et Catherine ABRAHAM, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Activité Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Karl LEGOUSSOUART et Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 4-2 :

Madame Mélanie SCAPIN, responsable de l'unité Carrière Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie SCAPIN, la délégation ci-dessus est accordée par intérim à Madame Nathalie DUMONT-VEYRAC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Mélanie SCAPIN et Nathalie DUMONT-VEYRAC, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Mélanie SCAPIN, Nathalie DUMONT-VEYRAC et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 4-3 :

Madame Agnès FERVAL, responsable de l'unité Carrière Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 4-4 :

Madame Ingrid CREVEAU, responsable de l'unité Rémunération Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 4-5 :

Madame Catherine ABRAHAM, responsable de l'unité Rémunération Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine ABRAHAM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine ABRAHAM et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 5 :

La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences est composée des services :

- Mobilité Interne et Recrutement Stages
- Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels
- Formation

Madame Cécile MATTERA, Directrice des Parcours Professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Michel JULIEN pour ce qui relève du service Mobilité Interne et Recrutement Stages, à Madame Cécile DELEUZE pour ce qui relève du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels et à Madame Nathalie CONNAC pour ce qui relève du service Formation.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cécile MATTERA, Monsieur Michel JULIEN, Mesdames Cécile DELEUZE et Nathalie CONNAC, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité Interne et Recrutement Stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 5-2 :

Madame Cécile DELEUZE, responsable du service Laboratoire RH et Accompagnement des Parcours Professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile DELEUZE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Cécile DELEUZE et Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 5-3 :

Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Nathalie CONNAC et Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 6 :

La Direction de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial est composée des services :

- Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle
- Qualité de Vie au Travail

Madame Catherine GILLES, Directrice de la Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et

règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN pour ce qui relève du service Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle, à Monsieur Mehdi JACQUET pour ce qui relève du service Qualité de Vie au Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine GILLES, Messieurs Laurent CHALVIDAN et Mehdi JACQUET, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 6-1 :

Monsieur Laurent CHALVIDAN, responsable du service Dialogue Social, Accompagnement Managérial et Egalité Professionnelle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine GILLES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 6-2 :

Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de Vie au Travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine GILLES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Thaïs CASTELLO, ou, en l'absence de cette dernière, à Monsieur Domitien DÉTRIE.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-111
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	15/05/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515- lmc1142960-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentant de M. le Président à la commission d'examen des propositions mise en place dans le cadre de la procédure de désignation de l'aménageur de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté "Cannabe" : Chantal MARION

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°14471 du 22 février 2017 relative à la constitution et aux modalités d'élection d'une Commission d'examen des propositions dans le cadre du lancement de la procédure de désignation de l'aménageur de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté « Cannabe »,
- VU la délibération du Conseil n°14529 du 29 mars 2017 relative à l'élection des membres de la Commission d'examen des propositions dans le cadre de la procédure de désignation de l'aménageur de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté « Cannabe »,
- **CONSIDERANT** qu'en application de la délibération n°14529 du 29 mars 2017, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est Président de droit de la Commission dénommée ci-avant et peut désigner par arrêté une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Chantal MARION est désignée en qualité de représentant du Président à la présidence de Commission d'examen des propositions dans le cadre de la procédure de désignation de l'aménageur de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté « Cannabe ».

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION est autorisée à engager les discussions avec les candidats, à signer tous documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la concession d'aménagement afférente.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-112
Transmis en Préfecture le	15/05/17
Affiché le	15/05/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170515- lmc1142997-AR-l-1

Fait à Montpellier, le 15/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ARRÊTÉ A CARACTÈRE IMMINENT portant sur les équipements communs de l'immeuble à usage principal d'habitation sis 37 rue Plan de l'Olivier à Montpellier

- **VU** le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 129-1 à L. 129-7, L. 541-2 et L. 541-3, et ses articles R. 129-1 à R. 129-11 ;
- **VU** l'article L. 5211-9-2 du Code général des collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- **VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **VU** l'article R. 556-1 du Code de justice administrative ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Considérant** le rapport dressé par Madame Françoise RIEU, experte, désignée par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 2 mai 2017 sur demande de la Métropole, concluant à l'existence d'une menace grave et imminente pour la sécurité des personnes ;
- **Considérant** l'avertissement envoyé à l'Agence ARTEMIS Immobilier, syndic de copropriété, demeurant 6 avenue Jean Jaurès à Castelnau-le-Lez, représentant du syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 37 rue Plan de l'Olivier à Montpellier, parcelle HP 96 ;
- **Considérant** la lettre d'information envoyé à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- **Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants; laquelle est gravement menacée en raison de l'état des équipements communs et notamment des systèmes de sécurité contre l'incendie qui n'offrent pas les conditions nécessaires de sécurité des occupants ;

A R R E T E

ARTICLE 1

Le Syndicat de copropriétaires, le syndic le représentant et les copropriétaires nommés ci-dessous :

- Agence ARTEMIS immobilier, syndic de copropriété, représentant du syndicat des copropriétaires, demeurant 6 avenue Jean Jaurès - 34170 CASTELNAU-LE-LEZ.
- Monsieur CAVAILLE Richard demeurant 31 rue Emile Kahn - 11100 NARBONNE ;
- Messieurs MEUSY Cédric et MEUSY Jean-Louis demeurant 8 avenue du Consul - 34170 CASTELNAU-LE-LEZ ;
- SCI LEON demeurant 57 rue Frédéric Bazille - 34000 MONTPELLIER ;

ou leurs ayants droits ;

devront, à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes **les mesures permettant de garantir la sécurité des occupants vis-à-vis du risque incendie** :

- Mettre en place **sans délai** une protection matérielle des éléments d'installation électrique à risque situés dans les parties communes (vétustes, non protégées et accessibles dans la cage d'escalier) les mettant hors de portée de main des occupants et utilisateurs de l'immeuble ;
- Présenter **sous un mois** un diagnostic électricité de chaque logement (si l'installation a plus de 15 ans) faisant état de l'absence de défaut des installations électriques des logements depuis chaque compteur en particulier dans sa partie visible dans les parties communes (ou liste des défauts de nature à représenter un danger potentiel d'électrification, l'électrocution ou d'incendie et attestation de travaux ayant permis leur élimination) ;
- Attester **sous un mois** de la présence de DAAF dans chaque logement ;
- Débarrasser **sans délai** les parties communes encombrées par des objets et papiers (R+2) en particulier.

ARTICLE 2

Faute pour le syndicat de copropriétaires, le syndic le représentant et les copropriétaires ou leurs ayants droit mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais du propriétaire ou à ceux de ses ayants droit.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité et à défaut de présentation, dans les délais précisés à l'article 1, des documents et des interventions attestant chacune des mesures permettant de garantir la sécurité des occupants vis-à-vis du risque incendie mentionnées à l'article 1, **le bâtiment, devra être entièrement évacué par ses occupants.**

Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin, lors de la constatation de la réalisation des travaux prescrits et présentation de l'attestation du Bureau de Contrôle, et après mainlevée de l'arrêté.

ARTICLE 4

Si le syndicat de copropriétaires, le syndic le représentant et les copropriétaires mentionnés à l'article 1, ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger ou menace, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en prend acte après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la Métropole.

Le syndicat de copropriétaires, le syndic le représentant et les copropriétaires ou leurs ayants droit tiennent à la disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 et sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

Arrêté n°	A2017-119
Transmis en Préfecture le	19/05/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170519- lmc1143478-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 19/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Exclusion du réseau des Médiathèques

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la décision n°D2013-112 du 11 mars 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015,
- VU l'article 11 du règlement intérieur du réseau des médiathèques « Tranquillité et sécurité » disposant qu' *« il est demandé au public de : respecter le personnel de la bibliothèque et ses usagers. Tout comportement portant préjudice au personnel ou aux autres usagers par les actes ou par les propos peut entraîner une interdiction d'accès momentanée. En cas de grave perturbation du service, le personnel n'obtenant pas satisfaction est autorisé à recourir à la force publique. L'accès peut être interdit à toute personne qui, par son comportement, ses propos, son hygiène ou sa tenue entraîne une gêne pour le public ou le personnel »*,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **CONSIDERANT** qu'il a été notifié de nombreux manquements au règlement à Madame Yoanna RESIGNA dont le numéro d'abonnée est le 165 1954,
- **CONSIDERANT** que sur le site du forum de la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Yoanna RESIGNA perturbe régulièrement le service en adoptant une attitude déplacée (chante à voix haute en écoutant de la musique, danse et commence à quitter ses vêtements avant que le personnel n'intervienne rapidement) ainsi qu'un comportement irrespectueux et provocant (refus de dialoguer avec un agent de la médiathèque ; *"vous allez appeler la police hein ? Vous êtes de la police hein ?"*),
- **CONSIDERANT** que sur le site de la médiathèque centrale Federico Fellini, le 12 mars 2017 et le 21 avril 2017 Madame Yoanna RESIGNA a montré un comportement agressif envers des usagers puis envers des agents de la médiathèque,
- **CONSIDERANT** que sur le site de la médiathèque centrale Federico Fellini, le 9 mai 2017 un incident est survenu. Madame Yoanna RESIGNA s'est lavée intégralement nue dans les toilettes publiques des dames avant que l'agent SSIAP n'intervienne pour faire cesser le trouble. Cette dernière n'ayant montré aucune gêne à la suite de cet événement,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que les usagers accédant aux installations, non seulement se soumettent aux dispositions du présent règlement mais également se conforment aux instructions données par le personnel de service et respectent les prescriptions et interdictions affichées dans l'établissement et adoptent un comportement respectueux,
- **CONSIDERANT** que son comportement trouble l'ordre public ainsi que la tranquillité des autres usagers,

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Yoanna RESIGNA, porteuse de la carte n°165 1954, est exclue du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de trois mois à compter de la notification et de l’affichage du présent arrêté, conformément aux dispositions de l’article 60 du règlement intérieur susvisé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l’intéressée.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-120
Transmis en Préfecture le	24/05/17
Affiché le	24/05/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170524- lmc1143495-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 24/05/2017
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE CONVENTION DE
PROJET URBAIN PARTENARIAL**

PARTIE IV – SOMMAIRE
CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

TITRES	PAGES
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 14 février 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV CAMPUS EMMA	463
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 23 février 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et SCCV CHEMIN DE LA ROQUE	464
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV Mas de Roue	465
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SNC Plan des Taureaux	466



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 14 février 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SCCV CAMPUS EMMA dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d’un ensemble immobilier de logements sur un terrain sis 473-501 avenue Major Flandres à Montpellier a été affichée du 10 mars 2017 au 10 avril 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le 10 MAI 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 23 février 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SCCV CHEMIN DE LA ROQUE dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles AW64, 90, 91, 147 et 148 chemin de la Roque à Saint Jean de védas a été affichée du 16 mars 2017 au 16 avril 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

10 MAI 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SCCV « Mas de Roue » dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles AH29, 216,217,260,265 et AP 254 à Baillargues été affichée du 24 mars 2017 au 24 avril 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

15 MAI 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SNC « Plan des taureaux » dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par l’opération d’aménagement des parcelles AH29, 216,217,260,265 et AP 254 à Baillargues été affichée du 24 mars 2017 au 24 avril 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le **15 MAI 2017**

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole